

**CMRC-ABC**

*Services  
administratifs  
et gestion de  
l'immobilier*

**ABC-CMRC**

*Administrative  
Services  
and Property  
Management*

## **DEVIS**

---

**NO. DE SOLLICITATION: 14-22022**

**BATIMENT:** M-20  
1200 Campus du chemin Montréal  
Ottawa, ON

**PROJET:** M-20 Modernisation d'élévateurs

**NO. DE PROJET:** M20-3957

**DATE :** mai 2014



Conseil national  
de recherches Canada

National Research  
Council Canada

**Canada**

# **DEVIS**

## **TABLE DES MATIERES**

**Formulaire de soumission**

**Annonce Achatsetventes**

**Instructions aux soumissionnaires**

**Taxes de ventes Ontario**

**Compagnies de cautionnements**

**Articles de convention**

**Plans et devis **A****

**Modalités de paiement **B****

**Conditions générales **C****

---

**Conditions de travail et échelle des justes salaires** *N/A* **D**

**Conditions d'assurance** **E**

**Condition de garantie du contrat** **F**

**Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité LVERS** **G**

---

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
-------------------------------------	--

Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)
---	---

---

## Formulaire de proposition – Marché de construction

**Titre du projet**      M-20 Modernisation d'élévateurs

**No. de Proposition:**      14-22022

### 1.2 **Nom d'entreprise et adresse du soumissionnaire**

**Nom** \_\_\_\_\_

**Adresse** \_\_\_\_\_

**Personne-ressource (nom en lettres moulées)** \_\_\_\_\_

**Téléphone** (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_ **Télec.** (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_

### 1.3 **Offre de prix**

Le soumissionnaire soussigné offre par les présentes à Sa Majesté du chef du Canada (ci-après appelée « Sa Majesté »), représentée par le Conseil national de recherches du Canada, d'exécuter et d'achever les travaux se rapportant au projet désigné ci-haut, conformément aux plans et devis et aux autres documents d'appel d'offres, à l'endroit et de la manière énoncés aux présentes, pour un montant total de \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ \$ (montant numéraire uniquement) **dans la monnaie ayant cours légal au Canada (TPS/TVH en sus).**

Le montant de l'offre comprend toutes les taxes fédérales, provinciales et municipales applicables<sup>(\*)</sup>. Cependant, si l'une des taxes imposées en vertu de la *Loi sur l'accise*, de la *Loi sur la taxe d'accise*, de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, de la *Loi sur les douanes*, du tarif des douanes ou de toute autre loi provinciale imposant une taxe de vente au détail sur les achats de biens meubles incorporés à un bien immobilier est modifiée et que cette modification survient :

- .1 après que la présente proposition ait été mise à la poste ou livrée; ou
- .2 si la présente proposition est révisée, après la dernière révision;

le montant de l'offre de prix devra être diminué ou augmenté de la manière prévue à l'article CG22 des Conditions générales du contrat.

---

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

---

### **1.3.1 Offre de prix (suite)**

(\*) Dans le cadre de la présente proposition, la taxe sur les produits et services (TPS) n'est pas une taxe applicable.

Dans la province de Québec, la taxe de vente du Québec (TVQ) ne doit pas être ajoutée au montant de l'offre, le gouvernement fédéral étant exempté de la TVQ. Les soumissionnaires doivent s'adresser directement au ministère du Revenu provincial pour récupérer toute taxe qu'ils sont appelés à verser sur des biens et services acquis dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les soumissionnaires devraient cependant inclure dans le montant de leur offre de prix tout montant de TVQ pour lequel ils ne peuvent exiger un remboursement de taxe sur les intrants.

### **1.4 Acceptation et conclusion du marché**

Le soumissionnaire soussigné s'engage, dans les quatorze (14) jours suivant l'avis confirmant l'acceptation de la présente proposition, à signer un contrat portant sur l'exécution des travaux, à condition que l'avis d'acceptation du Ministère parvienne au soumissionnaire dans un délai de trente (30) jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

### **1.5 Délai d'exécution des travaux**

Le soumissionnaire soussigné s'engage à achever les travaux dans le délai stipulé au devis, lequel commence à courir à compter de l'avis d'acceptation de la présente proposition.

### **1.6 Garantie de soumission**

Le soumissionnaire soussigné joint à la présente proposition une garantie de soumission, conformément à l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

Le soumissionnaire soussigné convient que dans l'éventualité où il refuse de conclure un contrat qu'il est tenu de conclure en vertu des présentes, tout dépôt de garantie fourni à titre de garantie de soumission sera retenu pour débit. Cependant, le Ministre peut, au nom de l'intérêt public, renoncer au droit de Sa Majesté de retenir pour débit le dépôt de garantie.

Le soumissionnaire soussigné convient que si la garantie de soumission n'est pas conforme aux modalités de l'article 5 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires, sa proposition peut être jugée irrecevable.

---

National Research Council      Conseil national de recherches  
Canada                              Canada

Administrative Services      Direction des services  
& Property management      administratifs et de la gestion  
Branch (ASPM)                  de l'immobilier (SAGI)

---

**1.7      Garantie d'exécution**

Dans les quatorze (14) jours suivant l'avis d'acceptation de sa proposition, le soumissionnaire soussigné doit fournir une garantie d'exécution contractuelle, conformément à la section F, Conditions contractuelles, du contrat.

Le soumissionnaire soussigné convient que la garantie d'exécution visée par les présentes, si elle est fournie sous forme de lettre de change, sera versée au Trésor public du Canada.

**1.8      Annexes**

L'annexe n° \_\_\_\_\_ n/a \_\_\_\_\_ fait partie intégrante de la présente proposition.

**1.9      Addenda**

Le montant total de l'offre de prix porte sur l'exécution des travaux définis dans les addenda suivants :

N°	DATE	N°	DATE

**(Les soumissionnaires doivent indiquer le numéro et la date des addenda.)**

---

National Research Council Canada	Conseil national de recherches Canada
Administrative Services & Property management Branch (ASPM)	Direction des services administratifs et de la gestion de l'immobilier (SAGI)

---

**1.10 Signature de la proposition**

Les soumissionnaires doivent consulter l'article 2 des Instructions générales à l'intention des soumissionnaires.

**SIGNÉ, AUTHENTIFIÉ ET REMIS le \_\_\_\_\_<sup>e</sup> jour du mois de  
\_\_\_\_\_ au nom de**

\_\_\_\_\_  
(Inscrire le nom d'entreprise du soumissionnaire)

SIGNATAIRE(S) AUTORISÉ(S)

\_\_\_\_\_  
(Signature du signataire autorisé)

\_\_\_\_\_  
(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

\_\_\_\_\_  
(Signature du signataire autorisé)

\_\_\_\_\_  
(Inscrire le nom et le titre du signataire en lettres moulées)

**SCEAU**

---

---

# ANNONCE ACHATSETVENTES

## M-20 Modernisation d'ascenseurs

Le Conseil national de recherches du Canada, 1200 campus du chemin Montréal, Ottawa, ON, a une demande pour un projet qui comprend :

Les travaux en vertu présent contrat porteur la modernisation de l'ascenseur situé au Conseil national de recherches, campus du chemin de Montréal, bâtiment M-20 No. 21145, Ottawa, Ontario.

**SUPERVISION DES TRAVAUX** : du début des travaux jusqu'à l'émission du Certificat d'achèvement substantiel, garder sur les lieux un surintendant de chantier qui soit entièrement qualifié, qui possède une expérience multidisciplinaire et qui est accepté par l'Ingénieur. On ne pourra pas le changer sans la permission écrite de l'Ingénieur. Les clauses de l'article CG-19 des Conditions générales seront mises en vigueur de façon stricte.

### 1. GENERAL :

Adresser à le représentant ministériel (ou à son représentant) ou à l'Agent des contrats toute question portant sur tout aspect du projet. Ils sont les seuls autorisés à fournir des réponses.

On ne tiendra nullement compte des informations obtenues d'une personne autre que le représentant ministériel (ou son représentant) ou l'Agent des contrats et ce, autant à l'octroi du contrat qu'au cours des travaux.

Les entreprises souhaitant présenter des soumissions pour ce projet devraient obtenir les documents relatifs aux appels d'offres en s'adressant au fournisseur de service [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) AGAO. Si des addenda sont ajoutés, ils seront distribués par [Achatsetventes.gc.ca](http://Achatsetventes.gc.ca) AGAO. Les entreprises qui choisissent de préparer leurs soumissions en se fondant sur des documents d'appel d'offres provenant d'autres sources le font à leurs propres risques et seront tenues d'informer le responsable de l'appel d'offres de leur intention de soumissionner. Les trousseaux d'appel d'offres ne pourront être diffusés le jour même de la clôture des soumissions.

### 2. VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les soumissionnaires ont l'obligation de participer à une des visites du site à la date et à l'heure prévues. Les soumissionnaires qui ont l'intention de présenter une soumission doivent envoyer au moins un représentant à cette visite.

Les visites de chantier se tiendront le 3 juin et le 5 juin, 2014 à **9 :00**. Rencontrer Charles Cossette à l'édifice M-20, 1200 campus du chemin Montréal, Ottawa, Ontario. Les soumissionnaires qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas participer à la visite à la date et à l'heure prévues ne pourront obtenir un deuxième rendez-vous; leur soumission sera donc considérée comme non conforme. **AUCUNE EXCEPTION NE SERA FAITE.**

Pour prouver qu'ils ont participé à la visite du site, les soumissionnaires ou leurs représentants **DOIVENT** signer, lors de la visite, le formulaire de participation élaboré par l'autorité contractante. Les soumissionnaires ou leurs représentants ont la responsabilité de vérifier s'ils ont bien signé ce formulaire avant de quitter le site. Les soumissions présentées par des soumissionnaires qui n'ont pas participé à la visite du site ou qui ont oublié de signer le formulaire de participation seront considérées comme non conformes.

### 3. DATE DE FERMÉTURE :

La date de fermeture est le 18 juin, 2014 14 :00

### 4. RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES :

À la fermeture de l'appel d'offres, les résultats de l'appel d'offre seront envoyés par télécopieur à tous les entrepreneurs qui auront soumis un appel d'offre.



## 5. CRITÈRES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES POUR LES ENTREPRENEURS

### 5.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES RELATIVES A LA SECURITE

- .1 L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- .2 Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
- .3 L'entrepreneur doit respecter les dispositions:
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite à l'Annexe D;
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition)@ <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/msi-ism/msi-ism-fra.html>

### 5.2 VÉRIFICATION DE L'ATTESTATION DE SÉCURITÉ À LA CLÔTURE DES SOUMISSIONS

- .1 Le soumissionnaire doit détenir une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) **ET DOIT L'INCLURE AVEC LEUR SOUMISSION OU FAIRE SUIVRE DANS LES 48 HEURES SUIVANT LA DATE ET L'HEURE DE CLÔTURE DE L'APPEL D'OFFRE.** Des vérifications seront effectuées par l'intermédiaire de la DSIC pour confirmer l'attestation de sécurité du soumissionnaire. L'omission de se conformer à cette exigence rendra la soumission non conforme et celle-ci sera rejetée.
- .2 L'entrepreneur général doit nommer tous ses sous-traitants dans un délai de 72 heures suivant la clôture des soumissions, et ceux-ci doivent aussi détenir une attestation VOD valide et soumettre les noms, dates de naissance ou numéros de certificats de sécurité de toutes les personnes qui seront affectées au projet.
- .3 Il faut noter que les sous-traitants qui doivent exécuter des tâches pendant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi satisfaire aux exigences obligatoires du contrat en matière de sécurité. De plus, aucune personne ne possédant pas le niveau de sécurité exigé ne sera admise sur le site. Le soumissionnaire retenu devra s'assurer que les exigences liées à la sécurité sont satisfaites pendant toute l'exécution du contrat. La Couronne ne sera tenue responsable d'aucun retard ni d'éventuels coûts supplémentaires liés à l'inobservation par l'entrepreneur des exigences en matière de sécurité. L'omission de satisfaire à ces exigences sera suffisante pour résilier le contrat pour cause d'inexécution.
- .4 Pour toute question concernant les exigences liées à la sécurité pendant la période de soumission, les soumissionnaires doivent communiquer avec l'agente de sécurité @ 613-993-8956.

### 6.0 CSPAAT (COMMISSION DE LA SECURITE PROFESSIONNELLE ET DE L'ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL)

- .1 Tous les soumissionnaires doivent fournir une attestation de la CSPAAT valide avec leur offre ou avant l'attribution du contrat.

## 7.0 L'OMBUDSMAN DE L'APPROVISIONNEMENT

### .1 Services de règlement des différends

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa-opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa-opo.gc.ca).

### .2 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par [le fournisseur ou l'entrepreneur ou le nom de l'entité à qui ce contrat a été attribué] concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa-opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa-opo.gc.ca).

### .3 Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) a été mis sur pied par le gouvernement du Canada de manière à offrir aux fournisseurs un moyen indépendant de déposer des plaintes liées à l'attribution de contrats de moins de 25 000 \$ pour des biens et de moins de 100 000 \$ pour des services. Vous pouvez soulever des questions ou des préoccupations concernant une demande de soumissions ou l'attribution du contrat subséquent auprès du BOA par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse [boa.opo@boa-opo.gc.ca](mailto:boa.opo@boa-opo.gc.ca). Vous pouvez également obtenir de plus amples informations sur les services qu'offre le BOA, en consultant son site Web, à l'adresse [www.opo-boa.gc.ca](http://www.opo-boa.gc.ca).

Le représentant ministériel responsable ou son représentant: **Charles Cossette**  
Téléphone: **613 991-4580**

L'autorité contractante : **Marc Bédard** [marc.bedard@nrc-cnrc.gc.ca](mailto:marc.bedard@nrc-cnrc.gc.ca)  
Téléphone : **613 993-2274**

## INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

### Article 1 - Réception des soumissions

- 1a) Aucune soumission reçue après le moment fixé pour la clôture des soumissions ne sera acceptée. LES SOUMISSIONS RECUES APRES LE MOMENT FIXÉ NE SONT PAS VALIDES et ne peuvent être prises en considération, peu importe la raison de leur retard.
- 1b) Une lettre ou une télécommunication imprimée envoyée par un soumissionnaire pour signifier un prix ne peut être considérée comme étant une soumission valide à moins qu'une soumission officielle n'ait été reçue sur la formule prescrite à cette fin.
- 1c) Il est loisible aux soumissionnaires de modifier leurs soumissions par lettre ou télécommunication imprimée mais à condition que de telles modifications ne soient pas reçues plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions.
- 1d) Les modifications à la soumission qui sont transmises par télécopieur doivent être signées et doivent permettre d'identifier sans équivoque le soumissionnaire.

Toutes les modifications de ce genre doivent être envoyées à :

Conseil national de recherches Canada  
Services d'approvisionnement  
Édifice M-22  
Chemin Montréal, Ottawa (Ontario)  
K1A 0R6

Télécopieur: (613) 991-3297

### Article 2 - Formule de soumission et qualifications

- 1) Toutes les soumissions doivent être présentées sur la formule de soumission - construction et être signées en conformité avec les exigences suivantes:
  - a) Société à responsabilité limitée : le nom complet de la société ainsi que le nom et le titre des fondés de signature autorisés doivent être imprimés dans l'espace prévu à cette fin. La signature des fondés de signature et le sceau de la société doivent être apposés.
  - b) Société de personne : le nom de l'entreprise ainsi que le(s) noms du (des) signataire(s) doivent être imprimés dans l'espace prévu. L'un ou plusieurs des associés doivent signer en présence d'un témoin

qui, lui aussi, doit apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.

- c) Entreprise à propriétaire unique : le nom de l'entreprise et le nom du propriétaire unique doivent être imprimés dans l'espace prévu. Le propriétaire est tenu de signer en présence d'un témoin qui doit lui aussi apposer sa signature. Un sceau de couleur adhésif doit être apposé en regard de chaque signature.
- 2) Toute modification à la partie imprimée de la formule de soumission - construction ou tout défaut de fournir l'information qui y est demandée peut invalider la soumission.
- 3) Toutes les rubriques de la formule de soumission - construction doivent être remplies et les corrections manuscrites ou dactylographiées apportées aux parties ainsi remplies doivent être paraphées par la ou les personnes qui signe(nt) la soumission au nom du soumissionnaire.
- 4) Les soumissions doivent être basées sur les plans, devis et documents de soumission fournis.

### Article 3 - Contrat

- 1) L'entrepreneur devra signer un contrat semblable à la formule standard pour contrats de construction à prix fixe dont un exemplaire en blanc est annexé dos à la présente brochure pour information.

### Article 4 - Destinataire de la soumission

- 1a) Les soumissions doivent être envoyées sous enveloppe cachetée adressée à l'Agent de contrats, **Conseil national de recherches, Services administratifs et gestion de l'immobilier, 1200 chemin Montréal, Ottawa, ON K0A 2A0** Canada, et la mention "Soumission relative à (inscrire le titre de travail apparaissant sur les dessins et le cahier des charges)" ainsi que le nom et l'adresse du soumissionnaire doivent apparaître sur l'enveloppe.
- 1b) Sauf dispositions contraires, les seuls documents à soumettre pour la soumission sont la formule de soumission et la garantie de soumission.

### Article 5 - Garantie

- 1a) La garantie de soumission est requise. La garantie doit alors être soumise sous l'une ou l'autre des formes suivantes :
  - i) un chèque certifié payable au Receveur général du Canada et tiré sur un établissement membre de l'Association canadienne des paiements ou un établissement de crédit coopératif local membre

d'une société centrale de crédit coopératif elle-même membre de l'Association canadienne des paiements OU

- ii) des obligations du gouvernement du Canada, ou des obligations avec garantie inconditionnelle par le gouvernement du Canada quant au capital et aux intérêts, OU
  - iii) un cautionnement de soumission.
- 1b) Peu importe la forme de la garantie de soumission, elle ne devrait jamais dépasser la somme de 250 000 \$ calculée à 10% de la première tranche de 250 000 \$ du prix soumissionné, plus 5% de tout montant dépassant 250 000 \$.
- 2a) Une garantie de soumission doit être fournie avec chaque soumission. Elle peut aussi être envoyée séparément à condition qu'elle ne soit pas reçue plus tard qu'au moment prévu pour la clôture des soumissions. On doit fournir l'ORIGINAL de la garantie de soumission. Des garanties transmises par télécopieur ou des photocopies NE SONT PAS acceptées. **DEFAUT DE FOURNIR LA GARANTIE REQUISE RENDRA LA SOUMISSION INVALIDE.**
- 2b) Dans le cas où la soumission n'est pas acceptée, la garantie de soumission fournie en conformité avec l'article 8 sera retournée au soumissionnaire.
- 3a) L'adjudicataire doit fournir une garantie au plus tard 14 jours après réception d'un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission. Il doit fournir L'UN OU L'AUTRE des documents suivants :
- i) Un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus ainsi qu'un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux s'élevant à 50%, au moins, de la somme payable en vertu du contrat, OU
  - ii) Une garantie d'exécution et un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, chacun s'élevant à 50% du montant payable en vertu du contrat.
- 3b) Au cas où il ne serait pas possible d'obtenir un cautionnement du paiement de la main d'oeuvre et des matériaux, tel que requis aux termes de l'alinéa 3a) ci-dessus, en s'adressant par conséquent à au moins deux compagnies de garantie acceptables, un dépôt de garantie supplémentaire s'élevant à 10% exactement du montant payable en vertu du contrat doit être fourni.
- 3c) Lorsqu'une soumission a été accompagnée d'un dépôt de garantie tel que décrit à l'alinéa 1b) ci-dessus, le montant du dépôt de garantie requis en

vertu de l'alinéa 3a) ci-dessus peut être réduit du montant du dépôt de garantie qui accompagnait la soumission.

- 3d) Les obligations doivent être de la forme approuvée et doivent être émises par des compagnies dont les obligations sont acceptées par le gouvernement du Canada. Des modèles de la forme approuvée des garanties à déposer par les soumissionnaires, des garanties d'exécution et des cautionnements du paiement de la main-d'oeuvre et des matériaux ainsi qu'une liste des compagnies de garantie acceptables peuvent être obtenus en s'adressant au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches du Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A 0R6, Canada.

#### Article 6 - Intérêt payé sur les dépôts de garantie

- 1) Les soumissionnaires sont avertis qu'ils doivent se mettre d'accord personnellement avec leurs banquiers relativement à l'intérêt, le cas échéant, payé sur le montant du chèque certifié accompagnant leur soumission. Le Conseil ne paiera pas d'intérêt sur ledit chèque en attendant l'adjudication du contrat et ne sera pas non plus responsable du paiement des intérêts en vertu de toute disposition prise par les soumissionnaires.

#### Article 7 - Taxe sur les ventes

- 1) Le montant de la soumission doit comprendre toutes les taxes prélevées en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes ou du Tarif des douanes en vigueur ou applicables à ce moment.
- 2) Au Québec, la taxe provinciale ne doit pas être incluse au montant soumissionné, car le Gouvernement Fédéral en est exclu. Les soumissionnaires devront faire les démarches nécessaires auprès du Ministère du Revenu provincial pour recouvrir toute taxe payée sur les biens et services dans le cadre de ce contrat.

Cependant, les soumissionnaires devraient inclure dans leur prix, les taxes provinciales pour lesquelles les remboursements ne s'appliquent pas.

#### Article 8 - Examen de l'emplacement

- 1) Tous les soumissionnaires examineront l'emplacement des travaux proposés avant d'envoyer leur soumission, étudieront minutieusement ledit emplacement et obtiendront tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution du contrat. Aucune réclamation postérieure ne sera permise ou admise relativement à tout travail ou matériaux pouvant être requis et nécessaires à la bonne exécution du présent contrat à l'exception

des dispositions de l'article CG 35 des Conditions générales du cahier des charges général.

Article 9 - Erreurs, omissions, etc.

- 1a) Les soumissionnaires relevant des erreurs ou des omissions dans les dessins, le cahier des charges ou d'autres documents, ou ayant des doutes quant au sens ou à l'intention de n'importe quelle partie de ces derniers, devront en avvertir immédiatement l'ingénieur qui fera parvenir des directives ou des explications écrites à tous les soumissionnaires.
- 1b) Ni l'ingénieur, ni le Conseil ne seront responsables des directives orales.
- 1c) Les additions ou les corrections effectuées au cours de la présentation des soumissions seront incluses dans la soumission. Cependant, le contrat remplace toutes les communications, négociations et tous les accords, sous forme verbale ou écrite, se rapportant aux travaux et effectués avant la date du contrat.

Article 10 - Nul paiement supplémentaire pour accroissement des frais

- 1) Les seules autres modifications pouvant être apportées au prix forfaitaire sont celles précisées dans les Conditions générales du Cahier des charges général. Le prix forfaitaire ne sera pas modifié à la suite de changements dans les tarifs de transport, les cotes des changes, les échelles de salaire, le coût des matériaux, de l'outillage ou des services.

Article 11 - Adjudication

- 1a) Le Conseil se réserve le pouvoir et le droit de rejeter les soumissions provenant de parties ne possédant pas les connaissances et la préparation requises à la bonne exécution de la catégorie de travaux mentionnés dans les présentes et précisés dans les plans. Les soumissionnaires doivent fournir la preuve de leur compétence lorsque cela est exigée.
- 1b) Un soumissionnaire peut être tenu de faire parvenir au Services d'approvisionnement, Conseil national de recherches Canada, édifice M-22, chemin Montréal, Ottawa (Ontario) K1A OR6, Canada, des copies non signées des polices d'assurance auxquelles il envisage de souscrire pour satisfaire aux exigences relatives aux assurances comprises dans les Conditions d'assurance du Cahier des charges général.
- 1c) Le Conseil ne s'engage pas à accepter la soumission la plus basse ni une soumission quelconque.

## Article 12 - Taxe TPS

- 1) La TPS qui est maintenant en vigueur est applicable à cette proposition; cependant, l'entrepreneur devra proposer un prix NE COMPRENNANT PAS la TPS. La TPS détaillée séparément dans toutes les factures et demandes de paiement partiel présentées pour des produits fournis ou un travail accompli et sera payée par le Canada. Le montant de la TPS sera inclus dans le prix total du contrat. L'Entrepreneur convient de verser à Revenu Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS.



# Entrepreneurs non résidents

Guide de la TVD 804F

Date de publication : août 2006

Dernière mise à jour : août 2010

ISBN: 1-4249-2010-8 (Imprimé), 1-4249-2012-4 (PDF), 1-4249-2011-6 (HTML)

## Publication archivées

**Avis aux lecteurs : Concernant la taxe de vente au détail (TVD)** – Le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la taxe de vente harmonisée (TVH) de 13 % est entrée en vigueur en Ontario pour remplacer la TVD provinciale en la combinant avec la taxe fédérale sur les produits et services (TPS). Conséquemment, les dispositions de la TVD décrites dans cette page et dans d'autres publications ont expiré le 30 juin 2010.

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, cette publication fait partie des archives pour la TVD **seulement**. Puisque ce document reflète la loi de la TVD qui était en vigueur au moment où il fut publié et peut ne plus être valide, veuillez l'utiliser avec prudence.

- Les renseignements contenus dans le présent Guide décrivent les responsabilités d'un entrepreneur non résident qui obtient un contrat en vue d'effectuer des travaux de construction en Ontario, ainsi que celles de ses clients ontariens. Veuillez prendre note que le présent Guide remplace la version précédente publiée en mars 2001.

## Définition d'un entrepreneur non résident

Un entrepreneur non résident est un entrepreneur en construction dont le siège social est situé à l'extérieur de l'Ontario et qui a obtenu un contrat de construction pour effectuer des travaux en Ontario, mais qui n'a pas tenu de façon continue un établissement stable en Ontario au cours des douze mois qui ont précédé la signature du contrat, ou qui n'est pas une société constituée en Ontario. Un contrat de construction est un contrat pour ériger, remodeler ou réparer un bâtiment ou autre structure situé sur un terrain.

Un entrepreneur est une personne qui se livre à la construction, la modification, la réparation ou la rénovation de biens immobiliers et s'entend, sans s'y limiter,

1. d'un entrepreneur général et d'un sous-traitant,
2. d'un charpentier, d'un maçon, d'un tailleur de pierres, d'un électricien, d'un plâtrier, d'un plombier, d'un peintre, d'un décorateur, d'un paveur et d'un constructeur de ponts,
3. d'un entrepreneur en tôle, en carreaux et en terrazzo, en chauffage, en climatisation, en isolation, en ventilation, en pose de papier peint, en construction de routes, en revêtement de toiture et en ciment,

qui installe ou qui incorpore des articles dans un bien immobilier. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 206F - Biens immobiliers et accessoires fixes](#)).

## Inscription et cautionnement

Tout entrepreneur non résident à qui l'on accorde un contrat de construction pour des travaux en Ontario doit s'inscrire auprès du ministère des Finances (ministère), Unité des programmes centralisés, et verser un cautionnement équivalant à 4 p. 100 du total de la valeur de chaque contrat. Ce cautionnement peut être acquitté en espèces, par chèque certifié (libellé à l'ordre du Ministre des Finances), par lettre de crédit ou par certificat de cautionnement.

Afin de s'inscrire auprès du ministère et pour obtenir plus de précisions sur le dépôt d'un cautionnement, les entrepreneurs peuvent communiquer avec l'Unité des programmes centralisés du ministère, 33, rue King Ouest, CP 623, Oshawa, Ontario, L1H 8H7, sans frais 1 866 ONT-TAXS (1 866 668-8297) ou télécopieur 905) 435-3617.

Tout entrepreneur non résident qui vend et qui fournit seulement des biens taxables à des clients de l'Ontario, ou qui fournit des services taxables en Ontario, peut obtenir un permis de vendeur régulier lui permettant de percevoir et remettre la TVD sur ses ventes. Tout entrepreneur non résident à qui un permis de vendeur régulier a été émis doit tout de même s'inscrire séparément auprès du ministère et verser un cautionnement s'il se voit accorder un contrat de construction en Ontario.

## Lettre de conformité

Après avoir reçu le cautionnement, le ministère envoie à l'entrepreneur non résident une lettre de conformité en deux exemplaires attestant que les exigences relatives à la TVD ont bien été respectées. L'entrepreneur doit alors remettre un exemplaire de cette lettre à son client.

S'il omet de le faire, le client doit retenir 4 p. 100 de chaque paiement dû à l'entrepreneur non résident et remettre les sommes retenues au Ministre des Finances (le ministre). Les paiements doivent être envoyés à l'Unité des programmes centralisés en prenant soin d'y joindre les détails du contrat visé. Au lieu d'effectuer ces paiements de 4 p. 100, le client peut remettre au ministre un certificat de cautionnement équivalant à 4 p. 100 du prix contractuel total.

Remarque : Tout client qui néglige d'observer ces règles pourrait être tenu de verser une somme égale à 4 % de tous les montants payables à l'entrepreneur non résident ou tout autre montant qui, de l'avis du ministère, devrait être assujéti à la TVD à la suite de l'exécution du contrat.

## Calcul de la TVD

### Juste valeur

La TVD doit être versée sur la « juste valeur » des matériaux achetés ou importés en Ontario et utilisés pour l'exécution du contrat en Ontario. Par « juste valeur », on entend :

- le prix d'achat en devises canadiennes;
- tous les frais de manutention et de livraison facturés par le fournisseur; et
- tous les droits de douane ainsi que les taxes de vente et d'accise fédérales (mais non la taxe fédérale sur les produits et services [TPS]).

L'entrepreneur est aussi tenu de payer la TVD aux fournisseurs de l'Ontario au moment de l'achat ou de la location (avec ou sans bail) de services, matériaux, machines ou d'équipement taxables.

## Machines et équipement - loués à bail

Lorsque des machines ou un équipement loués auprès d'un fournisseur de l'extérieur de l'Ontario sont apportés dans la province, la TVD est exigible sur les paiements de location pendant toute la période de séjour des machines et de l'équipement en Ontario.

### Machines et équipement - appartenant à l'entrepreneur

1. Si un entrepreneur apporte des machines et de l'équipement en Ontario pour une durée inférieure à douze mois, la TVD applicable doit être calculée selon la formule suivante :

$$1/36 \times \text{valeur comptable nette à la date d'importation} \times \text{nombre de mois en Ontario} \times \text{taux de taxe.}$$

Aux fins de cette formule, la TVD est exigible pour chaque mois ou partie de mois pendant lesquels les biens se trouvent en Ontario. En outre, on considère qu'un mois constitue une période de 31 jours consécutifs, et qu'une partie de mois représente plus de 12 jours. La TVD exigible est fondée sur le nombre de jours où les machines et l'équipement se trouvent en Ontario et non sur le nombre de jours d'utilisation effective des machines ou de l'équipement.

Exemple: De l'équipement est apporté en Ontario le 28 mars et sorti de la province le 8 mai. L'équipement a donc séjourné pendant 41 jours dans la province. La TVD est alors payable sur les 31 premiers jours de séjour temporaire en Ontario vs l'usage de l'équipement. Étant donné que la période restante (10 jours) n'est pas considérée comme une partie d'un mois, aucune TVD n'est exigible sur cette période.

1. Si l'on prévoit que les machines ou l'équipement apportés en Ontario resteront dans cette province pendant plus de 12 mois, l'entrepreneur doit payer la TVD selon la formule suivante :

$$\text{valeur comptable nette à la date d'importation} \times \text{taux de taxe}$$

Si, au moment de l'importation des machines et de l'équipement, la durée du séjour n'est pas connue, le vendeur peut appliquer la formule (a). Si, par la suite, il s'avère nécessaire de garder les machines et l'équipement en Ontario pendant une durée dépassant 12 mois, la TVD versée selon (a) pourra être déduite du montant de la TVD payable selon (b).

À l'aide de la formule (a) ou (b) ci-dessus, les entrepreneurs calculeront et remettront la TVD exigible sur la déclaration à produire une fois le contrat dûment exécuté.

### **Fabrication de matériel à des fins personnelles**

Il arrive qu'un entrepreneur doive fabriquer divers éléments, tels que des portes et fenêtres, pour exécuter son contrat de construction. Par fabrication, il faut entendre tout travail effectué dans une usine à l'extérieur d'un chantier de construction, une unité mobile ou un atelier sur un chantier de construction ou à proximité de ce dernier. La fabrication a lieu lors de la transformation de matières brutes en produits fabriqués qui seront utilisés dans l'exécution de contrats immobiliers.

Un entrepreneur est considéré comme un entrepreneur fabricant si :

1. les produits fabriqués sont destinés à un usage personnel dans l'exécution de contrats immobiliers; et que
2. le coût de fabrication des produits dépasse 50 000 \$ par an.

(Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [no 401F - Entrepreneurs- fabricants](#)).

## **Contrat avec le gouvernement fédéral**

Lorsqu'un entrepreneur non résident conclut un contrat de construction avec le gouvernement fédéral, pour la construction d'un bâtiment et(ou) l'installation d'équipement, c'est la nature de l'équipement qui détermine si le contrat doit être soumissionné sur une base taxe comprise ou taxe non comprise.

Les contrats pour la construction d'un bâtiment et l'installation d'équipement qui dessert directement ce bâtiment (par ex. les ascenseurs, escaliers roulants, luminaires, systèmes de chauffage central, air climatisé, etc.) doivent être soumissionnés sur une base taxe comprise. L'entrepreneur est considéré comme le consommateur des articles utilisés dans l'exécution de ces contrats et doit payer ou rendre compte de la TVD sur les articles utilisés aux fins de ces contrats. Le simple fait qu'un contrat soit conclu avec le gouvernement fédéral ne donne pas droit, en soi, à une exemption.

Les contrats pour l'installation d'équipement qui devient un accessoire fixe et qui ne dessert pas directement un bâtiment (par ex. le matériel de manutention, l'outillage de production, l'équipement de télécommunication et le matériel de formation) peuvent être soumissionnés sur une base taxe non comprise. Les entrepreneurs qui entreprennent des contrats de ce genre sont permis d'acheter un tel équipement en exemption de la TVD en remettant un Certificat d'exemption de taxe valide aux fournisseurs. Seul un entrepreneur non résident inscrit auprès du ministère et ayant versé un cautionnement peut remettre un Certificat d'exemption de taxe.

## **Exonérations**

Il arrive que des entrepreneurs fournissent et installent de l'équipement ou du matériel pour certains clients ayant droit à une exemption de la TVD (par ex. fabricants, conseils de

bandes indiennes, agriculteurs et organismes diplomatiques). Une fois installés, l'équipement ou les matériaux deviennent des biens immobiliers s'ils sont fixés en permanence au sol, ou des accessoires fixes s'ils sont fixés de façon permanente à un bâtiment ou une structure immobilière. Étant donné que la responsabilité de la TVD incombe à l'entrepreneur, ce dernier doit communiquer avec le ministère pour déterminer si le client est admissible à l'exonération, avant d'offrir un contrat taxe non comprise.

## **Indiens inscrits, bandes indiennes et conseils de bandes indiennes**

L'entrepreneur non résident peut acheter des matériaux de construction en exemption de la TVD pour certains bâtiments et certaines structures situés dans des réserves. Le coût de ces projets doit être défrayé par un conseil de bande, et les bâtiments doivent servir à des fins communautaires, au bénéfice de la réserve. Dans le cas de contrats pour des projets de construction communautaires exonérés de taxe, le contrat doit être offert sur une base taxe non comprise. L'entrepreneur non résident peut acheter les matériaux sans payer la TVD s'il remet aux fournisseurs un Certificat d'exemption de taxe valide. Comme précisé ci-dessus, seul un entrepreneur non résident inscrit auprès du ministère et ayant versé un cautionnement peut remettre un Certificat d'exemption de taxe. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 204F - Certificats d'exemption de taxe](#)).

Les entrepreneurs non résidents doivent payer eux-mêmes la TVD sur les articles achetés à des fins d'incorporation à un bâtiment ou une structure, érigé à l'intention d'un Indien inscrit particulier dans une réserve. (Consultez le Guide de la taxe de vente au détail [n° 808F - Indiens inscrits, bandes indiennes et conseils de bandes indiennes](#)).

## **Exécution du contrat**

Une fois le contrat dûment exécuté, l'entrepreneur qui a dû déposer un cautionnement doit remplir une « [Déclaration de la taxe de vente au détail - Entrepreneurs non résidents \[PDF - 93 KO\]](#) » qui est fournie par le ministère.

Lorsque le cautionnement a été acquitté en espèces ou par chèque certifié, le montant déposé peut être déduit de la TVD que l'entrepreneur doit payer. Si le montant de cette taxe est supérieur au montant déposé, l'entrepreneur doit verser la différence. Dans le cas contraire, si le montant déposé est supérieur au montant de la taxe exigible, la différence lui sera remboursée.

Si, au lieu d'un acquittement en espèces, un certificat de cautionnement a été déposé, ce dernier fera l'objet d'une main-levée une fois que le paiement de la taxe aura été intégralement acquitté. Toutes les déclarations peuvent faire l'objet d'une vérification.

## **Références législatives**

- Loi sur la taxe de vente au détail, par paragraphes 19 (2) et 39 (3) 4 et 5

- Règlement 1012 pris en application de la Loi, paragraphes 15.3 (1) (2) (5) (6) et (7)
- Règlement 1013 pris en application de la Loi, articles 1 et 3

## **Pour plus de renseignements**

Les informations contenues dans cette publication ne sont données qu'à titre d'indication. Pour plus de renseignements, adressez-vous au ministère des Finances de l'Ontario en composant le 1 866 ONT-TAXS (1 866 668-8297) ou visitez notre site Web à [ontario.ca/finances](http://ontario.ca/finances).

## Compagnies de cautionnement reconnues

Publiée septembre 2010

Voici une liste des compagnies d'assurance dont les cautionnements peuvent être acceptés par le gouvernement à titre de garantie.

### 1. Compagnie canadiennes

Assurance ACE INA  
Allstate du Canada, Compagnie d'assurances  
Ascentus Ltée, Les Assurances (cautionnement seulement)  
Aviva, Compagnie d'Assurance du Canada  
AXA Assurances (Canada)  
AXA Pacific Compagnie d'assurance  
Le Bouclier du Nord Canadien, Compagnie d'Assurance  
Certas direct, compagnie d'assurances (cautionnement seulement)  
Chubb, Compagnie d'assurances du Canada  
Commonwealth, Compagnie d'assurances du Canada  
Compagnie d'assurance Chartis du Canada (anciennement La Cie d'assurance commerciale AIG du Canada)  
Co-operators General, Compagnie d'assurance  
CUMIS, Compagnie d'assurances générales  
La Dominion du Canada, Compagnie d'assurances générales  
Échelon, Compagnie D'Assurances Générale (cautionnement seulement)  
Economical, Compagnie Mutuelle d'Assurance  
Elite, Compagnie d'assurances  
La Compagnie d'Assurance Everest du Canada  
Federated, Compagnie d'assurances du Canada  
Federation, Compagnie d'assurances du Canada  
La Compagnie d'assurance et de Garantie Grain  
Gore Mutual Insurance Company  
The Guarantee, Compagnie d'Amérique du Nord  
Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'Assurances Générales  
Intact Compagnie d'assurance  
Jevco, Compagnie d'assurances (cautionnement seulement)  
Compagnie canadienne d'assurances générales Lombard  
Compagnie d'assurance Lombard  
Markel, Compagnie d'assurances du Canada  
Missisquoi, Compagnie d'assurances  
La Nordique compagnie d'assurance du Canada  
The North Waterloo Farmers Mutual Insurance Company (fidélité du personnel seulement)  
Novex Compagnie d'assurance (fidélité du personnel seulement)  
La Personnelle, compagnie d'assurances  
La Compagnie d'Assurance Pilot  
Compagnie d'Assurance du Québec  
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances  
Saskatchewan Mutual Insurance Company  
Compagnie d'Assurance Scottish & York Limitée  
La Souveraine, Compagnie d'Assurance Générale  
TD, Compagnie d'assurances générales  
Temple, La compagnie d'assurance  
Traders, Compagnie d'assurances générales  
La Compagnie Travelers Garantie du Canada  
Compagnie d'Assurance Trisura Garantie  
Waterloo, Compagnie d'assurance  
La Compagnie Mutuelle d'Assurance Wawanesa  
Western, Compagnie d'assurances  
Western, Compagnie de garantie

## 2. Compagnie provinciales

Les cautionnements de garantie des compagnies suivantes peuvent être acceptés à condition que le contrat de garantie soit conclu dans une province où la compagnie est autorisée à faire affaires, comme il est indiquée entre parenthèses.

AXA Boréal Assurances Inc. (I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., C.-B.)  
ALPHA, Compagnie d'assurances Inc. (Québec)  
Canada West Insurance Company (Ont., Man., Sask., Alb., C.-B., T.-N.-O.) (cautionnement seulement)  
La Capitale assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., Qué. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)  
Coachman Insurance Company (Ont.)  
La Compagnie d'Assurance Continental Casualty (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)  
GCAN Compagnie d'assurances (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)  
The Insurance Company of Prince Edward Island (N.-É., I.-P.-É., N.-B.)  
Kingsway Compagnie d'assurances générales (N.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb., et C.-B.)  
La Compagnie d'Assurance Liberté Mutuelle (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué., Ont., Man., Sask., Alb. C.-B., Nun., T.-N.-O., Yuk.)  
Norgroupe Assurances Générales Inc.  
Orléans, compagnie d'assurance générale (N.-B., Qué., Ont.)  
Saskatchewan Government Insurance Office (Sask.)  
SGI CANADA Insurance Services Ltd. (Ont., Man., Sask., Alb.)  
Société d'assurance publique du Manitoba (Man.)  
Union Canadienne, Compagnie d'assurances (Québec)  
L'Unique assurances générales inc. (T.-N.-L., N.-É., I.-P.-É., N.-B., Qué. (cautionnement seulement), Ont. (cautionnement seulement), Man., Sask., Alb. C.-B. (cautionnement seulement), Nun., T.-N.-O., Yuk.)

## 3. Compagnie étrangères

Aspen Insurance UK Limited  
Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (fidélité du personnel seulement)  
Eagle Star Insurance Company Limited  
Société des Assurances Ecclésiastiques (fidélité du personnel seulement)  
Lloyd's, Les Souscripteurs du  
Mitsui Sumitomo Insurance Company, Limited  
NIPPONKOA Insurance Company, Limited  
Assurances Sampo du Japon  
Tokio Maritime & Nichido Incendie Compagnie d'Assurances Ltée  
XL Insurance Company Limited (cautionnement seulement)  
Zurich Compagnie d'Assurances SA





---

## Articles de convention

---

Contrat de construction – Articles de convention  
(23/01/2002)

- A1 Contrat
- A2 Description des travaux et date d'achèvement
- A3 Prix du contrat
- A4 Adresse de l'entrepreneur
- A5 Tableau des prix unitaires



---

## Articles de convention

---

Les présents Articles de convention faits en double le jour de

Entre

Sa Majesté la Reine, du chef du Canada (ci-après appelé " Sa Majesté") représentée par le Conseil National recherches du Canada. (ci-après appelé " le Conseil")

Et

( ci-après appelé "l'Entrepreneur")

Font foi que sa Majesté et l'Entrepreneur ont établi entre eux les conventions suivantes:

### A1 Contrats (23/01/2002)

- 1.1 Sous réserve des paragraphes A1.4 and A1.5, les documents constituant le contrat passé entre Sa Majesté et l'Entrepreneur (ci-après appelé le Contrat) sont:
- 1.1.1 les présents Articles de convention;
  - 1.1.2 les documents intitulés "Plans et devis" et annexés aux présentes sous la cote "A";
  - 1.1.3 le document intitulé "Modalités de paiement" et annexé aux présentes sous la cote "B";
  - 1.1.4 le document intitulé, "Conditions générales" et annexé aux présentes sous la cote "C";
  - 1.1.5 le document intitulé, "Conditions de travail" et annexé aux présentes sous la cote "D";
  - 1.1.6 le document intitulé, "Conditions d'assurance" et annexé aux présentes sous la cote "E";
  - 1.1.7 le document intitulé, "Conditions de garantie du contract" et annexé aux présentes sous la cote "F"; et
  - 1.1.8 toute modification au Contract en accord avec le Conditions générales.
  - 1.1.9 le document intitulé "Échelles de juste salaire pour les contrats fédéraux de construction", désigné dans le présent document par l'appellation "Échelles de justes salaires".



---

## Articles de Convention

---

1.2 Le Conseil désigne :                                        de  
du CNRC, du gouvernement du Canada, Ingénieur aux fins du Contrat et à toute fin, y compris  
aux fins accessoires, l'adresse de l'Ingénieur est réputée être:

1.3    **Dans le Contrat**

1.3.1  " Entente à prix fixe" désigne la partie du Contrat où il est stipulé qu'un paiement global  
sera fait en contrepartie de l'exécution des travaux auxquels elle se rapporte; et

1.3.2  " Entente à prix unitaire" désigne la partie du Contrat où il est stipulé que le produit d'un  
prix multiplié par un nombre d'unité de mesurage d'une catégorie sera versé à titre de  
paiement pour l'exécution des travaux visés par cette entente.

1.4  Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix  
unitaire ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix fixe.

1.5  Toute dispositions du Contrat qui s'applique expressément et seulement à une Entente à prix fixe  
ne s'applique à aucune partie des travaux qui relève de l' Entente à prix Unitaire.

**A2    Description des travaux et date d'achèvement**  
**(23/01/2002)**

2.1    Entre la date des presentes Articles de convention et le                        jour de ;                        l'Entrepreneur  
exécute, avec soin et selon le règles de l'art, à l'endroit et de la manière indiqueés, les travaux  
suivants,

plus particulièrement décrits dans les Plans et devis.



---

## Articles de Convention

---

### A3 Prix du marché (23/01/2002)

- 3.1 Sous réserve de toute addition, soustraction, déduction, réduction ou compensation prévue en vertu du Contrat, Sa Majesté, aux dates et de la manière énoncées ou mentionnées dans les Modalités de paiement, paie à l'Entrepreneur:
- 3.1.1 la somme de \$ (TPS/TVH en sus), en considération et l'exécution des travaux ou des parties de travaux à laquelle s'applique l'Entente à prix fixe, et
  - 3.1.2 une somme égale à l'ensemble des produits du nombre d'unités de mesurage de chaque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux indiqué dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8, ce nombre d'unités étant multiplié selon le cas par le prix de chaque unité indiquée dans le Tableau des prix unitaires relativement à l'exécution des travaux ou des parties de travaux qui ont fait l'objet d'une Entente à prix unitaire.
- 3.2 Pour le gouverne de l' Entrepreneur et des personnes chargées de l'exécution du Contrat au nom de sa Majesté, mais sans toutefois comporter une garantie ou un engagement de quelque nature de la part de l'une ou l'autre partie, il est estimé que la somme totale payable par Sa Majesté à l'Entrepreneur pour la partie des travaux qui a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, sera d'environ N/A \$
- 3.3 L'alinéa A3.1.1 ne s'applique qu'à une Entente à prix fixe.
- 3.4 L'alinéa A3.1.2 et le paragraphe A3.2 ne s'appliquent qu'à une Entente à prix unitaire.

### A4 Adresse de L'Entrepreneur (23/01/2002)

- 4.1 Aux fins du Contrat, y compris les fins accessoires, l'adresse de l'Entrepreneur est réputé être:



## Articles de Convention

### A5 Tableau des prix unitaires (23/01/2002)

5.1 Il est convenu entre Sa Majesté et l'Entrepreneur que le tableau ci-après est le Tableau des prix unitaires pour le Contrat:

Colonne 1 Postes	Colonne 2 Catégorie de travail outillage ou de matériaux	Colonne 3 Unité de mesurage	Colonne 4 Quantité totale estimative	Colonne 5 Prix unitaire	Colonne 6 Prix total estimatif
		N/A			

5.2 Le Tableau des prix unitaires présenté au paragraphe A5.1 décrit la partie des travaux visée par l'Entente à prix unitaire.

5.3 La partie des travaux qui n'est pas décrite dans le Tableau des prix unitaires mentionné au paragraphe A5.2 est la partie des travaux visée par l'Entente à prix fixe.



**SECTION 00 01 00 General Instructions**

**SECTION 00 15 45 General Safety and Fire Requirements**

**PART 1 - GENERAL**

1.1	Related Work	1
1.2	Description of Systems	1
1.3	Description of Work	2
1.4	Related Work By Elevator Contractor	2
1.5	Related Work By Owner	5
1.6	Individual Machine Guarding	6
1.7	Cut Patch and Make Good	6
1.8	On Site Documentation Required	7
1.9	Procedure Traction Elevators	8
1.10	Reference Standards	9
1.11	General Conditions	10
1.12	Definitions of Terms	12
1.13	Payments	13
1.14	Bidders Compliance	14
1.15	Non-Proprietary Controls	14
1.16	Only Acceptable Control Manufacturer	15
1.17	Only Acceptable Fixture Manufacturers	15
1.18	Only Acceptable Cab Refurbishing Contractors	15
1.19	Simplex Selective Collective Automatic Operation	16
1.20	Firefighters' Emergency Operation	16
1.21	Fire Operation Panel	17
1.22	Firefighters' Operation Instructions	17
1.23	Firefighters' Emergency Operation Key - FEO-K1	17
1.24	Identification	18
1.25	Independent Service Operation	18
1.26	Elevator Performance	18
1.27	Shop Drawings	19
1.28	Record Drawings	20
1.29	Samples	20
1.30	Operation and Maintenance Manuals	20
1.31	Interim and Post Final Inspection Maintenance Program	21
1.32	Power Supply	23
1.33	Electrical Services Included in This Contract	23
1.34	Warranty	24
1.35	Markings	24
1.36	Use of Elevators For Persons with Physical Disabilities	24
1.37	Occupied Premises and Barricades	24
1.38	Schedule and Cost Breakdown	25
1.39	Preliminary Details	27
1.40	Health and Safety Requirements	27
1.41	Powder Actuated Fastening Devices	27
1.42	Overtime Work Included	27
1.43	Technical Seminar	27



**PART 2 - PRODUCTS**

2.1	Components - Replaced and Retained	28
2.2	Basic Materials and Design	28
2.3	Wiring, Conduit and Fittings	29
2.4	Travelling Cables	30
2.5	Lubrication	30
2.6	Car Roller Guides	31
2.7	Counterweight Guide Shoes	31
2.8	Suspension Ropes and Fastenings	31
2.9	Car Top Hitch Plate	31
2.10	Guide Rails and Fastenings	32
2.11	Sheaves and Supporting Beams	32
2.12	Buffer Channels and Supports	32
2.13	Spring Buffers	32
2.14	Hoistway Door Entrance Assemblies	32
2.15	Counterweight	33
2.16	Car Free-Fall Safety	33
2.17	Open Door Inspection Operation	33
2.18	Top of Car Inspection Operation	33
2.19	Door Circuit Monitoring System	33
2.20	Car Overspeed Protection	34
2.21	Car Uncontrolled Low Speed Protection	34
2.22	Car Overspeed Governor	34
2.23	Geared Basement Traction Machine	35
2.24	Limit Switches	36
2.25	Direct Current Supply	36
2.26	Variable Voltage Variable Frequency Control	36
2.27	Automatic Self-Levelling Feature	38
2.28	Controllers and Cabinets	38
2.29	Computing Devices	39
2.30	Selector	39
2.31	Hoistway Switches	39
2.32	Solid-State Hardware	39
2.33	Control Circuit Grounding	40
2.34	Hoistway Doors	40
2.35	Hoistway Access Device	40
2.36	Hoistway Door Sills & Frames	40
2.37	Fascias	41
2.38	Hoistway Door Hangers, Tracks, Locks and Closers	41
2.39	Car Doors Hangers and Tracks	41
2.40	Car Door Operator	41
2.41	Infrared Proximity Detector	42
2.42	Reduce Speed Door Closing	42
2.43	Car Frame, Platform and Sill	42
2.44	Top of Car Operating Device Equipment	43
2.45	Car Top Light	43





**Part 2 - cont'd**

2.46	Car & Counterweight Weighing .....	43
2.47	Car Cab Interior Refurbishing .....	43
2.48	Car Cab Interior .....	44
2.49	Car Operating Panel and Service Cabinet .....	45
2.50	Car Position Indicator .....	46
2.51	Hall Buttons .....	47
2.52	In-Car Lanterns and Gongs .....	47
2.53	Signal Illumination .....	48
2.54	Bilingual Markings .....	48
2.55	Faceplate Fastenings .....	48
2.56	Car Emergency Lighting .....	48
2.57	Alarm Bell .....	48
2.58	Emergency Communications System .....	49
2.59	Emergency Communications System In the Car Verification .....	50
2.60	Audible & Verbal Floor Announcement .....	50
2.61	Keys .....	50

**PART 3 - EXECUTION**

3.1	Workmanship .....	51
3.2	Arrangement of Equipment .....	51
3.3	Welding .....	51
3.4	Interlock .....	51
3.5	Surface Protection .....	51
3.6	Limit Switches .....	51
3.7	Brake .....	52
3.8	Car Balance .....	52
3.9	Counterweight Balance .....	52
3.10	Speed Variation .....	52
3.11	Operating Time .....	53
3.12	Door Adjustment .....	53
3.13	Ride Performance .....	53
3.14	Elevator Consultant .....	54
3.15	Inspections Field Tests and Commissioning .....	54
3.16	Cleaning and Painting .....	55
3.17	Traction Elevator Performance Data Form .....	56
3.18	Automatic Emergency Recall Test Data .....	57





**1. SCOPE OF WORK**

- .1 Work under this contract covers the modernization of the passenger elevator located at the National Research Council, Montreal Road Campus, Building M-20 No.21145, Ottawa, Ontario.

**2. WORK & MATERIALS SUPPLIED BY OWNER**

- .1 Work and materials not included in this contract are described on drawings and in this specification.
- .2 Deliver to a storage place, as directed by the Departmental Representative, all materials returned to the Owner.
- .3 Unless otherwise specified, accept owner-supplied materials at their storage location and provide all transportation as required.
- .4 Contractor's duties:
  - .1 Unload at site.
  - .2 Promptly inspect products and report damaged or defective items.
  - .3 Give written notification to the Departmental Representative for items accepted in good order.
  - .4 Handle at site, including uncrating and storage.
  - .5 Repair or replace items damaged on site.
  - .6 Install, connect finished products as specified.

**3. LABOUR CONDITIONS AND FAIR WAGE SCHEDULE**

- .1 Comply with all labour conditions as specified by the Human Resources Development Canada, Labour Program, including those outlined in Appendix "D", Labour Conditions and Fair Wage Schedule.

**4. WORKPLACE HAZARDOUS MATERIAL INFORMATION SYSTEM (WHMIS)**

- .1 The contractor shall comply with Federal and Provincial legislation regarding the WHMIS. The contractor's responsibilities include, but are not limited to the following:
  - .1 To ensure that any controlled product brought on site by the contractor or sub-contractor is labeled;
  - .2 To make available to the workers and the Departmental Representative, Material Safety Data Sheets (MSDS) for these controlled products;
  - .3 To train own workers about WHMIS, and about the controlled products that they use on site;
  - .4 To inform other contractors, sub-contractors the Departmental Representative, authorized visitors and outside inspection agency personnel about the presence and use of such products on the site; and

- .5 The site foreman or superintendent must be able to demonstrate, to the satisfaction of the Departmental Representative, that he/she has had WHMIS training and is knowledgeable in its requirements. The Departmental Representative can require replacement of this person if this condition or implementation of WHMIS is not satisfactory.

## 5. EXAMINATION REQUIREMENTS OF BILL 208, SECTION 18(a)

- .1 Under the requirements of Bill 208 of the Ministry of Labour Occupational Health & Safety Act, the following designated substances may be encountered while performing the work described in these contract documents:
  - .1 Acrylonitrile, Isocyanates, Arsenic, Lead, Asbestos, Mercury, Benzene, Silica, Coke Oven Emissions, Vinyl Chloride, and Ethylene Oxide
    - .1 It is the responsibility of the general contractor to ensure that each prospective subcontractor for this project has received a copy of the above list.

## 6. GENERAL

- .1 The word "provide" indicated in this Specification means to supply and install. Site Examination

## 7. COMPLETION

- .1 **Complete all work within 16 week(s) after receipt of notification of acceptance of tender.**

## 8. COST BREAKDOWN

- .1 Submit, for approval by the Departmental Representative, a cost breakdown by elevator installation number of tender before submitting the first request for progress payment.
- .2 Use the approved cost breakdown as the basis for submitting all claims.
- .3 Request Departmental Representative's verbal approval to amount of claim prior to preparing and submitting the claim in its final form.

## 9. MATERIALS AND WORKMANSHIP

- .1 Install only new materials on this project unless specifically noted otherwise.
- .2 Only first class workmanship will be accepted, not only with regard to safety, efficiency, durability, but also with regard to neatness of detail and performance. Security Deposit.

## 10. SUB-TRADES

- .1 Submit no later than 72 hours after tender closing, a complete list of sub trades for the Departmental Representative's review.

**11. SITE VISITS**

- .1 For tendering purposes, the site visit(s) must be attended in the presence of the Departmental Representative.

**12. MINIMUM STANDARDS**

- .1 Conform to or exceed minimum acceptable standards of the various applicable federal, provincial and municipal codes such as The National Building Code, The National Fire Code, Canadian Plumbing Code, Canadian Electrical Code, Canadian Code for Construction Safety and the Provincial Construction Safety Act.
- .2 Work to conform to referenced standards and codes as reaffirmed or revised to date of specification.

**13. FIRE AND GENERAL SAFETY**

- .1 Comply with the requirements of Fire Commissioner of Canada Standards No. 301 and 302.
- .2 Comply with the requirements of the National Research Council, Fire Prevention Officer including those outlined in Section 01545.
- .3 Comply with safety related instructions from the Departmental Representative or the National Research Council, Fire Prevention Officer.
- .4 Comply with the National Building Code (Part 8, Construction Safety Measures) and the Provincial Construction Safety Act.

**14. PROTECTION AND WARNING NOTICES**

- .1 Provide all materials required to protect existing equipment.
- .2 Erect dust barriers to prevent dust and debris from spreading through the building.
- .3 Place dust protection in the form of cover sheets over equipment and furniture and tape these sheets to floors, to ensure no dust infiltration.
- .4 Repair or replace any and all damage to Owner's property caused during construction, at no cost to the Owner and to the satisfaction of the Departmental Representative.
- .5 Protect the buildings, roads, lawns, services, etc. from damage which might occur as a result of this work.
- .6 Plan and co-ordinate the work to protect the buildings from the leakage of water, dust, etc.
- .7 Ensure that all doors, windows, etc., that could allow transfer of dust, noise, fumes, etc., to other areas of the building are kept closed.
- .8 Secure working area at the end of each day's work and be responsible for the same.

- .9 Provide and maintain adequate safety barricades around the work sites to protect NRC personnel and the public from injury during the carrying out of work.
  - .10 Post warnings in all instances where possible injury could occur such as Work Overhead, Hard Hat Areas, etc. or as required by the Departmental Representative.
  - .11 Provide temporary protective enclosures over building entrances and exits to protect pedestrians. All enclosures to be structurally sound against weather and falling debris.
- 15. FASTENING DEVICES**
- .1 Do not use explosive actuated tools, unless permitted expressly by the Departmental Representative.
  - .2 Comply with the requirements of CSA A-166 (Safety Code for Explosive Actuated Tools).
  - .3 Do not use any kind of impact or percussion tool without first obtaining permission from the Departmental Representative.
- 16. BILINGUALISM**
- .1 Ensure that all signs, notices, etc. are posted in both official languages.
  - .2 Ensure that all identification of services called for by this contract are bilingual.
- 17. TEMPORARY HEATING AND VENTILATING**
- .1 Bear the costs of temporary heat and ventilation during construction including costs of installation, fuel, operation, maintenance, and removal of equipment.
  - .2 Use of direct-fired heaters discharging waste products into the work areas will not be permitted unless prior approval is given by the Departmental Representative.
  - .3 Furnish and install temporary heat and ventilation in enclosed areas as required to:
    - .1 Facilitate progress of work.
    - .2 Protect work and products against dampness and cold.
    - .3 Reduce moisture condensation on surfaces to an acceptable level.
    - .4 Provide ambient temperature and humidity levels for storage, installation and curing of materials.
    - .5 Provide adequate ventilation to meet health regulations for a safe working environment.
  - .4 Maintain minimum temperature of 10 °C (50 °F) or higher where specified as soon as finishing work is commenced and maintain until acceptance of the structure by the Departmental Representative. Maintain ambient temperature and humidity levels as required for comfort of NRC personnel.
  - .5 Prevent hazardous or unhealthy accumulations of dust, fumes, mists, vapours or gases in areas occupied during construction including also, storage areas and sanitary facilities.

- .1 Dispose of exhaust materials in a manner that will not result in a harmful or unhealthy exposure to persons.
- .6 Maintain strict supervision of operation of temporary heating and ventilating equipment.
  - .1 Enforce conformance with applicable codes and standards.
  - .2 Comply with instructions of NRC Fire Prevention Officer including provision of full-time watchmen services when directed.
  - .3 Enforce safe practices.
  - .4 Vent direct-fired combustion units to outside.
- .7 Submit tenders assuming existing or new equipment and systems will not be used for temporary heating and ventilating.

## 18. DISCREPANCIES & INTERFERENCES

- .1 Before tender closing, examine drawings and specifications. Report at once to the Departmental Representative, any defects, discrepancies, omissions or interferences affecting the work.
- .2 Provide items mentioned in either the drawings or the specification.
- .3 Contractor to immediately inform the Departmental Representative in writing, of any discrepancies between the plans and the physical conditions so the Departmental Representative may promptly verify same.
- .4 Any work done after such a discovery, until authorized, is at the contractor's risk.
- .5 Where special interferences are encountered on the job and they have not been pointed out on the original tender or on the plans and specifications, provide offsets, bends or reroute the services to suit job conditions at no extra cost.
- .6 Arrange all work so as not to interfere in any way with other work being carried out.
- .7 Commencement of work will imply an acceptance of existing conditions.

## 19. CO-OPERATION

- .1 Co-operate with NRC staff in order to keep disruption of normal research work to an absolute minimum.
- .2 Work out in advance, a schedule for all work which might disrupt normal work in the building.
- .3 Have schedule approved by the Departmental Representative.
- .4 Notify the Departmental Representative in writing, 72 hours prior to any intended interruption of facilities, areas, corridors, mechanical or electrical services and obtain requisite permission.

**20. GENERAL REVIEW**

- .1 Periodic review of the contractor's work by the Departmental Representative, does not relieve the contractor of the responsibility of making the work in accordance with contract documents. Contractor shall carry out his own quality control to ensure that the construction work is in accordance with contract documents.

**21. INSPECTION OF BURIED OR CONCEALED SERVICES**

- .1 Prior to concealing any services that are installed, ensure that all inspection bodies concerned, including NRC, have inspected the work and have witnessed all tests. Failure to do so may result in exposing the services again at the contractor's expense.

**22. TESTING**

- .1 On completion, or as required by local authority inspectors and/or Departmental Representative during progress of work and before any services are covered up and flushing is complete, test all installations in the presence of the Departmental Representative.
- .2 Obtain and hand to the Departmental Representative all acceptance certificates or test reports from authority having jurisdiction. The project will be considered incomplete without the same.

**23. WORKING HOURS AND SECURITY**

- .1 Normal working hours on the NRC property are from 8:00 a.m. until 4:30 p.m., Monday to Friday inclusive except statutory holidays.
- .2 At all other times, special written passes are required for access to the building site.
- .3 Obtain permission from the Departmental Representative to perform the specific tasks before scheduling any work outside normal working hours.
- .4 An escort may be required whenever working outside normal hours. Contractor to bear the associated costs.
- .5 All persons employed by the contractor, or by any subcontractor, and working on the site must wear and keep visible identification badges issued by the Council.

**24. SCHEDULE**

- .1 The contractor shall prepare a detailed schedule, fixing the date for commencement and completion of the various parts of the work and update the said schedule. Such schedule shall be made available to the Departmental Representative not later than two weeks after the award of the contract and prior to commencement of any work on site.
- .2 Notify Departmental Representative in writing of any changes in schedule.
- .3 Five (5) day(s) before the scheduled completion date arrange to do an interim inspection with the Departmental Representative.



**25. SERVICE INTERRUPTIONS**

- .1 Arrange for all service interruptions with the Departmental Representative. Do not operate any NRC equipment or plant.
- .2 Allow 72 hours notice prior to cutting into any existing service.
- .3 All service interruptions are to be of minimum duration.
- .4 Protect existing services as required and immediately make repairs if damage occurs.
- .5 Provide detours, bridges, alternate feeds, etc., as required to minimize disruptions.
- .6 Plan and perform work in advance in order to minimize disruption and service interruption.

**26. SHOP DRAWINGS**

- .1 Submit to Departmental Representative for review, shop drawings, product data and samples specified within Two (2) weeks after contract award.
- .2 Submit to Departmental Representative for review a complete list of all shop drawings, product data and samples specified and written confirmation of corresponding delivery dates within one (1) week after shop drawings, product data and samples approval date. This list shall be updated on a (bi-weekly) basis and any changes to the list shall be immediately notified in writing to the Departmental Representative.
- .3 Review shop drawings, data sheets and samples prior to submission.
- .4 Submit 5 copies of all shop drawings and product data and samples for review, unless otherwise specified.
- .5 Review of shop drawings and product data by the Departmental Representative does not relieve the contractor of the responsibility for errors and omissions and for the conformity with contract documents.

**27. SAMPLES AND MOCK-UPS**

- .1 Submit samples in sizes and quantities specified.
- .2 Where colour, pattern or texture is criterion, submit full range of samples.
- .3 Construct field samples and mock-ups at locations acceptable to Departmental Representative.
- .4 Reviewed samples or mock-ups will become standards of workmanship and material against which installed work will be checked on project.

**28. MANUFACTURER'S INSTRUCTIONS**

- .1 Unless otherwise specified, comply with manufacturer's latest printed instructions for materials and installation methods.
- .2 Notify the Departmental Representative in writing of any conflict between these specifications and manufacturer's instruction. Departmental Representative will designate which document is to be followed.

**29. SPECIFICATIONS, "AS BUILTS"**

- .1 The contractor shall keep on the site, one (1) up-to-date copy of all specifications, drawings and bulletins pertaining to the work, in good order, available to the Departmental Representative and to his representatives at all times.
- .2 At least one (1) copy of such specifications and drawings shall be marked by the contractor to show all work "As Built" and shall be handed over to the Departmental Representative with the Application for Payment and for the Final Certificate of Completion.

**30. ACCEPTANCE OF SITE**

- .1 Inspect the site before commencing work, review any unexpected conditions with the Departmental Representative.
- .2 Commencement of work will imply acceptance of existing conditions.

**31. PARTIAL OCCUPANCY**

- .1 NRC may request partial occupancy of the facility if the contract extends beyond the expected completion date.

**32. USE OF SITE**

- .1 Restrict operations on site to the areas approved by the Departmental Representative at the time of tendering.
- .2 Locate all temporary structures, equipment, storage, etc., to the designated areas.
- .3 Restrict parking to the designated areas.
- .4 Do not restrict access to the building, routes, and services.
- .5 Do not encumber the site with materials or equipment.

**33. SITE ACCESS**

- .1 Make prior arrangements with the Departmental Representative before starting work or moving materials and equipment on site.

- .2 Obtain approval of Departmental Representative for regular means of access during the construction period.
  - .3 Obtain approval of Departmental Representative before temporarily suspending operations on site; before returning to the site and before leaving the site at the end of the job.
  - .4 Provide and maintain access to site.
  - .5 Build and maintain temporary roads and provide snow removal during period of work.
  - .6 Make good any damage and clean up dirt, debris, etc., resulting from contractor's use of existing roads.
- 34. OVERLOADING**
- .1 Ensure that no part of the building or work is subjected to a load which will endanger safety or cause permanent deformation or structural damage.
- 35. TEMPORARY SERVICES**
- .1 A source of temporary power will be made available in the area. Bear all costs to make connections to the power source and perform distribution on site.
  - .2 Provide all load centres, breakers, conduit, wiring, disconnects, extension cords, transformers, as required from the source of power.
  - .3 Power is to be used only for power tools, lighting, controls, motors, and not for space heating.
  - .4 A source of temporary water will be made available if required.
  - .5 Bear all costs associated with distributing the water to the required locations.
  - .6 Comply with NRC requirements when connecting to existing systems in accordance with the articles entitled "Co-operation" and "Service Interruptions" of this section.
- 36. SITE OFFICE & TELEPHONE**
- .1 Contractor to erect a temporary site office at his own expense.
  - .2 Install and maintain a telephone, if necessary.
  - .3 Use of NRC phones not permitted unless in the case of an emergency.
- 37. SANITARY FACILITIES**
- .1 Provide sanitary facility, and bear all associated costs.

**38. PROJECT MEETINGS**

- .1 Hold regular project meetings at times and locations approved by the Departmental Representative.
- .2 Notify all parties concerned of meetings to ensure proper coordination of work.
- .3 Departmental Representative will set times for project meetings and assume responsibility for recording and distributing minutes.

**39. STORAGE**

- .1 Provide storage as required to protect all tools, materials, etc., from damage or theft and be responsible for the same.
- .2 Do not store flammable or explosive materials on site without the authorization of the NRC Fire Prevention Officer.

**40. DRAINAGE**

- .1 Provide temporary drainage and pumping as required to keep excavations and site free of water.

**41. ENCLOSURE OF STRUCTURES**

- .1 Construct and maintain all temporary enclosures as required to protect foundations, sub-soil, concrete, masonry, etc., from frost penetration or damage.
- .2 Maintain in place until all chances of damage are over and proper curing has taken place.
- .3 Provide temporary weathertight enclosures for exterior openings until permanent sash and glazing and exterior doors are installed.
- .4 Provide lockable enclosures as required to maintain the security of NRC facilities and be responsible for the same.
- .5 Provide keys to NRC security personnel when required.

**42. LAYOUT OF WORK**

- .1 Lay out the work carefully and accurately.
- .2 Verify all dimensions and be responsible for them.
- .3 Locate and preserve general reference points.
- .4 Employ competent person to lay out work in accordance with control lines and grades provided by the Departmental Representative.

**43. CONCEALING**

- .1 Conceal all services, piping, wiring, ductwork, etc., in floors, walls or ceilings except where indicated otherwise.

**44. SPACE CONFLICT**

- .1 Maintain an awareness of responsibility to avoid space conflict with other trades.
- .2 Throughout the course of construction, keep continuously acquainted with field conditions, and the work being developed by all trades involved in the project.

**45. CUTTING AND PATCHING**

- .1 Cut existing surfaces as required to accommodate new work.
- .2 Remove all items as shown or specified.
- .3 Patch and make good with identical materials, the surfaces that have been disturbed, cut or damaged, to the Departmental Representative's satisfaction.
- .4 Where new pipes pass through existing construction, core drill an opening. Size openings to leave 12mm (1/2") clearance around the pipes or pipe insulation. Do not drill or cut any surface without the approval of the Departmental Representative.
- .5 Obtain written approval of the Departmental Representative before cutting openings through existing or new structural members.
- .6 Seal all openings where cables, conduits or pipes pass through walls with an acoustic sealant conforming to CAN/CGSB-19.21-M87.
- .7 Where cables, conduits and pipes pass through fire rated walls and floors, pack space between with compressed glass fibres and seal with caulking in accordance with CAN/CGSB-19.13-M87 AND NBC 3.1.7.

**46. CLEAN-UP DURING CONSTRUCTION**

- .1 On a daily basis, maintain project site and adjacent area of campus including roofs, free from debris and waste materials.
- .2 Provide on-site dump containers for collection of waste materials and rubbish.

**47. FINAL CLEAN-UP**

- .1 Upon completion do a final clean-up to the satisfaction of the Departmental Representative.
- .2 Clean all new surfaces, lights, existing surfaces affected by this work, replace filters, etc.
- .3 Clean all resilient flooring and prepare to receive protective finish. Protective finish applied by NRC

**48. DISPOSAL OF WASTES**

- .1 Dispose of waste materials including volatiles, safely off NRC property. Refer to the article entitled "Fire & General Safety" of this section.

**49. WARRANTY**

- .1 Refer to General Conditions "C", section GC32.
- .2 Ensure that all manufacturers' guarantees and warranties are issued in the name of the Contractor and the National Research Council.

**50. MAINTENANCE MANUALS**

- .1 Provide three (3) bilingual copies of maintenance manuals or two English and two French maintenance manuals immediately upon completion of the work and prior to release of holdbacks.
- .2 Manuals to be neatly bound in hard cover loose leaf binders.
- .3 Manuals to include operating and maintenance instructions, all guarantees and warranties, shop drawings, technical data, etc., for the material and apparatus supplied under this contract.

**51. IDENTIFICATION BADGES**

- .1 Use of Identification Badges is mandatory in NRC buildings.
- .2 Obtain all badges from the Security office.

**52. SPECIFIED ACCEPTABLE & ALTERNATIVE EQUIPMENT & MATERIALS**

- .1 Materials and equipment scheduled and/or specified on the drawings or in the specifications have been selected to establish a performance and quality standard. In most cases, acceptable manufacturers are stated for any material or equipment specified by manufacturer's name and model number. Contractors may base their tender price on materials and equipment supplied by any of the manufacturers' names as acceptable for the particular material or equipment.
- .2 In addition to the manufacturers specified or named as acceptable, you may propose alternative manufacturers of materials or equipment to the Departmental Representative for acceptance. For a product to be considered as an alternative product substitute, make a written application to the Departmental Representative during the tender period, not later than seven (7) working days before tender closing.
- .3 Certify in writing that the alternative meets all requirements of the specified material or equipment. In addition, it shall be understood that all costs required by or as a result of acceptance or proposed alternatives, will be borne by the contractor.
- .4 Approval of alternatives will be signified by issue of an Addendum to the Tender Documents.

- .5 Any alternative manufacturers or materials submitted which are incomplete and cannot be evaluated, or are later than seven (7) working days before tender closing date or after the tender period, will not be considered.

**53. DRAWINGS**

- .1 The following drawings illustrate part of the work and form part of this contract.
  - .1 D-3957- E! To E8 inclusive

**END OF SECTION**





## TABLE OF CONTENTS

## ARTICLE

1. Related Sections to Safety
2. Minimum Standard
3. General Review
4. Construction Safety
5. Workplace Hazardous Material Information System WHMIS
6. Requirements of Bill 208 Section(a)
7. Building Smoking Environment
8. Hot Work
9. Reporting Fires
10. Interior and Exterior Fire Protection & Alarm Systems
11. Fire Extinguishers
12. Roofing
13. Fire Watch
14. Obstruction of Access/Egress Routes roadway Elevators
15. Rubbish and Waste Materials
16. Flammable Liquids
17. Questions and/or Clarification

**1. RELATED SECTIONS TO SAFETY**

- .1 General Instructions, Section 001000 refer to the articles titled:
  - .1 Inspection of Buried or Concealed Services
  - .2 Testing
  - .3 Shop Drawing
  - .4 Service Interruptions
  - .5 Protection and Warning Notices
  - .6 Fastening Devices
  - .7 Partial Occupancy
  - .8 Use of Site

**2. MINIMUM STANDARDS**

- .1 Conform to or exceed minimum acceptable standards of the various applicable Federal, Provincial and Municipal codes including the National Building Code, The National Fire Code, Canadian Plumbing Code and the Canadian Electrical Code.
- .2 Work is to conform to referenced standards and codes as reaffirmed or revised to date of specification.

**3. GENERAL REVIEW**

- .1 Periodic review of the contractor's work by the Departmental Representative, using the criteria of the contract document, does not relieve the contractor of safety responsibilities both provincial and those required by NRC and the responsibility of carrying out the work in accordance with contract documents. The contractor shall carry out his own quality control to ensure that the construction work is completed safely and in accordance with the contract documents.

**4. CONSTRUCTION SAFETY**

- .1 Be solely responsible for the construction safety of both its employees and those of the sub-contractors at the site of work, and for initiating, maintaining and supervising all safety precautions and programs and procedures in connection with the performance of the work. The contractor will consult with the Departmental Representative as needed to ensure this responsibility is fully carried out.
- .2 Observe all applicable construction safety measures of the National Building Code Part 8; Canadian Code for Construction Safety; the applicable Provincial Occupational Health and Safety Act and Regulations and Municipal authorities having jurisdiction with the provision that in any case of conflict or discrepancy the more stringent requirements shall apply.
- .3 Advise all parties having jurisdiction including the Departmental Representative and, Provincial Inspectors of the need for inspection/certification of the work.
- .4 Comply with the requirements of the Fire Commissioner of Canada, as published in standards Nos. 301 and 302. The Fire Commissioner of Canada, Human Resources

Development and Canada Labour Programs is the regulatory authority for fire safety at NRC. The contractor will therefore abide by his directions as well as the provincial Fire Safety Regulations.

- .5 The Departmental Representative will advise the contractor of NRC specific fire safety requirements and monitor for compliance.

## **5. WORKPLACE HAZARDOUS MATERIAL INFORMATION SYSTEM WHMIS**

- .1 Comply with Provincial legislation regarding WHMIS. The contractor's responsibilities include, but are not limited to the following:
  - .1 To ensure that any WHMIS Controlled Products brought on site by the contractor or sub-contractor are labelled to WHMIS standards.
  - .2 For WHMIS Controlled Products make readily available to workers and the Departmental Representative, Material Safety Data sheets (MSDS).
  - .3 To train own workers about WHMIS and about the controlled products that they use on site.
  - .4 To inform when asked other contractors, sub-contractors, the Departmental Representative, authorized visitors and outside inspection agency personnel about the presence and use of such products on the site.
  - .5 Demonstrate to the satisfaction of the Departmental Representative, that the Contractor's foreman has had WHMIS training and is knowledgeable in its requirements. The Departmental Representative can require replacement of this person if this condition or compliance to WHMIS practices are not satisfactory, as stated herein.

## **6. REQUIREMENTS OF BILL 208 SECTION (a)**

- .1 Under the requirements of Bill 208 of the Ministry of Labour Occupation Health Safety Act, it is the duty of the Owner to identify a listing to the contractor the following designated substances listed below that may be encountered while performing the work described for this project:
  - .1 Acrylonitrile, Isocyanates, Arsenic, Lead, Asbestos, Mercury, Benzene, Silica, Coke Oven Emissions, Vinyl Chloride, and Ethylene Oxide

This notification is provided to comply with the statutory requirements for the owner to disclose the presence of specific regulated substances. This is not intended to be, nor should it be interpreted as, a complete listing of all hazardous or other substances are, or may be present at the project site.
- .2 It is the responsibility of the contractor to ensure that each prospective subcontractor for this project has received a copy of the above list.
- .3 Ensure that workers in contact or proximity to fumehoods, ductwork or dust produced from demolition where these designated substances may occur that the workers are trained and protected from exposure through the use of appropriate personal protective equipment.

**7. BUILDING SMOKING ENVIRONMENT**

- .1 Smoking is prohibited inside all NRC buildings except in designated smoking rooms.
- .2 Obey all "No Smoking" signs on the NRC premises.

**8. HOT WORK**

- .1 Permit:
  - .1 Obtain a Hot Work Permit from the Departmental Representative prior to commencement of any work involving welding, soldering, burning, heating, use of torches or salamanders or any open flame ("Hot Work").
- .2 Site Review:
  - .1 Review the location of "Hot Work" with the Departmental Representative to determine the level of fire safety precautions to be taken prior to commencement of "Hot Work".

**9. REPORTING FIRES**

- .1 Determine, prior to the commencement of work, the exact location of the nearest fire alarm pull station, and telephone the emergency phone number for reporting fires.
- .2 Report all fires immediately, to the M-1 Commissionaire as follows:
  - .1 Activate nearest fire alarm pull station and;
  - .2 Telephone the appropriate emergency phone number:

<u>NRC LOCATION</u>	<u>CELLULAR OR NON-NRC PHONES</u>	<u>NRC PHONES</u>
Montreal Road Campus	613-993-2411	333
Uplands	613-993-2411	333
Carleton Place	613-993-2411 OR	993-2411
Greenbank	613-993-2411 OR	993-2411
Sussex Drive	613-993-2411	333

- .3 When reporting a fire by phone, give where practicable the location of fire, building number, the nature of and extent of the fire.
- .4 The person activating the fire alarm pull station or reporting a fire by phone must remain at a safe distance from the fire but readily available to provide information on the location and nature of the fire to the fire department personnel and the Departmental Representative.

**10. INTERIOR AND EXTERIOR FIRE PROTECTION & ALARM SYSTEMS**

- .1 Do not obstruct or shut off fire protection equipment or alarm systems without prior authorization from the Departmental Representative.

- .2 When any fire protection equipment is temporarily shut down, alternative measures as prescribed by the Departmental Representative shall be taken to ensure that fire protection is maintained.
- .3 Do not leave fire protection or alarm systems inactive at the end of a working day without notification and authorization from the Departmental Representative. The Departmental Representative will advise the NRC Safety and Fire Prevention Officer and the building co-ordinator of the details of any such event.
- .4 Do not use fire hydrants, standpipes and hose systems for other than fire fighting purposes unless authorized to do so by the Departmental Representative.

## 11. FIRE EXTINGUISHERS

- .1 Provide a minimum of 1-20 lbs. ABC Dry Chemical Fire Extinguisher or additional units as advised by the Departmental Representative for every Hot Work operation.
- .2 Provide fire extinguishers for hot asphalt and roofing operations as follows:
  - .1 Pot area - 1-20 lbs, ABC Dry Chemical.
  - .2 Roof - 2-20 lbs, ABC Dry Chemical.
- .3 Provide fire extinguishers equipped as below:
  - .1 Pinned and sealed;
  - .2 With a pressure gauge;
  - .3 With an extinguisher tag signed by a fire extinguisher servicing company indicating the satisfactory condition of the unit.
- .4 Carbon Dioxide (CO<sub>2</sub>) extinguishers will not be considered as acceptable substitutes for the above.

## 12. Roofing

- .1 Kettles:
  - .1 Arrange for the safe location of asphalt kettles and material storage with the Departmental Representative before moving them on site. Do not locate kettles on any roof or structure and keep them at least 10m away from a building and at a safe distance from parked automobiles.
  - .2 Equip kettles with thermometers or gauges that are in good working order.
  - .3 Do not operate kettles at temperatures in excess of 232°C.
  - .4 Maintain continuous supervision while kettles are in operation and provide metal covers for the kettles to smother any flames in case of fire. Provide fire extinguishers as required in article 12.
  - .5 Advise the Departmental Representative of container capacities prior to start of work.
  - .6 Keep compressed gas cylinders secured in an upright position and a minimum of 20 feet away from any kettle.

- .2 Mops:
    - .1 Use only glass fibre roofing mops.
    - .2 Remove used mops from the roof site at the end of each working day.
  - .3 Torch Applied Systems:
    - .1 Do not use torches next to walls.
    - .2 Provide a fire watch as required by article 13 of this section.
  - .4 Materials Storage:
    - .1 Store all combustible roofing materials at least 3m away from any structure and 6m from any kettle.
- 13. FIRE WATCH**
- .1 Provide a fire watch for a minimum of one hour after the termination of roofing work involving "Hot work".
  - .2 For construction facilities and temporary services refer to General Instructions Section 001000.
  - .3 Fire watch personnel must be trained by the contractor in the use of fire extinguishers as required by article 11.
- 14. OBSTRUCT. OF ACCESS/EGRESS ROUTES-ROADWAYS, ELEVATORS**
- .1 Advise the Departmental Representative in advance of any work that may impede the response of the fire department. This includes violation of minimum overhead clearance, erecting of barricades and the digging of trenches.
  - .2 Building exit routes must not be obstructed in any way without permission from the Departmental Representative, who will ensure that adequate alternative routes are established and posted.
  - .3 The Departmental Representative will advise the NRC Safety and Fire Prevention Officer and the Chief Building Fire Emergency Officer of any exit route obstruction that may warrant advanced planning and communication to building occupants and to the fire department.
- 15. RUBBISH AND WASTE MATERIALS**
- .1 Keep volumes of rubbish and waste materials as low as possible and a minimum of 20 feet from any kettle or roof areas being heated using torches.
  - .2 Do not burn rubbish on site.
  - .3 Removal:
    - .1 Remove all rubbish from work site at the end of the work day or shift and place it in a dumpster, or as otherwise directed by the Departmental Representative.

- .4 Storage:
  - .1 Exercise extreme care when storing combustible waste materials in work areas. Ensure maximum possible order, adequate ventilation and all safety standards are adhered to when storing any combustible materials. When in doubt, consult with the Departmental Representative.
  - .2 Deposit greasy or oily rags or materials subject to spontaneous combustion in CSA or ULC approved receptacles and remove accumulated wastes on a daily basis.
  - .3 Dumpsters are to be located as per the instructions of the Departmental Representative.

## 16. FLAMMABLE LIQUIDS

- .1 The handling, storage and use of flammable liquids is governed by the National Fire Code of Canada and the contractor is accepting the work bound by them.
- .2 Flammable liquids such as gasoline, kerosene and naphtha may be kept in quantities not exceeding 45 litres provided they are stored in approved safety cans bearing the ULC seal of approval. Storage of quantities of flammable liquids exceeding 45 litres requires the permission of the Departmental Representative.
- .3 Transfer of flammable liquids is prohibited within buildings except with permission of the Departmental Representative and provided safe bonding practices are followed to protect the contractor's employees, sub-contractors and others having access to NRC facilities.
- .4 Do not transfer flammable liquids in the vicinity of open flames or any type of heat producing device. All transfers must be done using safe bonding practices.
- .5 Do not use flammable liquids having a flash point below 38°C as cleaning agents (examples include gasoline and naphtha).
- .6 Store used flammable waste liquids meant for disposal in approved ULC containers located in a safe, ventilated area and with the approval of the Departmental Representative. Waste flammable liquids are to be removed from the site on a regular basis or as otherwise advised by the Departmental Representative.
- .7 Assure proper ventilation and eliminate all sources of ignition where flammable liquids, such as lacquers or urethane are used. Inform the Departmental Representative prior to the commencement and completion of such work.

## 17. QUESTIONS AND/OR CLARIFICATION

- .1 Advise the Departmental Representative of any questions or concerns for clarification on fire and safety practices, in addition to the above requirements prior to the commencement or during work where a safety concern has been noted.

**END OF SECTION**





**PART 1 - GENERAL**

**1.1 Related Work**

- .1 Comply with the General Conditions of this specification.
- .2 Comply with the Preventive Maintenance Requirements included in this specification.

**1.2 Description of Systems**

- .1 The characteristics of the existing basement geared passenger elevator are as follows:
  - .1 Identification: Elevator #1 - Installation No. 21145
  - .2 Classification: Passenger
  - .3 Rated Net Capacity: Retain 1365 kg
  - .4 Rated Speed: Retain .65 mps
  - .5 Travel: From B level to 3rd floor, a distance of approx. 12.5m
  - .6 No. of Stops: Four (4) Front
  - .7 Entrance Type: Retain 1117mm Centre Opening
  - .8 Pit Depth: 1220mm
  - .9 Clear Overhead: 4623mm To US of Machine Beams

**ELEVATOR CONTRACTOR TO CONFIRM  
ALL ABOVE INFORMATION, MEASUREMENTS and FLOOR MARKINGS ON SITE**

### **1.3 Description of Work**

- .1 This Specification covers the design, engineering, fabrication, manufacture, installation, including overtime and inspection for the modernization of **One Basement Geared Passenger Elevator** located in **Building M-20** at the National Research Council Complex, 1200 Montreal Road, Ottawa.
- .2 All equipment to be designed to meet existing space provisions.
- .3 Provide all materials, tools, labour, design, manufacturing, inspection, and testing as required to complete the work as specified in these Contract Documents.
- .4 Commission all components, systems, and integrated systems in accordance with the requirements of this specification.
- .5 Arrange and pay for all permits, certificates, inspections, and tests required by the governing authorities, including TSSA initial inspection and all follow up inspections.
- .6 Where a device or component is mentioned in the singular number, such references shall be understood to mean that the Contractor shall provide as many of said devices or components as is necessary for the completion of the elevator covered under this specification.
- .7 All equipment being replaced shall become the property of the Contractor, and as such, it is the responsibility of the Contractor to remove it from the premises in a prompt and orderly manner.

### **1.4 Related Work By Elevator Contractor**

- .1 Include all identified related building work required to complete the modernization of the elevator. Include the following as a minimum.
  - .1 **Machine Room**
    - .1 Patch flush to the floor with cement all redundant holes in machine room floor resulting from the removal of redundant elevator equipment.
    - .2 Provide a licence frame holder for the elevator licence to be installed on the front of the controller door. Indicate on TSSA design submission that licence will be located in the elevator machine room.
    - .3 **Carry out ALL electrical work as identified on ALL of the Electrical Drawings # D-3957 E1 to E8 included as part of this tender package.**

Related Work By Elevator Contractor cont'd

- .4 Provide permanent lamacoid circuit source labels on the mainline and 110 disconnect switches and the duplex receptacle in the elevator machine room.
- .5 Paint the machine room floor with two coats of Grey Latex odourless enamel on floor. Paint the machine room walls with two coats of semi gloss latex to closely match existing colour.
- .6 Replace the existing duplex receptacle with a GFI receptacle.
- .7 Connection in the elevator machine room to the fire alarm signal for automatic and alternate floor recall.
- .8 Provide an Alteration data plate or laminated copy of alteration data sheet on controller as per B44 Code requirements. **Provide a laminated notice on the controller door of the date of the TSSA initial inspection.** Letters and numerals to be a minimum of 12mm high.
- .9 Provide as per clause 2.7.5.2 of the B44 Code a permanent sign in the elevator machine room indicating the specified temperature and humidity range requirements for the elevator equipment to ensure safe and normal elevator operation.
- .10 Remove all redundant elevator operation related conduit and wiring from the machine room.
- .11 Run all new telephone, communication, elevator security and fire alarm lines and conduit in the hoistway to machine room. Others will run lines to the hoistway or machine room and provide sufficient wiring to reach same. Elevator Contractor to supply and install the conduit in the hoistway. **All fire alarm wiring must be run in a separate conduit.**
- .12 Include all regular and overtime costs relating to the operation of the elevator to assist the fire alarm contractor or electrician for the installation and testing of the fire alarm system relating to the elevator operation.
- .13 Provide a removable metal guard around the drive sheave, deflector sheaves and hoist ropes as required by Section 24 and 25 of OHSA requirements. Paint guards yellow in colour.

**Related Work By Elevator Contractor cont'd**

**.2 Car Top**

- .1 Provide updated crosshead data plate on car top as per B44 Code requirements. Data plate to indicate as a minimum, Contractors name, date of modernization, car speed and capacity, number and size of hoisting ropes.
- .2 Provide and permanently fasten a cab alteration data plate on car top as per B44 Code requirements. Securely fasten data plate with PK screws for long term stability.
- .3 Provide two (2) permanent guarded lights on car top. One light to be a moveable type with a magnetic base. Provide a minimum of 200Lx over the complete car top.
- .4 Paint the elevator number on the crosshead. Number to be 50mm high.
- .5 Provide a metal safety railing on the car top to comply with TSSA CAD No. 261-13r. Provide a minimum of 100mm clearance between the car top railing and the counterweight assembly and all other projections in the hoistway.
- .6 Paint the car top railing yellow.

**.3 Hoistway**

- .1 Thoroughly clean down hoistway at completion of work. Thoroughly wash down the rails and brackets. Complete all painting as specified in Part 3 of the specifications.
- .2 Patch all redundant holes in the hoistway including areas around hall button or position indicator fixtures where cement or blocks have been removed or altered to install new fixture boxes.
- .3 Bevel all projections in the hoistway that protrude more than 100mm. Comply with clause 2.1.6 of the B44 Code.
- .4 Remove all redundant elevator equipment from the hoistway.
- .5 For 1:1 roping, provide a green or bare copper ground wire from the hoist cables to the crosshead and counterweight frame. Provide secure connections at both ends.

**Related Work By Elevator Contractor cont'd**

**.4 Pit**

- .1 Provide two (2) new Draka EN 418 model positive action disconnect switches in pit. Locate one switch near top of ladder, other switch to be located to B44 Code requirements.
- .2 Provide a runby sign as per B44 Code requirements in the vicinity of the counterweight.
- .3 Extend the existing pit ladder to 1524mm (five feet) above the bottom sill. Paint ladder Yellow.
- .4 Provide a new **ILLUMINATED** light switch and locate the new switch to be near the top of ladder.
- .5 Thoroughly wire brush all pit steel. Paint all pit steel with rust resistant black paint. Paint pit floor grey.
- .6 Replace the existing incandescent light fixtures with **TWO** new 1220mm 2 tube T-8 lamps fluorescent fixtures. Mount new fixtures in a vertical position. Include cover on fixtures and locate to suit existing site conditions. Bottom of fixture to be at least 765mm above pit floor.
- .7 Supply and install one (1) new Dedicated 15A -120 Volt GFI Duplex Receptacle. Include all conduit and wiring.
- .8 Replace the wooden cover over the sump hole in the pit with an aluminum checker plate cover 6mm thick. Securely fasten the cover in place.
- .9 Provide an auxiliary unlocking device in the pit to B44 Code requirements.

**1.5 Related Work By Owner - Elevator Machine Room**

- .1 If required by TSSA, provide additional ventilation or air conditioning in the machine room to suit elevator manufacturers requirements. As a minimum maintain the temperature at not less than 50°F and not more than 90°F.
- .2 Replace the existing detectors in the elevator machine room and hoistway with new smoke detectors. Provide a separate signal from these detectors to the elevator controller. Coordinate with elevator Contractor.
- .3 Provide four (6) wires gauge #18 from the fire alarm system to the elevator machine room. for automatic and alternate floor recall, the smoke sensor in the machine room and hoistway must be on the same dedicated circuit.



**Related Work By Owner - Elevator Machine Room - cont'd**

- .4 Provide a new smoke detector at **the bottom floor** in the vicinity of the elevator lobby and connect up to the fire alarm panel.
- .5 Provide a new smoke detector and related wiring in the elevator lobby at the main floor for alternate floor recall. Make all connections and alterations to the fire alarm panel to accommodate the new sensor. Coordinate with elevator contractor.
- .6 Provide the services of the building fire alarm contractor to silence the alarms and activate the fire alarm testing for all elevator related tests and inspections as required until the elevator passes final inspection by the inspection authorities.
- .7 The fire alarm contractor shall obtain and pay for all required permits and inspection fees associated with any fire alarm modifications. The fire alarm contractor shall verify all changes and new devices added relating to the elevator recall operation. The Owner must be provided with a certificate confirming verification of the fire alarm modifications.
- .8 Make the elevator machine room door self closing.
- .9 Provide an active telephone line 24/7 for connection of the communication system in the elevator. The type of phone line must be compatible for the communication system.
- .10 If required by TSSA, remove the existing pipe drain in the machine room on the wall behind the machine room door.

**1.6 Individual Machine Guarding**

- .1 Provide a removable metal guard around the machine as required by Section 24, 25, 75 and 76 of the OHSA requirements and CSA Standard Z432-04 - Safe Guarding of Machinery. Paint Guard Yellow.
- .2 Provide coloured shop drawings of all elevator machine room guarding components.
- .3 **Include machine guarding on the TSSA design submission as part of the modernization scope of work.**
- .4 Paint the elevator number in black 100mm high on the machine guarding.

**1.7 Cut Patch and Make Good**

- .1 Cut existing surfaces as required to accommodate new work.
- .2 Take precautions to protect the existing structure from damage.
- .3 Retain and pay for the services of a Professional Engineer to locate existing reinforcement and conduit and obtain approval from the Professional Engineer before coring existing slabs, beams, floors or walls.

**Cut Patch and Make Good - cont'd**

- .4 Retain and pay for an independent testing company to locate existing reinforcement and conduit in the areas of proposed openings and to mark locations on the surfaces of slabs, floors and walls on which the cores are to be started. X-ray concrete unless other methods can be shown by Contractor to accurately locate reinforcement and conduit.
- .5 Remove toppings and finishes prior to locating reinforcement and conduit. Mark locations and sizes of cores and locations of reinforcement and conduit using indelible markers with red for top bars, green for bottom bars and black for cores, openings and conduit. The Professional Engineer will review marked-up locations. If locations are not acceptable to the Engineer, relocate proposed openings and repeat process at no extra cost to the Owner.
- .6 **Coring:** Do not cut existing reinforcement and conduit when coring existing concrete unless approved in advance by the Professional Engineer. Save the complete length of all cores. Label each core with location taken. Make all cores available for review by Engineer.
- .7 Patch and make good surfaces cut, damaged or disturbed, to Owner's approval. Match existing material, colour, finish and texture.
- .8 Install firestops and smoke seals in accordance with ULC-S115-1995 around pipe, ductwork, cables and other objects penetrating fire separations to provide fire resistance not less than the fire resistance rating of surrounding floor, ceiling and wall assembly.
- .9 When installing stainless steel plates to cover the existing openings, do not use built-up plates. Provide only one plate to cover complete opening.

**1.8 On Site Documentation Required**

- .1 **Before** any work commences on site, provide the following information and leave it in the machine room until the completion of the project.
- .2 A complete copy of the elevator specifications.
- .3 A copy of the Company "lock out and tag out" procedures.
- .4 A copy of the Company "accident prevention and safety policy" or a copy of the "elevator industry field employees' safety handbook".

### **1.9 Procedure Traction Elevators**

- .1 Notify the Owner and Consultant in writing, at least two (2) weeks prior to placing the elevator out of service. Do not remove the elevator from service for modernization until approval has been given by the Owner.
- .2 **Prior to the start of the alteration, weigh car and counterweight separately. Record both weights.**
- .3 Provide Consultant with a digital photo and a written copy of the recorded weights.
- .4 All major components such as; controllers, drives, crates of equipment, etc. must not be transported in the operating elevator during regular operating hours. Any use of the operating elevator for moving of equipment must be done after hours or on week-ends.
- .5 When storing new or redundant elevator equipment in machine room area, verify that existing building structure will support the load of the additional new equipment.
- .6 Any modifications to the building structure or contents, such as but not limited to, cutting of floor slabs, removal of cement blocks or railings to install hoisting beams, removing of ceiling tiles or panels or any modifications which may affect the integrity or appearance of the building, must be approved by the Owner and a Professional Engineer at no cost to the Owner. All changes required are the responsibility of the Elevator Contractor.
- .7 Should the Contractor's safety policy require a verification of the load rating and/or fastenings of the existing hoisting beams in the machine room which may be used by the Contractor, it will be the Contractor's responsibility and costs associated to have the beams inspected by a Registered Professional Engineer. Any temporary changes as required by the Engineer's report will be carried out by the Contractor at his cost.
- .8 The building components which have modified must be returned to their original condition similar to the commencement of the elevator project, and be acceptable to the Owner.
- .9 Obtain a Hot Work permit from the Owner for any cutting ,welding, grinding or for any work causing sparks or open flames.
- .10 Three weeks after work has commenced on site, the Elevator Contractor is to notify the Project Manager of the " WORK BY OWNER IN THE SPECIFICATIONS" INCLUDING BUT NOT LIMITED to machine room air conditioning provisions and fire alarm signals required for the elevator upgrade and the provisions of a dedicated phone line to the elevator machine room or lobby. Follow up with the Project Manager every three weeks to ensure that ALL work is completed one week prior to booking the TSSA inspection for the elevator.



**Procedure Traction Elevators - cont'd**

- .11 When the elevator is removed from service, a **LAMINATED** bilingual notice stating "THIS ELEVATOR IS OUT OF SERVICE FOR MODERNIZATION" shall be posted at each floor. These notices should include the Elevator Contractor's name and should be securely attached to each hoistway door.
- .12 Where the Elevator Contractor submits for a Minor A or Minor B submission, arrange for the TSSA inspection to be carried out within two (2) weeks of the completion of the work.
  - .1 Forward a copy of the TSSA inspection report to the Consultant.
  - .2 A copy of the TSSA inspection report must also be included in the manuals.
  - .3 The final payment will not be approved until the final TSSA inspection has been carried out and a clear TSSA inspection report is provided.
- .13 Before any construction work commences on site, suitably protect all carpeting and flooring. Protection to remain in place until turnover of the elevator. The Contractor will be responsible for cleaning or replacing of any damaged or dirty flooring

**1.10 Reference Standards**

- .1 Comply with all building codes, by-laws, regulations, directives, and ordinances as set forth and mandated by Federal, Provincial, and Municipal Authorities, in effect at the time of installation.
- .2 The latest editions of the following Standards as a minimum shall apply:
  - .1 ASME A17.1-2010/CSA-B44-10 Safety Code For Elevators, including latest supplements and Appendix E, Elevator Requirements For Persons with Physical Disabilities.
  - .2 The Ontario Building Code 2006 and the National Building Code Of Canada - 2005.
  - .3 CAN/CSA-B44.1/ASME A17.5 2011 Elevator and Escalator Electrical Equipment.
  - .4 CSA Standard C22.1 - 12 Canadian Electrical Code Part 1.
  - .5 EN 12016-1998 Electromagnetic Compatibility-Product Family Standards for Lifts, Escalator and Passenger Conveyers Part 2-Immunity.
  - .6 Occupational Health and Safety Act and Regulations for Construction Projects O.Reg.213/91 as amended by O.Reg. 631/94. R.R.O. 1990 Reg. 834.

**Reference Standards - cont'd**

- .7 Technical Standards And Safety Act, 2000 O.Reg 209/01 and O.Reg.155/97 Certification and Training of Elevating Devices Mechanics.
- .8 CSA Standard B651-04 Accessible Design For The Built Environment.
- .9 The latest copy of the TSSA Code Adoption Document.
- .10 CSA Standard Z432-04 - Safe Guarding of Machinery.
- .11 Occupational Health and Safety Act and Regulations for Construction Projects R.S.O. 1990, 2010 Edition.

**1.11 General Conditions**

- .1 General requirements section and all other conditions apply to all the work and are part of this specification, along with all sections included in the specification document. Conform perfectly this work to that of the other trades. Errors, omissions or imperfections in this work will not be justified by errors, omissions, or imperfections of other trades or sub-contractors.
- .2 Before beginning work, the successful Elevator Contractor shall submit for approval detailed drawings showing the complete layout of the elevator machine room, all fixtures for car and corridors. These drawings shall be reviewed by the Elevator Consultant before commencing installation. Appropriate drawings shall also be submitted to and approved by any Municipal or Provincial Authorities having jurisdiction. The Elevator Contractor is to completely survey the existing hoistway and machine room to facilitate the preparation of his drawings.
- .3 The Elevator Contractor shall hold and save the Owner and its officers, agents, servants, and employees harmless from liability of any nature or kind, including cost and expense for, or on account of, any unpatented or patented invention, process, article, or appliance manufactured or used in the performance of the contract, including its use by the Owner unless otherwise specifically stipulated in the contract documents.
- .4 The erection of this equipment shall be performed by mechanics skilled and licenced in the installation of elevator machinery and elevator entrances. The Elevator Contractor shall provide adequate supervision of this work.
- .5 All Elevator Contractor's employees must be neatly dressed and shall wear uniforms or coveralls with company identification logos.
- .6 The Elevator Contractor shall continuously maintain adequate protection of all his work from damage and shall protect the Owner's property from injury or loss arising out of this contract. He shall make good any such damage, injury or loss, except such as may be directly caused by agents or employees of the Owner.

**General Conditions - cont'd**

- .7 The Elevator Contractor shall remove all rubbish as fast as it accumulates. Keep the building and premises clean during the progress of the work, and leave the premises at completion in perfect condition as far as his work is concerned.
- .8 The Elevator Contractor shall not be liable for any loss, damage, or delay caused by acts of government, strikes, lockouts, riot, civil commotion, war, malicious mischief, acts of God or any cause beyond his reasonable control.
- .9 The Elevator Contractor performing work under the contract shall comply with all applicable provisions of all Federal, Provincial and local labour laws, and with all applicable union regulations contained in the union agreement.
- .10 If required by the Owner, within three weeks after the award of the contract or letter of intent, the Elevator Contractor shall submit a completed Standard CCDC2 contract for the Owners approval. After the award and signing of the contract, all business relating to the work shall be transacted through the office of the Elevator Consultant unless otherwise provided therein.
- .11 The Elevator Contractor shall be registered with the WSIB. During the time this contract is in force, the Elevator Contractor shall carry premises liability insurance in the amount of \$5,000,000.00 inclusive, to be covered against any claims from damage to property or for personal injury, including death, which may arise from operation under this contract, whether such operation is carried out by the said Elevator Contractor or by any Sub-contractor or anyone directly or indirectly employed by either of them.
- .12 The Owner's insurance policy covers work and equipment actually in place in the building and approved and accepted by the Elevator Consultant. All material and equipment stored on the premises and not actually installed is not included in the Owner's policy and such material and equipment is stored at the Elevator Contractor's own risk.
- .13 Submission of bid will be considered presumptive evidence that bidder is conversant with local facilities and conditions, requirements of the documents and of pertinent provincial and local codes, state of labour and material markets and has made due allowance in his proposal for all difficulties. Should bidder's investigation of local codes or rules reveal stipulations contrary to the specifications, he shall advise the Elevator Consultant without delay. Should a bidder find any discrepancy in, or omissions from any of the specifications, or be in doubt as to their meaning, he shall advise the Elevator Consultant. Bidder agrees that his bid is in full accordance with the specifications.

**General Conditions - cont'd**

- .14 The Elevator Contractor shall visit and thoroughly survey the site to become familiar with the existing conditions. The Contractor will be responsible for the proper balancing of the elevator regardless of the existing conditions.
- .15 The Elevator Consultant shall have general supervision and direction of the elevator work. He is the agent of the Owner only to the extent provided in the contract documents, and when in special instances, he is authorized by the Owner so to act. He is authorized to stop the work whenever the stoppage is necessary to insure the proper execution of the contract.
- .16 The Elevator Contractor shall furnish competent men and equipment for inspecting and directing speed, load, and such other acceptance tests as the Elevator Consultant may deem advisable.
- .17 Within three weeks after the award of the contract, the Contractor shall submit to the Elevator Consultant a copy of the progress payment schedule. No payments will be made until the schedule is reviewed and approved by the Consultant and the Owner.
- .18 The Elevator Contractor is to co-ordinate his work with the work of all other trades, in conjunction with his work.
- .19 The work will be thoroughly inspected by the Elevator Consultant during construction and upon completion.

**1.12 Definitions of Terms**

- .1 The term Owner, as used herein, refers to the **National Research Council Of Canada.**
- .2 The term Elevator Consulting Engineer, Consultant or Engineer, as used herein, refers to: Priestman Neilson & Associates Ltd.
- .3 The term Elevator Contractor or Contractor, as used herein, refers to any person, partners, firm or corporation having a contract with the owner to furnish labour and materials for the execution of the work herein described.
- .4 The term sub-contractor, as used herein, refers to any person, partners, firm or corporation having a contract with the contractor to furnish labour and materials for the execution of the work herein described.
- .5 The term "refurbish", shall mean to carry out all labour or modifications to parts, etc, which will result in returning the original component to a "like new" condition. All refurbished equipment must be acceptable to the Consultant.
- .6 Where the terms "furnish" or "provide" are used, it shall mean to supply and install new equipment.

**Definitions of Terms - cont'd**

- .7 The term Electrical Safety Authority, as used herein, refers to: The Electrical Inspection Authority in the Province of Ontario.
- .8 All terms in the specifications that are not otherwise defined shall have the definitions as given in the latest edition of the B44-10 Safety Code For Elevators.

**1.13 Payments**

- .1 Progress payments will be made on a monthly basis based upon approval by the Consultant of progress claims submitted by the Contractor. Submit up to date WSIB certificates and Statutory Declarations with each progress payment.
- .2 All payments will be reduced by the 10% holdbacks required by the Construction Lien Legislation.
- .3 Approval for payment may be withheld if any of the following circumstances arise.
  - .1 No invoices will be approved or paid, until a completed copy of the TSSA Design **Application** has been forwarded to the Consultant.
  - .2 Failure to post a copy of the Contractor's Health and Safety "Lock out & Tag out" procedures in the machine room next to the mainline disconnect switch.
  - .3 Failure to notify the Project Manager of the "WORK BY OWNER" including emergency power transfer switch, fire alarm signals, machine room air conditioning provisions required for the elevator upgrade and the provisions of a dedicated phone line to the elevator hoistway or machine room.
  - .4 Failure to provide CAD shop drawings and machine room layouts.
  - .5 **Failure to work to the agreed upon schedule.**
  - .6 Damage to the building by the Elevator Contractor or his Sub Contractors.
  - .7 Preventive maintenance not being carried out on the operating elevator as specified.
  - .8 Defective work or deficiencies not corrected in an acceptable manner.
  - .9 Failure to provide Operation and Maintenance Manuals and Maintenance Control Plan (MCP) before turnover of the elevator.
  - .10 Failure to comply with the specifications and or performance criteria.
  - .11 Final payment will not be approved until **ALL** deficiencies are corrected.
  - .12 Failure of the Contractor to make payments as required to the sub-contractors, or for materials and labour.

**Payments - cont'd**

- .13 Failure of the Contractor to provide the services of a licenced mechanic to assist with all TSSA and Consultants inspections until ALL deficiencies are corrected in an acceptable manner and the final certificate of completion has been provided.
- .14 Failure to submit the fully completed performance, automatic fire recall test and emergency power test data forms.
- .15 **Failure to submit to the Consultant the weekly progress reports.**
- .16 **A minimum of \$3,000 will be held back from the final invoice until all deficiencies are corrected in an acceptable manner.**

**1.14 Bidders Compliance**

- .1 Submission of the bid will be considered as presumptive evidence that the Bidder is conversant with local facilities and conditions, requirements of these documents and of the pertinent Provincial and local codes, state of labour and material markets and has made sufficient allowances in his proposal for all difficulties.
- .2 Should Bidder's investigation of the local codes or requirements reveal stipulations contrary to these specifications, he shall advise the Consultant in writing without delay. Should a Bidder find any discrepancy in, or any omissions from the specifications or tender documents, or be in doubt as to their meaning, he shall advise the Consultant in writing, before submitting his bid.
- .3 All Bids submitted are assumed to be in complete conformance with the specifications unless notification is given in writing before the Tender closes. The Bidder accepts all equipment in it's current condition.

**1.15 Non-Proprietary Controls**

- .1 Provide an elevator control and drive system that is totally Non-Proprietary.
- .2 The elevator control system shall not require any external Proprietary service tools for maintenance or adjustments.
- .3 The elevator control system shall be serviceable and maintainable by any qualified elevator maintenance provider capable of maintaining elevator equipment of similar design and complexity.
- .4 Provide a letter from a registered Professional Engineer stating that the control equipment is Non-Proprietary and complies fully with the above requirements.

**Non-Proprietary Controls - cont'd**

- .5 The Elevator Contractor is to provide all information, and special tools to the Owner that is required for the safe and efficient maintenance of the elevator equipment, including any solid state equipment, software or devices supplied under these specifications. The supplier is not to refuse any information, or the supply of parts, at fair market value, that is required by the Owner's Maintenance Contractor.
- .6 The Contractor is to permanently attach any service or diagnostic tool access code numbers to each controller at the completion of the project.
- .7 Any special tools, hand held devices, computers etc. required for the operation, testing, adjusting or setting parameters for the controller or car door operator must be left on-site in the machine room and will become the property of the Owner for future servicing and maintenance. All special tools are considered part of the elevator package.

**1.16 Only Acceptable Control Manufacturer**

- .1 GAL Manufacturing, Galaxy Control including a monitor in the machine room attached to the elevator controller door.

**1.17 Only Acceptable Fixture Manufacturers**

- .1 Dupar Controls INC
- .2 All complete car operating panels, hall button fixture cover plates, and position indicator fixture plates must be manufactured by Dupar.

**1.18 Only Acceptable Cab Refurbishing Contractors**

- .1 ECR
- .2 AVT Beckett Elevator

### 1.19 Simplex Selective Collective Automatic Operation

- .1 Provide a micro-processor based simplex selective control system.
- .2 Dispatch car to corresponding landing upon momentary pressure of car or hall call buttons.
- .3 Provide separate time delays for car and hall calls to enable passengers to enter or leave the car. Hold car for preset interval at landings where stops are made. Time delays to be adjustable from 0 to 15 seconds. Cancel interval upon registration of car call or pressure on door close button.
- .4 Stop car at landings for which car calls are registered. Make stops in order in which landings are reached, regardless of sequence in which buttons are registered.
- .5 If no car buttons are registered and car starts UP in response to several DOWN calls, proceed to highest DOWN call and reverse to answer other DOWN calls. Similarly, when car starts DOWN in response to several UP calls proceed to lowest UP call, and reverse to answer other UP calls.
- .6 If the car stops for a hall call and a car call is registered corresponding to the direction the car was travelling, proceed in same direction regardless of other registered landing calls.
- .7 If DOWN hall calls are registered while car is travelling UP, do not stop for these calls but allow calls to remain registered.
- .8 After highest car and hall calls have been answered, reverse car automatically and respond to DOWN car and hall calls.
- .9 When no hall or car calls have been registered for a period of sixty (60) seconds return elevator to the bottom landing and park with doors closed.

### 1.20 Firefighters' Emergency Operation

- .1 Provide **manual and automatic** "Firefighters' Emergency Operation" in accordance with Clause 2.27.3 of the B44 Code and the National Building Code of Canada. The main floor is **NOT** sprinklered.



### **1.21 Fire Operation Panel**

- .1 The "FIRE OPERATION" switch, the "CALL CANCEL" button, the "STOP" switch, the door open button(s), the door close button(s), the additional visual signal and the operating instructions shall be grouped together at the top of a main car operating panel behind a locked cover.
- .2 The firefighters' operation panel cover shall be operable by the same key that operates the "FIRE OPERATION" switch. The cover shall be permitted to open automatically when the car is on Phase I Emergency Recall Operation and at the recall level.
- .3 When the key is in the "FIRE OPERATION" switch, the cover shall not be capable of being closed. When closed, the cover shall be self-locking. Where more than one entrance can be opened at the same floor, buttons for both the front and rear doors shall be provided in the firefighters' operation panel. The door open and door close buttons for the rear entrance shall be labeled "OPEN REAR" and "CLOSE REAR."
- .4 All buttons and switches shall be readily accessible, located not more than 1800 mm above the floor. The front of the cover shall contain the words "FIREFIGHTERS' OPERATION" in red letters at least 10 mm high.

### **1.22 Firefighters' Operation Instructions**

- .1 Instructions for the operation of the elevators on Phase I Emergency Recall shall be permanently incorporated with, or adjacent to the "FIRE RECALL" switch at the designated level. The wording of the instructions shall comply with wording only as shown in figure 2.27.7.1 of the B44 Code.
- .2 Instructions for the operation of the elevators on Phase II Emergency In-Car Operation shall be permanently incorporated on the rear of the fire panel door, or adjacent to the switch, in or adjacent to the operating panel in each car. The wording of the instructions shall comply with wording only shown in figure 2.27.7.2 of the B44 Code.
- .3 The instructions shall be in letters not less than 3mm in height and shall be permanently installed and protected against removal or defacement.

### **1.23 Firefighters' Emergency Operation Key - FEO-K1**

- .1 Provide a standard firefighters' operation key (FEO-K1).
- .2 The key shall be of a tubular type, 7-pin, style 137 construction and have a biting code of 6143521.
- .3 The same FEO-K1 key shall operate the elevator emergency power selector switch when provided, the fire recall switch and fire operation panel door.
- .4 The key switches shall comply with Clause 2.27.8 of the B44 Code and be of the Group 3 Security.

### **1.24 Identification**

- .1 Provide 100mm numerals corresponding to floor level on inside of hoistway doors and on fascia plates.
- .1 Provide 50mm numerals on all elevator equipment as previously specified. Include permanent numbers engraved in each elevator.
- .2 Provide all necessary engraving on faceplates as required by the Consultant, in English and French, Helvetica medium, upper and lower case.
- .3 All fastenings of cover plates for signals, buttons and panels shall be tamper proof type.
- .4 Identify the elevator at recall level. Use metal plates permanently installed with rivets or a permanent type glue. Numbers to be minimum 50mm high.
- .5 Provide raised character and braille floor designations on both door jambs minimum 50mm. Locate centre-line of numeral 1525 mm above floor level measured from the base line of the characters.
- .6 At the main entry level on both door jambs provide a 50mm raised star designation to the left of the floor designation number. All characters to comply with Clause E-17.
- .7 Provide at the main floor, bilingual, Elevator Corridor Call Station Pictograph as per Figure 2.27.9 of the B44 Code.

### **1.25 Independent Service Operation**

- .1 Provide independent service operation by means of a toggle switch in the car to allow the car to operate independently in response to car calls only.
- .2 Park the car with the doors open, and respond to a selected car call by constant pressure on the door close button, provided, that the doors have been closed and the interlock is made-up. Arrange for the doors to reopen if the constant pressure on the door close button is released at any point prior to the car starting.
- .3 Place the direction of travel under the control of the attendant. Arrange the operation to cancel all registered car calls, and by-pass registered hall calls. Do not operate hall lanterns when stopping at a floor.

### **1.26 Elevator Performance**

- .1 Provide smooth acceleration and deceleration of car without perceptible steps so as not to cause passenger discomfort.
- .2 Comply with all performance requirements as detailed in Part 3 of this specification.

### **1.27 Shop Drawings**

- .1 Within four (4) weeks after the award of the contract or issuance of the letter of intent, submit three (3) - 11 x 17 copies of the shop drawings.
- .2 Indicate on shop drawings the following information:
  - .1 A layout of the elevator equipment located in the machine room including all retained and new equipment complete with dimensions and weight. Layout drawings must be prepared and stamped by a Registered Professional Engineer.
  - .2 **Provide a Registered Professional Engineer stamped drawing of the fastening of the new machine to the existing machine room floor, and the hoist rope brake if it is not an integral part of the machine.**
  - .3 Characteristics of the equipment located in the machine room including KVA rating of transformer and heat dissipation of equipment.
  - .4 The fuse type and amperage for the main line disconnect switch.
  - .5 The specified temperature and humidity range requirements for the elevator equipment to ensure safe and normal elevator operation.
  - .6 Fixture details showing materials and finish.
  - .7 Car cab details in colour, indicating materials removed and added including the net weight added or removed.
  - .8 Machine guarding drawings.
  - .9 As part of the shop drawing submissions provide the requirements for the fire alarm modifications to the existing system to be carried out by the Owner. As a minimum, indicate the location of the smoke sensors, the contact arrangement (n/o or n/c) from the smoke sensors to the elevator machine room, the number and size of signal wiring to the machine room from the fire alarm panel.
  - .10 **Submit a copy of the TSSA Design Submission Application with the final submission of the shop drawings. Design Submission to include a completed copy of the TSSA Cab Weight Alteration Worksheet.**

### **1.28 Record Drawings**

- .1 Provide record drawings as required.
- .2 In addition, provide schematic wiring diagrams, including all changes made in final work, covering electrical and solid state equipment as supplied and installed, with a list of symbols corresponding to identification or markings on both machine room and hoistway apparatus.
- .3 All changes to the wiring diagrams must be marked up in RED and stamped by a Professional Electrical Engineer.
- .4 Provide a letter from a Professional Engineer confirming that the marked up drawings are complete and are "as built".
- .5 Provide an electronic copy of the final "as built wiring diagrams.
- .6 Neatly organize and **lamine all electrical drawings.**

### **1.29 Samples**

- .1 Contractor to provide Owner with samples or product information of the following:
  - .1 Car and hall button fixtures and indicators
  - .2 Stainless steel selections
  - .3 Floor finish selections
  - .4 Plastic Laminate wall finishes
  - .5 False ceiling finishes

### **1.30 Operation and Maintenance Manuals**

- .1 Provide all information necessary for the **safe** and efficient maintenance of the equipment and incorporate into the maintenance manuals. Provide two (2) sets of manuals. **One complete manual to be left in the elevator machine room and identified on the cover as MACHINE ROOM COPY.**
- .2 The maintenance data must include the following information:
  - .1 Description of system's method of lubrication, operation and control including, video monitor, motor control system, door operation, signals, fire-fighter's service, and special or non-standard features provided.

**Operation and Maintenance Manuals - cont'd**

- .2 As built schematic wiring diagrams covering electrical equipment as supplied and installed, including changes made in final work, with a list of symbols corresponding to identification or markings on both machine room and hoistway apparatus.
- .3 The maintenance data must include the following information:
- .4 Copies of Technical Standards and Safety Authority Design Submission and Final Inspection Report, Re-inspection reports, and a copy of the Warranty letter. Copies of the Electrical Safety Authority Inspections.
- .5 The fully completed test data forms from the Contractor indicating the dates and the results of the automatic fire recall test from the building fire alarm system and where required, the emergency power test from the standby generator with full load in one elevator. The name of the elevator technician who carried out the tests will also be included in the affidavit. **The manuals will not be approved until this information is provided.**
- .6 Parts catalogue giving complete list of repair and replacement parts with cuts and identifying numbers.
- .7 A copy of a Transmittal signed by Owner's Representative indicating that all tagged keys have been received by the authorized representative.
- .8 **Provide a site specific hard copy of the B44 Code Clause 8.6.1.2.1 detailed maintenance control program (MCP) as part of the manual submission. The MCP is to remain in the elevator machine room.**

**1.31 Interim and Post Final Inspection Maintenance Program**

- .1 The Contractor is to **include** the cost of the **Interim and post final inspection maintenance period** in his tender price. The interim maintenance period commences one (1) month after signing of the contract and the post final inspection period will terminate **THREE (3)** months after the issuance of the final certificate and acceptance of the project.
  - .1 The three (3) month post final inspection period will be extended until the elevator equipment related callback frequency is reduced to two calls per month.
  - .2 The Elevator Maintenance Contractor will be required to submit monthly callback reports to confirm the callback frequency.

**Interim and Post Final Inspection Maintenance Program - cont'd**

- .2 Perform all Tests and Examinations as required by Section 8.6 of the B44 Code, including any Supplements and the NRC maintenance specifications. The frequencies specified in this specification are a minimum. Should on-site conditions or manufacturers recommendations require more frequent procedures they shall be increased accordingly.
- .3 **During the interim, and post final inspection period, comply with the additional maintenance requirements listed below.**
- .4 **Include the cost of the interim and post final inspection period maintenance in the base tender price.**
- .5 Maintenance to include **monthly** systematic examination, cleaning, adjustment and lubrication of elevator equipment and the repair or replacement all defective parts due to normal wear and tear. Use only genuine parts produced by the manufacturer of the equipment.
- .6 Perform work at a minimum frequency of one visit per month; do not remove the unit from service during peak traffic periods.
- .7 Provide call back service 24 hours per day, seven (7) days per week at no additional charge to the Owner.
- .8 Maintain locally, near the place of work, an adequate stock of parts for replacement or emergency purposes. Have qualified personnel under the supervision and in the direct employ of the contractor available to ensure fulfillment of this maintenance service without unreasonable loss of time.
- .9 Maintenance service shall not be assigned or transferred to any agent or subcontractor without prior written consent of Owner.
- .10 Maintain in the elevator machine room one (1) copy of the schematic wiring diagrams covering electrical equipment as supplied and installed, including changes made in final work, with a list of symbols corresponding to identification or markings on both machine room and hoistway apparatus. Cover in plastic or laminate.
- .11 Provide in the elevator machine room a metal cabinet for the storage of approved lubricants and cleaning supplies. Provide a metal storage can for waste and oily rags.
- .12 Provide a site specific Maintenance Control Plan (MCP) as per Clause 8.6.1.2.1. of the B44 Code. The MCP is to remain in the elevator machine room.
- .13 Make all entries in the MCP in ink, legibly, consecutively and without blanks.
- .14 Computerized entries are not acceptable.

**Interim and Post Final Inspection Maintenance Program - cont'd**

- .15 As part of the regular maintenance program, and at no additional charge to the Owner, carry out the **annual Firefighters' Emergency Operation Test** and complete the "Maintenance Checklist for Firefighters' Emergency Operation - Record of Inspection Checks" as required and described in TSSA Ruling Ref. No. 239/10 dated June 21, 2010.

**1.32 Power Supply**

- .1 The existing 575 volt power supply will be retained. **Elevator Contractor to confirm power supply on site.**

**1.33 Electrical Services Included in This Contract**

- .1 The Elevator Contractor shall design his equipment to operate using the existing 3 phase power supply and feeder wiring size to the disconnect switch. The voltage supply may fluctuate by  $\pm 10\%$ .
- .2 **The Elevator Contractor is to hire and pay for the services of a Licenced Electrical Contractor to carry out all work identified in the electrical drawings included with this specification and contract documents.**
- .3 **Any modifications carried out to the existing electrical systems relating to the elevator modernization project such as : new pit or machine room lighting-secondary level lighting-Installation of GFI receptacles and all new wiring and piping from the mainline disconnect to the transformer must be carried out by a licensed electrician. The electrician must take out a Hydro permit before the work commences.**
- .4 All electrical new or modification work is to be inspected by the Electrical Safety Authority at the completion of the work. A copy of the inspection report must be provided to the Consultant. The electrical Contractor is responsible to pay the costs of the permit and inspection fees.
- .5 At the completion of the project the Elevator Contractor will be responsible for the testing and verification of the fire alarm system with the existing fire alarm contractor.

### **1.34 Warranty**

- .1 Warrant that the materials, the performance and workmanship are first class in every respect and make good any defects not due to ordinary wear and tear or improper use, which may develop within one (1) year from the date of acceptance of the equipment.
- .2 Warrant that the equipment performs to the standard set out herein.
- .3 The use of the elevator during the construction period shall not affect this warranty.
- .4 Neither the final payment nor any provision of the Contract documents relieves the Contractor of the responsibility for negligence or faulty materials or workmanship within the extent and period provided by law.
- .5 Upon written notice remedy any defects and pay all expenses for any damage to other work resulting from the defects.

### **1.35 Markings**

- .1 No trade marks shall appear on any piece of equipment visible to the general public.

### **1.36 Use of Elevators For Persons with Physical Disabilities**

- .1 New car and hall operating buttons shall comply with the requirements of Appendix E of the B44 Code and all other governing codes and regulations.
- .2 Provide a raised star to the left of the floor designation symbol on both jams at the main entry level only. All characters to be 50mm high.

### **1.37 Occupied Premises and Barricades**

- .1 Take into consideration the fact that this is an occupied building and must continue to function during the course of the modernization with a minimum of disruption.
- .2 The Contractor's employees shall be appropriately attired in Company Uniforms, be courteous to the occupants and abide by the same building rules and regulations required of the occupants.
- .3 All work must be performed in a manner that ensures the safety of the occupant and the user of the operating elevators. Should it be necessary to perform work where such safety cannot be ensured, it shall also be performed at a time acceptable to the Owner and during hours other than normal building business hours at no additional cost to the Owner.
- .4 All hoarding shall be removed at the end of the installation.



**Occupied Premises and Barricades - cont'd**

- .5 Provide barricades as required to protect the Public from hazardous conditions. Obtain Owners approval for the appearance of all barricades erected.
- .6 At the end of each day the work area is to be completely cleaned up. Do not leave any construction materials or equipment visible to the tenants.

**1.38 Schedule and Cost Breakdown**

- .1 Within three (3) weeks after **signing** of the contract, submit to the Consultant for approval, a bar chart schedule indicating anticipated progress stages for the project.
- .2 Include in this schedule, the following information:
  - .1 Submission of shop drawings after award of contract
  - .2 Submission of TSSA Design Submission Application
  - .3 Material delivery lead time
  - .4 Electrical Modifications to the machine room disconnect switches
  - .5 Date of removal of the elevator from service for modernization
  - .6 Moving of new equipment to machine room and removal of redundant machine room equipment
  - .7 Installation of new machine room equipment including deflector sheaves where required
  - .8 Installation of hoist and governor ropes
  - .9 Set-up elevator to run on temporary inspection
  - .10 Installation of new car roller guides
  - .11 Travelling cable and hoistway wiring
  - .12 Installation of hoistway door equipment
  - .13 Installation of car top wiring and levelling devices
  - .14 Cab Renovation
  - .15 Installation and wiring of car station and hall fixtures
  - .16 Installation and refurbishing of pit equipment
  - .17 Total modernization time
  - .18 Final adjusting time
  - .19 TSSA Inspection
  - .20 PNA Acceptance Inspection
  - .21 Correction of PNA deficiencies
  - .22 The date of completion of all work

**Schedule and Cost Breakdown - cont'd**

- .3 During the course of the modernization submit a **WEEKLY** progress report to the Consultant indicating the tasks and percentage of work completed for labour and material. **The reports are also to indicate the dates that the Project Manager was advised of the "WORK BY OWNER". Failure to submit this weekly report will delay the payment of the progress claims.**
  
- .4 Include with the schedule, a lump sum cost breakdown, indicating the percentage of the costs for the items listed below as a minimum.
  - .1 Engineering and TSSA submittals(maximum 5%)
  - .2 Equipment Manufacturing Costs (maximum 10%)
  - .3 Interim Maintenance Costs
  - .4 Building related work
  - .5 Total Labour
  - .6 Machine work, controller and drive
  - .7 Electrical Contractor work
  - .8 Hoistway door equipment and wiring
  - .9 Hoist ropes, governor ropes and fastenings
  - .10 Fixtures
  - .11 Cab interior work
  - .12 Machine room equipment guarding
  - .13 Adjusting and TSSA inspections
  - .14 Operation and Maintenance Manuals
  - .15 Correction of deficiencies (\$3000)
  
- .5 Provide one week's notice prior to the completion of the elevator and the date anticipated for the inspection.
  
- .6 Review and update the work schedule as the completion of the work progresses and notify the Consultant in case of modification.
  
- .7 If the work falls behind the schedule, take action as necessary to meet the schedule, including, but not limited to, extra personnel and overtime work, at no additional cost to the Owner.
  
- .8 Pay costs associated with this action unless the delay is caused by strikes, acts of government, riot, civil commotion, war, malicious mischief, act of God or any causes beyond the control of the contractor.

**1.39 Preliminary Details**

- .1 The Contractor shall submit, within 15 working days after award of the contract, all information and details required for the work to be performed by others in conjunction with the modernization of the equipment.
- .2 Within two months after award of contract, or receipt of letter of intent, provide Consultant with a copy of the TSSA Design Submission.

**1.40 Health and Safety Requirements**

- .1 Comply with the Province of Ontario Occupational Health and Safety Act and Regulations for Construction projects R.S.O. 1990, June 2002.
- .2 Comply with requirements of the Workplace Hazardous Materials Information System (WHMIS) regarding use, handling, storage and disposal of hazardous materials; and regarding labelling and the provision of material safety data sheets acceptable to Labour Canada.

**1.41 Powder Actuated Fastening Devices**

- .1 Do not use powder actuated tools using explosives, unless permitted expressly by the Consultant; comply with the requirements of CAN3-Z166.2-M85. (Use and Handling of Powder Actuated Tools.)

**1.42 Overtime Work Included**

- .1 Carry out any odour or noise generating work such as interior painting, all welding, core drilling, jack hammering, saw cutting, grinding after normal working hours of the building and at a time which is acceptable to the Owner. Thoroughly ventilate areas painted during "off hours".

**1.43 Technical Seminar**

- .1 Upon completion of the work, arrange with the Consultant to provide a seminar for the Owner's staff.
- .2 The seminar shall include a complete review of all documentation, operation of equipment, and demonstration of special features. Allow a minimum of four (2) hours for the seminar.
- .3 Provide the Consultant with written proof that this seminar has taken place and the date of the seminar and the name of the Contractor's representative who conducted the seminar.

## **PART 2 - PRODUCTS**

### **2.1 Components - Replaced and Retained**

- .1 The following **major** components as a minimum, shall be replaced with new equipment as specified herein.
  - .1 Controller and selector
  - .2 All machine room and hoistway wiring
  - .3 Geared machine and hoist motor
  - .4 All wiring and travelling cables
  - .5 Suspension and governor ropes
  - .6 Car door operator and hoistway door locking devices
  - .7 Overspeed Governor
  - .8 Car and Hall Operating Fixtures
  - .9 Car sill
  - .10 Car door detector
  - .11 Under car drum safeties
  - .12 Car top hitch plate
- .2 All other equipment whether specifically mentioned herein or not, may be retained by the Contractor. If retained, it shall be thoroughly refurbished, cleaned, painted and tested as required to ensure safe and proper operation and compliance with the B44 Code including all Supplements, and Appendix E, Elevator Requirements For Persons with Physical Disabilities.

### **2.2 Basic Materials and Design**

Include basic materials as follows:

- .1 Paint materials as listed in the MPI Approved Products List
- .2 All materials and equipment shall be new. Furnish samples as directed by the Consultant.
- .3 Where practical and subject to approval provide concealed fastenings hidden from public view and designed to withstand normal use.
- .4 Use major elevator components from standard product line of one manufacturer unless otherwise approved by the Consultant. Major components include motors, controllers, solid state drives, and control systems.

### **2.3 Wiring, Conduit and Fittings**

- .1 Provide **all** new B44 Code approved insulated wiring to connect all parts of the equipment including all wiring in hoistway, car top and car enclosure. Existing duct or conduit conforming to current CSA/ C22.1 CEC code may be used.
- .2 Install all new wiring according to prevailing CEC Code requirements.
- .3 Provide insulated wiring having a flame retarding and moisture resisting outer cover. Run the wires in metal duct or conduit.
- .4 Provide and connect all hoistway wiring, travelling cables, car wiring, etc., and all remote alarm indicators or other similar items, from the device to terminal blocks mounted and identified on the controller.
- .5 Provide a separate junction box, mounted on the side of the controller in the machine room, with terminals for the connection of "non elevator" devices, such as telephones, card reader interface and connect from the elevator controller to this junction box, as required.
- .6 Provide ten percent (10%) additional minimum spare wires.
- .7 Connect all wires from one live device to another live device, (e.g. from car operating panel to controller) to car terminal blocks and controller terminal blocks.
- .8 Check all wires, including spares, for continuity and grounds, and mark each wire by a number and each group as to destination.
- .9 Mark all connections on intermediate terminal blocks with corresponding numbers.
- .10 Where provided, ensure all flexible conduit is aluminum type.
- .11 Mark all individual wires by numbered waterproof markers.
- .12 Identify wires of multi-wire cables by colour code.
- .13 Label all terminal and junction boxes as to their function with permanently attached waterproof labels.
- .14 Label group of wires and multi-wire cables and mark all terminals with waterproof markers.
- .15 Provide stranded field wire with no splices.
- .16 Attach to each controller a legible list, neat and waterproof, showing wiring runs, colour codes and numerical codes.
- .17 Provide a supplementary, shielded cable running from machine room to the elevator, containing a least 2 pairs of shielded wires for eventual connection of security video camera. **Terminate the wiring in a 20 x 20 box on the car top, permanently and legibly identified as "camera wiring"**.

**Wiring, Conduit and Fittings - cont'd**

- .18 Do not use armoured flexible metal conduit as grounding conductor. Provide a separate ground wire in all flexible metal conduit where grounding is required.
- .19 Limit the use of flexible conduit on the car top to items that require movement or periodic adjustment. Excessive use of flexible conduit will be rejected.
- .20 All flexible conduit that rests on the car top must be installed in a uni-strut which is at least the same height as the conduit.
- .21 Provide a separate identified green ground wire to all switches and components connected by flexible conduit, such as, but not limited to, hoistway door locks, car gate switch, hall and car push buttons and limit switches.
- .22 All grounding or bonding conductors shall have a continuous outer finish that is green or green with one or more yellow stripes.
- .23 Comply with TSSA Enforcement Procedure Bulletin Ref.No. 222/07 relating to proper grounding procedures.
- .24 The conductors to the hoistway door locks shall meet the requirements of Rule 2-126 and Clause 38-011 of the Canadian and Ontario Electrical Safety Codes. The wiring must be rated for 200° centigrade and be of the SF type or equivalent.
- .25 Neatly tie up or lace up and identify all spare wires in the controller.
- .26 Do not run any wiring or conduit on the pit floor. Install all wiring and conduit a minimum 600 mm (24") above pit floor. Securely fasten and brace any conduit which runs across the hoistway above the floor.

**2.4 Travelling Cables**

- .1 Replace all travelling cables with new B44 Code approved flexible travelling cable designed specifically for elevator use.
- .2 Terminate cables on terminal blocks having identifying numbers to facilitate replacement and service.
- .3 Provide travelling cable with flame retarding and moisture resisting outer covers.
- .4 Suitably suspend the travelling cables to relieve strain in the individual conductors, (using a steel supporting strand with appropriate supports if the suspended weight exceeds 34 kg).
- .5 Provide ten percent (10%) additional minimum spare wires in each travelling cable.
- .6 Provide in the travelling cables, at least three (3) twisted pairs, shielded wires for audio, video or other electronic equipment.

**2.5 Lubrication**

- .1 Include means of lubricating bearings, requiring periodic lubrication.
- .2 When used, provide all grease fittings to fit same gun.
- .3 Provide visible and easily accessible lubrication points.

## **2.6 Car Roller Guides**

- .1 Thoroughly wash down the guide rails. Completely remove the existing car guide shoes. Provide new spring loaded type car roller guides. Rollers shall be minimum 152 mm.
- .2 Provide each guide with durable, oil resistant and resilient rubber tired ball bearing rollers to run on three finished rail surfaces.
- .3 Maintain each roller on its respective guide in uniform contact with rail surface at all time by means of substantial springs or by flexible mounting.
- .4 Provide guide operation, which is inaudible to passengers in the car or outside of the hoistway with the car operating at rated speed and car fan turned off.
- .5 Use roller tire material which will not develop flat spots after standing idle for 24 hours under average environmental conditions.

## **2.7 Counterweight Guide Shoes**

- .1 Retain and refurbish existing guide shoes.

## **2.8 Suspension Ropes and Fastenings**

- .1 Provide new steel wire rope constructed for elevator service, equal in design and type as those provided by the original manufacturer, for the suspension of the elevator car and counterweight.
- .2 Ropes installed on any one elevator, shall be from the same factory production run.
- .3 Provide new approved type wedge socket wire rope fastenings.
- .4 Provide individual compression springs at each end to equalize tension in ropes.
- .5 The returned end of the wire ropes on wedge clamp fastenings are to be secured with two (2) retaining clips. The first clip is to be set approximately 50mm above the top of the wedge clamp, the second clip at 100mm above the first clip. The end of the wire rope is to be bound and tied or taped to prevent injury.
- .6 Provide minimum 9mm diameter metal anti-rotation devices to secure all terminations after installation to prevent rotation of fastenings in hitch plates.

## **2.9 Car Top Hitch Plate**

- .1 Remove existing car top hitch plate.
- .2 Install new steel hitch plate, securely bolted to underside of car crosshead.
- .3 Thickness of hitch plate and method of fastening to comply with Clause 2.15.13 of the B44 Code.

### **2.10 Guide Rails and Fastenings**

- .1 Check rail alignment and plumb same within maximum variation of 1.6mm over any 6.1m section.
- .2 Check all fastenings to ensure secure and solid attachment of rails.
- .3 Thoroughly clean down car and counterweight guide rails to ensure smooth operation of the roller guides and guide shoes.

### **2.11 Sheaves and Supporting Beams**

- .1 The existing sheaves and supporting beams may be retained and refurbished if compatible with the new machine. If not, provide new deflector sheaves and supporting beams as required to suit the new geared machine.
- .2 Provide any deflector sheaves and bearings and any beams necessary to obtain the proper lead of the ropes to car and counterweight.
- .3 Provide sheaves of cast iron, accurately machined and grooved for the diameter of ropes used and supported by steel beams or channels furnished in place.
- .4 Provide all sheaves sufficiently larger than that required by Code, in pitch diameter and thickness, to permit at least one regrooving of sheave.

### **2.12 Buffer Channels and Supports**

- .1 Retain and refurbish the existing car and counterweight buffer channels and supports.
- .2 Thoroughly wire brush and paint all pit steel with rust resistant black paint.

### **2.13 Spring Buffers**

- .1 Retain and refurbish existing spring buffers.
- .2 Securely fasten all springs in place.

### **2.14 Hoistway Door Entrance Assemblies**

- .1 Check all entrance assemblies for proper and secure fastening to the building structure. Check for broken welds. Repair where required.
- .2 Securely fasten any loose entrance assemblies or sight guards.
- .3 Sand and prepare all entrance assemblies, **paint all complete entrance assemblies. Colour choice by Owner.**



### **2.15 Counterweight**

- .1 Retain the existing counterweight, thoroughly clean off and examine the frame, bolts sheave, and fastenings for tightness and excessive wear.
- .2 Re-balance counterweight to equal the weight of the complete elevator car cab, frame and platform plus 40 to 42.5% of the contract load.
- .3 Check runby and post sign in the vicinity of the counterweight buffer indicating the maximum designed runby for this installation.
- .4 Paint complete counterweight Yellow in colour.

### **2.16 Car Free-Fall Safety**

- .1 Completely remove the drum type safeties under the car.
- .2 Provide new safeties under the car designed to release when the car moves in the UP direction.
- .3 Perform full load overspeed test in the presence of the Inspector.

### **2.17 Open Door Inspection Operation**

- .1 Provide in each controller switches marked "CAR DOOR BYPASS" and "LANDING DOOR BYPASS".
- .2 Provide circuitry that will prepare the control system so that, when an inspection operation is activated, the car may be moved with open door contacts in accordance with clause 2.26.1.5 of the B44 Code.

### **2.18 Top of Car Inspection Operation**

- .1 Provide new Top-Of-Car Inspection operation with open door circuits in accordance with clause 2.26.1.4.2 of the B44 Code.

### **2.19 Door Circuit Monitoring System**

- .1 Provide means to monitor the position of the car doors while the car is in the landing zone in accordance with clause 2.26.5 of the B44 Code.

## 2.20 Car Overspeed Protection

- .1 Provide means to prevent a car from overspeeding in the ascending direction of travel in accordance with clause 2.19.1 of the B44 Code. Include all materials, labour and engineering required, either for or as a result of the mounting and installation of the device.
- .2 Detect any uncontrolled movement of the car prior to or, at a minimum, at the time when the car reaches a predetermined overspeed, and cause the car to stop prior to the time when the counterweight strikes its buffers, or at least reduce the car speed to the speed for which the buffer is designed.
- .3 Device to be capable of performing as required without assistance from any elevator component that solely, without built-on redundancy, controls the speed, or deceleration, or stops the car during normal operation.
- .4 Device required to perform this function must apply pressure to the hoisting ropes not the drive sheave.
- .5 Provide a Hollister Whitney rope brake. Alternative devices will not be acceptable.

## 2.21 Car Uncontrolled Low Speed Protection

- .1 Provide means to prevent any uncontrolled movement of the car in accordance with clause 2.19.2 of the B44 Code.
- .2 Detect any uncontrolled movement of the car before the car travels away from the landing by more than 500mm and bring the car to a full stop before it travels an additional 750mm.
- .3 Device to be capable of performing as required without assistance from any elevator component that solely, without built-on redundancy, controls the speed, or deceleration, or stops the car during normal operation within the levelling zone.
- .4 Device required to perform this function must apply pressure to the hoisting ropes not the drive sheave.
- .5 Provide a Hollister Whitney rope brake. Alternative devices will not be acceptable.

## 2.22 Car Overspeed Governor

- .1 Provide a new **self resetting** overspeed governor and wire rope designed to suit existing speed and capacity of the elevator.
- .2 Provide new governor tension sheave in pit.
- .3 Calibration of the new governor shall be checked in the presence of the Consultant or Inspector.

### **2.23 Geared Basement Traction Machine**

- .1 Completely remove existing basement machine and install new machine.
- .2 Provide A Registered Professional Engineer's stamped drawing for the proper fastening of the new machine to the machine room floor. Install new machine as per the Engineer's drawing. Include any additional beams or special fastenings.
- .3 Provide traction type Hollister Whitney or Titan single wrap geared machine with 1:1 roping arrangement.
- .4 Geared machine to consist of an AC motor, electromechanical brake, steel worm, bronze gear, steel sheave shaft and traction sheave mounted in proper alignment on a suitable bed-plate.
- .5 Provide reversible AC motor with high starting current, specifically designed to meet the severe loads encountered in elevator service. Provide motor with a slip specification of 5% or less, or a NEMA rating of "A" or "B".
- .6 Provide not less than one (1) megohm insulation resistance between motor windings and motor frame.
- .7 Worm to be manufactured from annealed or stress relieved steel, accurately machined, ground and provided with a single end, double race and ball bearing thrust. Gear to be manufactured from a phosphor bronze rim, accurately cut, fitted and bolted to a cast iron spider.
- .8 Design to permit removal of thrust unit without dismantling machine.
- .9 Include means for lubrication and provide oil tight inspection ports for worm gear face, gear contact and gear mounting bolts.
- .10 Fabricate traction sheave from mehanite cast iron properly grooved for the cables and demountable from the gear sheave spider.
- .11 Design brake to be spring applied, electromagnetically released and quietly operated by direct current. Design and adjust for holding the car cab with 125% of the rated load. Impregnate winding with insulation and bake to prevent absorption of moisture and oil.
- .12 Design and adjust the machine so that when running at contract speed, vibrations shall not exceed a reading in excess of 0.3 mm taken at the end of the drive motor. The total back lash of the gear and the end play of the worm shall not exceed 0.178 mm as measured with balanced load plus 90 kg and balanced load minus 90 kg.

**Geared Basement Traction Machine - cont'd**

- .13 If the geared machine is to be dismantled to be transported to the machine room, all removed components must be dowelled before the machine is dismantled. The Consultant must be notified in advance, if and when the machine will be dismantled.
- .14 Provide all sheaves, support beams and fastenings as required to accommodate the new machine.
- .15 Adjust the brake for smooth and quiet operation.
- .16 Provide a removable metal guard on the drive sheave as per OSHA requirements.

**2.24 Limit Switches**

- .1 Provide new slowdown and final limit switches.
- .2 Dowel all final limit brackets to the rails.

**2.25 Direct Current Supply**

- .1 Provide rectifiers to supply direct current for elevator machine brake, control and operating equipment.

**2.26 Variable Voltage Variable Frequency Control**

- .1 Provide a variable voltage variable frequency, flux vector control system designed for a three phase AC induction motor. System to be capable of producing full torque at zero speed and shall utilize a shaft mounted position transducer to accurately measure the rotating frequency.
- .2 Provide closed loop tachometer feedback control. Continuously monitor the elevator speed signal from the velocity transducer and compare it with the intended speed signal to verify proper and safe operation of the elevator and to correct the actual speed to match the intended speed.
- .3 Provide stepless acceleration and deceleration and smooth operation at all speeds.
- .4 Use a three-phase, full wave bridge rectifier and capacitor bank to provide a DC voltage bus for the solid-state inverter.
- .5 Use power semiconductor devices and pulse width modulation, with a carrier frequency of not less than 10 kHz, to synthesize the three-phase, variable voltage variable frequency output to operate the hoist motor in an essentially synchronous mode.

**Variable Voltage Variable Frequency Control - cont'd**

- .6 The drive shall not create excessive audible noise in the elevator motor.
- .7 Provide capability of being adjusted or programmed to achieve the required motor voltage, current, and frequency, in order to properly match the characteristics of the AC hoist motor. A.C. motor to have a slip specification of 5% or less, or a NEMA rating of "A" or "B".
- .8 Provide a heavy duty type drive, capable of delivering sufficient current required to accelerate the elevator to contract speed with rated load and be able to maintain a 180% to 200% current overload for 3 seconds and a 150% current overload for 60 seconds. Equip drive with an electronic automatic stall prevention and voltage boost to prevent nuisance tripping during load or line transient conditions.
- .9 Provide means for removing regenerated power from the drive's DC power supply during dynamic braking. This power shall be dissipated in a resistor bank, which shall be an integral part of the controller. Failure of the system to remove the regenerated power shall cause the drive's output to be removed from the hoist motor.
- .10 Provide a contactor to disconnect the hoist motor from the output of the drive unit each time the elevator stops. Monitor contactor to ensure that the elevator will not restart if the contactor has not returned to the de-energized position when the elevator stopped.
- .11 Open all power feed lines to the brake by an electro-mechanical switch. A single ground, short circuit or solid-state control failure shall not prevent the application of the brake.
- .12 Arrange to continuously monitor the performance of the elevator in such a way that if the car speed exceeds 0.75 m/s during inspection operation or levelling, the car shall shut down immediately. Provide manual resetting.
- .13 The system shall not require DC injection braking to control the stopping of the elevator.
- .14 Provide encoder feedback to regulate hoist motor speed. Mount encoder on the motor shaft.

**Variable Voltage Variable Frequency Control - cont'd**

- .15 Provide a multi-functional diagnostic display in each drive. Display the following as a minimum:
  - .1 Line power loss.
  - .2 Instantaneous over current.
  - .3 Ground fault.
  - .4 Over voltage.
  - .5 Under voltage.
  - .6 Regeneration overload.
  - .7 High temperature, both motor and control.
  - .8 Circuit defect in drive unit.
  - .9 Loss of motor field.
  - .10 Soft start fault.
  - .11 Torque proving fault.
  - .12 Over speed.
  - .13 Faulty phase.
  - .14 Open brake resistance.
  - .15 Amperage

**2.27 Automatic Self-Levelling Feature**

- .1 Provide a self-levelling device which will automatically bring car to within 6.35mm or better, above or below the landing sill.
- .2 Compensate for overtravel or undertravel and bring car level to landing sill.

**2.28 Controllers and Cabinets**

- .1 Remove existing controller and cabinet and provide new controller enclosed in enamelled, ventilated, sheet steel cabinet. Include hinged doors for easy access.
- .2 Provide contacts to insure maximum conductivity with a wiping action to prevent sticking and fusion.
- .3 Provide electronic time delay devices which employ stable capacitors or crystals as time base.
- .4 Wiring on the controller, whether control or field wiring, must be done in neat, workman like order and all connections made to studs and terminals by means of grommets or similar connections.
- .5 All relays, contactors, fuses and printed circuit board components, etc., shall be clearly marked by means of tags not easily removable.

### **2.29 Computing Devices**

- .1 Isolate the inputs to micro-processors from external devices (such as push-buttons) and isolate the outputs to external devices (such as indicators) by means of relays or optical devices.
- .2 Provide the control program on read-only-memory with a minimum of 40% spare capacity, to allow for future programming modifications and extension.
- .3 Provide for separate regulated power supplies to serve each micro-processor system.

### **2.30 Selector**

- .1 Replace existing selector system with a new hoistway car position system, electrically coupled to the controller.
- .2 Design system to provide the controller with precise information as to the absolute position of the elevator within the hoistway.
- .3 Provide solid state devices, pulse generators, or magnetic switches, in combination with a fixed steel tape, for position and direction indication, speed reduction, levelling, door zone and related signals.
- .4 Do not use electro-mechanical stepper switches.
- .5 Design the unit so that the parts are readily accessible for replacement and adjustment.

### **2.31 Hoistway Switches**

- .1 Hoistway switches shall be silent in their operation and inaudible to passengers in the car with the fan turned off.

### **2.32 Solid-State Hardware**

- .1 Mount solid-state devices, except for high power silicon controlled rectifiers and rectifiers, on removable printed circuit boards.
- .2 Gold plate the contact points of edge connectors.
- .3 Provide plated through holes for double sided boards.
- .4 Make all connections to the printed circuits on the printed circuit boards by means of properly dimensioned pads.

**Solid-State Hardware - cont'd**

- .5 "Patched" connections will not be accepted.
- .6 Design solid-state devices for a high load of noise immunity.
- .7 Incorporate electrical noise suppression devices in the power supplies and the inputs and outputs associated with the solid-state circuits.

**2.33 Control Circuit Grounding**

- .1 Arrange the control circuits so that one side of the control power supply for external circuits is grounded to facilitate testing and trouble shooting.

**2.34 Hoistway Doors**

- .1 Check and adjust all doors to ensure doors will close smoothly, with the closing mechanism released and regardless of their position on the track, when a 2.7 kg horizontal force is applied at mid height on the door in the horizontal motion.
- .2 Check all doors for broken welds. Refurbish as required.
- .3 Check and tighten all loose gibs. Replace all worn gibs.
- .4 Check and tighten all loose sight guards.
- .5 Replace all worn rubber astragals.
- .6 Make hoistway doors open fully at all floors.
- .7 Install new top and bottom hoistway door retainers at all floors.

**2.35 Hoistway Access Device**

- .1 Provide at the top and bottom landings a new keyed hoistway access switches which operate in accordance with Clause 2.12.7.1 of B44 Code.
- .2 Locate switch in hall door sight guard or hall button fixture and engrave "Hoistway Access" with direction arrows on face plate. Include enable switch in service panel. A separate access fixture is also acceptable.
- .3 Provide hoistway door unlocking devices at every landing as per clause 2.12.6.1 of B44 Code . Provide stainless steel collars for all lunar key holes.

**2.36 Hoistway Door Sills & Frames**

- .1 Retain existing sills, clean and check for secure fastening.
- .2 Check all door frames for secure fastening to building.



**2.37 Fascias**

- .1 Check fastenings, clean and paint all fascias.

**2.38 Hoistway Door Hangers, Tracks, Locks and Closers**

- .1 Retain existing hangers and tracks. Replace all plastic rollers with steel rollers with nylon inserts.
- .2 Clean and check tracks for deformation and take corrective action.
- .3 Provide new GAL sill closers. Provide one closer for **each** door panel.
- .4 Clean, check, lubricate and adjust rollers and eccentrics to provide smooth and quiet operation.
- .5 Provide new GAL MOCP door locks and beaks. Provide new pick up roller assemblies. Dowel all assemblies to hoistway doors.
- .6 Provide a new separate green ground wire from door locks back to controller.
- .7 The existing hoistway door relating cable pullies and air cords may be removed.

**2.39 Car Doors Hangers and Tracks**

- .1 Retain and refurbish existing track and hangers.
- .2 Provide new steel rollers with nylon inserts. Provide rollers with ball or roller sealed bearings designed to retain lubricant.
- .3 Absorb upthrust with heavy duty type adjustable eccentric rollers equipped with ball bearings.

**2.40 Car Door Operator**

- .1 Remove the existing car door operator. Provide a new GAL MOVRF heavy duty digital, closed loop motor feedback car door operator.
- .2 Adjust the operator for smooth and quiet operation and to comply with Clause 2.12.5 of the B44 Code.
- .3 Provide a new GAL gate switch for **each** car door panel. Switch to be operated by a roller attached to the door panel. Provide a separate green ground wire to the switch.
- .4 The flexible conduit from the car door operator motor to the control box must be installed in a metal uni-strut to protect against obstructions on the car top.



#### 2.41 Infrared Proximity Detector

- .1 Provide a new **Panachrome** infrared proximity detector with a minimum of 150 infrared beams equally spaced.
- .2 Detector to protect the full door opening, such that a person or object passing through the car entrance causes the doors to re-open.
- .3 The zone of protection shall extend from 12.7mm above the sill to a minimum height of 1500mm, on each car door panel.
- .4 Device to be reliable and consistent in operation, not affected by humidity or temperature changes and have inherent long term reliability with minimum maintenance.
- .5 Upon failure of the device, shut the car down at the next available floor, with the doors in the fully open position.
- .6 **Include one additional complete spare Panachrome proximity detector to be left in the elevator machine room for future use and servicing.**

#### 2.42 Reduce Speed Door Closing

- .1 Should the doors be held open by the "proximity detector" for more than 20.0 seconds, sound a buzzer and reduce the door closing kinetic energy to 3.5 j. Time delay to be adjustable.

#### 2.43 Car Frame, Platform and Sill

- .1 Inspect complete car frame and platform to ensure all bolts are in place and tight and that hoist rope hitches are secure.
- .2 Provide new nickel silver sill.
- .3 Cover redundant crank off safety hole under platform with sheet metal. Paint metal black.
- .4 **Paint the bottom angled portion of the toe guard yellow with angled black stripes.**

#### **2.44 Top of Car Operating Device Equipment**

- .1 Provide a new stationary top of car operating device, with an alarm bell designed to operate on normal and emergency power, GFI duplex receptacle, and work light.
- .2 **Provide an additional moveable hand held operating fixture.** Provide a sufficient length of cord to ensure safe operation from all areas of the car top. Provide means to securely store the fixture on the car top when the unit is not in use. Paint the storage unit yellow in colour.

#### **2.45 Car Top Light**

- .1 Provide two (2) permanently connected and guarded lights on the car top.
- .2 Provide a minimum of 200 Lx lighting level at any location on the car top.
- .3 Provide a GFI duplex receptacle on car top.

#### **2.46 Car & Counterweight Weighing**

- .1 **When a cab interior upgrade is being carried out comply with TSSA Director's Order Reference No. 171/2002.**
- .2 **Prior to the start and at the completion** of the alteration, weight the car and counterweight separately. Record both weights.
- .3 Provide Consultant with a digital photo of the weighing and copy of the recorded weights.
- .4 Provide on the car top and fill in an Auxiliary Weight Data Tag.

#### **2.47 Car Cab Interior Refurbishing**

- .1 All new materials provided shall conform to Clause 2.14.2 of the B44 Code.
- .2 Thoroughly clean, sand and prepare surfaces to receive new materials and painting. Refurbish interior as specified herein.
- .3 All finished painting to be approved and accepted by the Owner and Consultant.
- .4 Polish and refurbish all existing square decorative vent fixtures in rear and side walls.
- .5 Submit **coloured** shop drawings of cab refurbishing details for review by the Consultant and Owner.

**2.48 Car Cab Interior**

**.1 Ceiling**

- .1 Retain and repaint the existing ceiling. Provide two coats of semi-gloss enamel. Colour choice by Owner.
- .2 Install in the location of the existing light fixture, one new two (2) tube 1220 mm long light fixture with plastic cover. Provide electronic ballasts and T8 Lamps.

**.2 Front Return Panels and Door Jambs**

- .1 Reclad the front return panels and car door jambs with **Avesta stainless steel Deco 1 pattern.**

**.3 Rear and Side Walls**

- .1 Retain and repaint the existing side walls. Provide two coats of semi-gloss enamel. Colour choice by Owner.
- .2 Install new hands free phone with flush stainless steel cover in location of existing phone.

**.4 Car Doors**

- .1 Retain existing car doors. Provide two (2) **new** lower guides on each door panel.
- .2 **Reclad car doors with Avesta stainless steel Deco 1 pattern.**
- .3 Provide a new clutch on car door.
- .4 Adjust car doors for quiet and smooth operation.
- .5 Provide new rubber nosing on the leading edge of each car door.
- .6 Adjust clearance between door and frame to be no more than 9mm.

**.5 Handrails**

- .1 Retain and re-finish the existing handrails.

**.6 Car Sill**

- .1 Provide new Nickel Silver car sill with anti-slip surface.

**.7 Flooring**

- .1 Remove the existing flooring. Install new sub floor to suit sill height. Install new Amtico rubber flooring -colour MLS 133 Polished Pewter Slate finish.
- .2 Permanently cover existing hole in floor for the crank off safety.

**.8 Pads and Hooks**

- .1 Provide pad hooks in the cab and one complete set of fire resistant pads.

#### 2.49 Car Operating Panel and Service Cabinet

- .1 Provide **one** new car operating panel, with hinged stainless steel face plate. New operating panel to cover complete cutout of existing panel. **Install new operating panel in location of existing panel.** Modify existing handrail if required to accommodate new panel. Return end of handrail to the wall.
- .2 Locate all buttons in accordance with Appendix E, of the B44 Code. Top button to be no more than 1220 mm above the finished floor.
- .3 Provide **Dupar US 91 Compact 2** stainless steel **Bi Colour White - Blue** buttons. Provide **square slim line** raised numerals with braille to the left of each button. Surface mounted plates will not be accepted. Where possible use international symbols. All other markings to be engraved on the faceplate in both official languages.
- .4 Common devices to be included in the car station are as follows:
  - .1 Floor push buttons with integral illumination using Blue LED type lights with a minimum 100,000 hour rating. Illuminate button and provide momentary audible signal when call is registered and extinguish the call when the car stops at the selected floor.
  - .2 Alarm, door open, and door close buttons. **Provide and illuminate the wording "Door Open and Door Close" on the buttons. Provide Bi-Colour White - Blue wording on the buttons.** Engrave the bilingual wording " Door Open and Door Close above or under the buttons.
  - .3 Letters and numbers must indicate the position corresponding to the landing through which the car is passing or at which it is stopped.
  - .4 Lens for Emergency Lighting System as specified elsewhere in the specifications.
  - .5 Visual and audible signal for Firefighter's Operation.
  - .6 Audible signal to sound when the car stops at or passes a floor. Signal volume to be adjustable between 50 and 70 dBA.

**Car Operating Panel and Service Cabinet - cont'd**

- .5 Provide in the car operating panel a **service cabinet with a hinged self-locking door**. Provide **METAL TOGGLE** switches inside the service cabinet, appropriately marked by **wording not symbols**, to control the following:
  - .1 Car Lights- **engrave OFF and ON positions.**
  - .2 Car ventilating fan-**engrave OFF and ON positions.**
  - .3 Test **button** for emergency lighting
  - .4 Independent service switch -**engrave OFF and ON positions.**
  - .5 Inspection key switch - **engrave OFF and ON positions.**
  - .6 Provide one spare key switch
  - .7 One GFI receptacle.
  - .8 Key operated stop switch - **engrave Stop and Run positions**
- .6 Engrave the following on the operating panel.
  - .1 Elevator Number in minimum 50 mm numerals
  - .2 Elevator Capacity in Kilograms and Number of Persons
  - .3 TSSA Installation Number and Logo
  - .4 Licence located in machine room” in letters 12mm in height. Engrave with black fill
- .7 Submit samples of buttons and layout drawings to Consultant for approval.

**2.50 Car Position Indicator**

- .1 Provide **in the location of the existing position indicator**, a new digital car position indicator. Use Blue LED type, 100,000 hour rating, on a high resolution screen display.
- .2 Display letters and numbers in segmented format at least 50 mm high.
- .3 Letters and numbers must indicate the position corresponding to the landing through which the car is passing or at which it is stopped.
- .4 Provide an audible signal to sound when the car stops at or passes a floor. Signal volume to be adjustable between 50 and 70 dBA.
- .5 Letters and numbers appearing on the indicator must be arrange to illuminate in sequence and to transfer illumination instantaneously between floor levels.
- .6 Provide #4 stainless steel cover plate.

### **2.51 Hall Buttons and Indicators**

- .1 Provide **one** riser of new extended hall button fixtures identical in design to the car buttons with integral blue illumination using 100,000 hour rated Blue LED illumination.
- .2 Illuminate corresponding "UP or "DOWN" call button when call is registered. Extinguish illumination when call has been answered.
- .3 The **key** switch shall be a three 3 position RESET- OFF- ON for the Fire Recall service. Provide FEO (1) key switch.
- .4 Provide a **Bilingual** "out of service indicator light", 75mm diameter in each fixture. Include an out of service toggle switch at controller. Out of service indicator is to illuminate any time service is denied to the hall buttons.
- .5 Provide a digital position indicator in each fixture.

### **2.52 In-Car Lanterns and Gongs**

- .1 Provide new in-car lanterns with electronic "Chime" type gongs. Locate lanterns in car door jamb post, with the centerline of the fixture 1830 mm above the floor.
- .2 The lantern indicator shall consist of an LED digital display in the shape of an arrow, mounted flush with the faceplate. Use LED type, 100,000 hour rating, on a high resolution screen display.
  - .1 Visual elements shall be a minimum of 60 mm in the smallest direction.
  - .2 The lens for the Up direction shall be green in colour, and the lens for the Down direction shall be red in colour.
- .3 Arrange lanterns so that when the car stops in response to either a car call or a hall call, the in-car lantern, corresponding to the direction of travel, illuminates and the gong operates as the doors are opening.. Signal volume to be adjustable between 60 and 90 dBA. Lantern to remain illuminated until the car closes its doors.
- .4 In case of over travel arrange the in-car lantern to remain illuminated indicating original direction of travel.
- .5 Sound gong once for "UP" and twice for "DOWN" stops.
- .6 Lantern fixture plate shall be of stainless steel No. 4 finish and brushed vertically.
- .7 Fasteners shall be of the vandal resistant type.
- .8 Locate new lanterns in the car door jamb on opposite side of hall buttons.

### 2.53 Signal Illumination

- .1 Illuminate all letters and all numbers with sufficient intensity to produce distinct and well defined indication under ambient lighting conditions.

### 2.54 Bilingual Markings

- .1 Engrave identification and instructions at least 0.25 mm deep on operating panels and on all signal equipment in both English and French except where design is such that inference is obvious and readily understood.
- .2 All position indicators are to display Bilingual Characters similar to the Bilingual floor markings in the car operating panel.

### 2.55 Faceplate Fastenings

- .1 Fasten all signal fixture face plates securely with unexposed fasteners or with tamper-proof fasteners.

### 2.56 Car Emergency Lighting

- .1 Provide new battery operated emergency lighting equipment. The lens is to be incorporated into the car operating panel.
- .2 Provide general illumination in the car with a minimum of 5 lx intensity 1200mm above the car floor and 300mm in front of the operating panels for at least a four (4) hour period.
- .3 Include means for convenient manual operation and testing of the unit in the car station service cabinet. **Arrange test button to turn off normal lighting when testing emergency lighting.**

### 2.57 Alarm Bell

- .1 Provide an alarm bell located on the car designed to operate under permanent and emergency power conditions.
- .2 The alarm button in the cab to illuminate when pressed.



**2.58 Emergency Communications System In the Car**

- .1 Comply with clause 2.27.1.1.1 of the B44 Code.
- .2 Provide on the stainless steel cover plate, perforation holes for a hands free communication system. Provide beside the phone button, a **yellow** International Telephone Symbol and engraved wording "PHONE". Provide an LED visual indicator and engraving, to indicate to persons with hearing disabilities that their call for assistance has been acknowledged.
- .3 **Locate new communication system on side wall in location of existing telephone. Stainless Steel cover plate to cover complete existing cutout.**
- .4 The device shall be activated by pressing the **PHONE** button located on the face plate and shall automatically ring a telephone number of the Owners choice. Once activated in the elevator the line shall remain open until disconnected by the receiver.
- .5 The line dialler network shall operate on any central office line along with conventional phones and shall have an internal battery for memory back-up for a minimum of two hours in the event that power fails or the dialler is removed from the telephone line.
- .6 The device shall contain a ring sensor which shall allow the initiation of a call to the elevator. The number of rings shall be adjustable. The two-way communication shall not be transmitted to an automatic answering system.
- .7 The two-way communications, once established, shall be disconnected only when authorized personnel outside the car terminate the call.
- .8 The two-way communications means shall provide on demand to authorized personnel, information that identifies the building location and elevator number and that assistance is required.
- .9 Provide all wiring necessary for the complete installation of the system from the device in the elevator to an externally located terminal in the elevator machine room. Connect to the telephone line.
- .10 The two-way communications means shall not use a handset in the car.
- .11 If the emergency communication means is connected to the building power supply, it shall automatically transfer to a source of standby or emergency power as required by the applicable building code, after the normal power fails. The power source shall be capable of providing for illumination of the visual indication within the car, and the means of emergency communications for at least 4 hours; and the audible signaling device for at least 1 hour.

**2.59 Emergency Communications System In the Car Verification**

- .1 Comply with Clause 2.27.1.1.6 of the B44 Code
- .2 Provide a minimum of one illuminated visual and audible signal for each group of elevators controlled by the Fire Recall Switch. Provide a stainless steel faceplate.
- .3 The visual signal is to be located at the designated landing in the vicinity of the Fire Recall Switch.
- .4 Provide all Bilingual engraving as required.

**2.60 Audible & Verbal Floor Announcement**

- .1 Provide verbal floor announcement as per clause E-10.3 of B44 Code.
- .2 Provide announcements in both Official Languages.
- .3 Provide in the car operating panel, perforation holes for a separate speaker for the verbal floor annunciator device.

**2.61 Keys**

- .1 Provide six (6) sets of keys for each control device and six (6) sets of keys for Firefighters Emergency Service switches.
- .2 All keys shall be grouped as per clause 8.1.1 of the B44 Code.
- .3 Organize keys on suitable key rings with permanently engraved tags, clearly identifying use. Tags to be approved by ,and presented to the Owner's representative.
- .4 Provide Consultant with a copy of a Transmittal signed by Owner's Representative indicating that all tagged keys have been received by the authorized representative.
- .5 Provide a copy of the Transmittal in the maintenance manuals.

**2.62 Material and Marking of Crosshead Data Plates**

- .1 All crosshead data plates including the cab alteration weight data tag must comply with Clause 2.16.3.3 of the B44 Code.
- .2 All data plates must be permanently fastened to the crosshead with screws or silicone glue. Alternate fastenings will not be accepted.
- .3 All information on the data plates must be engraved or permanently marked so as the information cannot be easily removed.

### **PART 3 - EXECUTION**

#### **3.1 Workmanship and Procedure**

- .1 Install all equipment in a first class workmanship manner. Upon completion do all necessary repairs, cleaning, and painting as required to turn the equipment over in "New Condition".

#### **3.2 Arrangement of Equipment**

- .1 Arrange equipment in machine room so that rotating elements, sheaves and other equipment can be removed for repairs or replacement without dismantling or removing other equipment components.
- .2 Arrange equipment for clear passage.
- .3 Arrange equipment according to shop drawings.
- .4 Accommodate equipment in provided space according to above mentioned requirements.

#### **3.3 Welding**

- .1 All field welds shall be identified with the welder's identification stamp.

#### **3.4 Interlock**

- .1 Permanently dowel interlock pick-up roller supports.
- .2 When dowelling the pickup assembly drill a 5/32 pilot hole through the complete assembly and install a 10-32 self tapping screw as per the manufacturers recommendations. Alternative fastening methods will not be acceptable.

#### **3.5 Surface Protection**

- .1 Provide protective coverings for finished surfaces.

#### **3.6 Limit Switches**

- .1 Subsequent to the performance of safety tests and checks by the Inspecting Authorities, fasten final limit switches and brackets by through bolting or dowelling.

### **3.7 Brake**

- .1 Adjust brake to hold car cab plus 125% of the rated load.
- .2 After final adjustment of the brake and subsequent to the performance of safety tests and checks by the Inspecting Authorities, drill the brake spring nuts and rod and insert a cotter pin or seal to avoid incorrect or different adjustments in the future
- .3 Arrange the brake to stop the elevator with full load in the car from full speed in the down direction within the normal stopping distance of the car.
- .4 Provide and fill out brake setting data plate after final adjusting.

### **3.8 Car Balance**

- .1 Check the static balance of the car.
- .2 Adjust the equipment and all guide rollers so that at any point the pressure upon the rollers does not exceed 11 kg with closed doors and empty car cab.

### **3.9 Counterweight Balance**

- .1 Check the static balance of the counterweight.
- .2 Check and adjust as required to ensure that the counterweight is equal to the complete elevator cab plus between 40 to 42.5% of the contract load.

### **3.10 Speed Variation**

- .1 Adjust for speed variation as follows:
  - .1 When lifting rated load, do not permit car speed to vary from rated speed by more than 2%.
  - .2 When operating under varying normal conditions, i.e. rated load to no load, do not permit operating conditions to exceed 2%.

### **3.11 Operating Time**

- .1 Adjust the equipment so that the elapsed time to travel one typical floor does not exceed 13.5 to 14.5 seconds in both directions.
- .2 Measure this time as follows:
  - .1 The time starts when the fully opened doors begin to close and continues until the car is stopped level with the next floor and the car and hall doors are open to three-quarters of their fully open position.
  - .2 Floor level is considered to be within 6mm of level.
  - .3 The time is measured with full load in the car and in both directions of travel.
  - .4 The power door operation for the hall and car doors conforms to the elevator safety code requirements.
  - .5 Adjust the equipment so that for other conditions of loading, the time does not vary more than five percent (5%).
  - .6 Adjust the equipment so that the operating time, as set out above, is compatible with dependable, consistent operation without undue wear or excessive maintenance and can be readily maintained over the life of the elevator installation.
  - .7 Adjust the equipment so that with the control adjusted to give the required time, the elevator operates under smooth acceleration and retardation and provides a comfortable and agreeable ride to the passengers.

### **3.12 Door Adjustment**

- .1 Arrange levelling and door opening controls in such a manner that the doors start to open during the levelling zone and the doors are open to three quarters of fully open when the car is stopped level with the floor.
- .2 The time required to open the doors measured from start of open to fully open position shall not exceed 2.5 seconds.
- .3 The time required to close the doors measured from start of close to fully closed position shall not exceed 3.0 seconds.

### **3.13 Ride Performance**

- .1 Acceleration/Deceleration
  - .1 Adjust the equipment to allow the car to start, accelerate, decelerate and stop smoothly.

### **3.14 Elevator Consultant**

- .1 The Elevator Consultant has general supervision and direction of the elevator work. He is authorized to stop the work whenever the stoppage is necessary to insure the proper execution of the contract.
- .2 The Elevator Contractor will furnish competent men and equipment for inspecting and directing speed, load and such other acceptance tests as the Elevator Consultant may deem advisable.
- .3 The Elevator Consultant will carry out one (1) Final Inspection and one (1) Re-inspection. The cost of any additional inspections required due to the Elevator Contractors failure to correct any outstanding deficiencies previously listed, will be charged to the Elevator Contractor by the Owner.

### **3.15 Inspections Field Tests and Commissioning**

- .1 Furnish competent personnel to assist the Consultant during the inspection and testing of the systems. Make the appropriate corrections until final acceptance of the installations.
- .2 The inspections will be carried out to ensure that the workmanship is in compliance with plans and specifications.
- .3 Provide a minimum of three working days notice to Consultant for testing. Prior to giving notice the Contractor shall test all systems to ensure proper operation.
- .4 Perform all tests as required by the B44 Code and the Technical Standards And Safety Act,2000 O.Reg 209/01.
- .5 Upon completion of the elevator provide all personnel, instruments and devices required to perform the following:
  - .1 Test car and counterweight balance to verify specification requirements.
  - .2 Test the equipment under full load and no load to verify the speed variation performance requirements.
  - .3 Test operating times to verify the performance requirements.
  - .4 Test door operating equipment to verify the performance requirements.
  - .5 Test the ride to verify the performance requirements.
  - .6 Perform all electrical readings and complete technical data forms required by the specifications.

### **3.16 Cleaning and Painting**

- .1 Upon completion thoroughly clean, remove all indications of rust and paint the following: Use low odour paint only.
  - .1 Machine room equipment in Enamel paint. Paint drive sheave yellow.
  - .2 Machine room floor in Grey Floor Enamel.
  - .3 Car top in rust resistant grey paint, crosshead in black. Toe guard in black.
  - .4 Counterweight frame and blocks in rust resistant yellow paint.
  - .5 Pit equipment, channels, and buffer supports in rust resistant black paint.
  - .6 Paint car top safety railing and pit ladder yellow.
  - .7 Horizontal area of the refuge space in the pit.
  - .8 Hoistway fascia plates in rust resistant black paint.

**3.17 Traction Elevator Performance Data Form**

- .1 After completion of the work on the elevator and before the Consultant's Acceptance Inspection, complete and submit this form to the Consultant. The Consultant will not carry out an Acceptance Inspection until receipt of the completed and signed form.

<b>Elevator No. _____</b>	<b>Installation No. _____</b>	<b>READINGS</b>
CAR SPEED UP (fpm)		
CAR SPEED DOWN (fpm)		
FLOOR TO FLOOR TIME UP (seconds)		
FLOOR TO FLOOR TIME DOWN (seconds)		
BRAKE TO BRAKE TIME UP (seconds)		
BRAKE TO BRAKE TIME DOWN (seconds)		
EMPTY CAR - RUNNING CURRENT UP (amps)		
EMPTY CAR - RUNNING CURRENT DOWN (amps)		
FULL LOAD - RUNNING CURRENT UP (amps)		
FULL LOAD - RUNNING CURRENT DOWN (amps)		
CAR DOOR OPEN TIME (seconds)		
CAR DOOR CLOSE TIME (seconds)		
CAR CALL DWELL TIME (seconds)		
HALL CALL DWELL TIME (seconds)		
NUDGING TIME OUT (seconds)		
DOOR CLOSING STALL FORCE (lbs)		
LEVELLING ACCURACY (")		
TYPE OF DOORS		
CAR DOOR ENTRANCE WIDTH (")		
CODE ZONE DISTANCE (inches)		
NUDGING CLOSE TIME IN CODE ZONE DISTANCE (seconds)		
SAFETY SLIDE DISTANCE (inches)		
GOVERNOR OVERSPEED SWITCH TRIP (fpm)		
SAFETY APPLICATION TRIP SPEED (fpm)		
CAR CAB NOISE LEVEL - CAR RUNNING - FAN OFF		
<b>TESTS PERFORMED BY:</b>		<b>DATE:</b>

- .2 This form shall be signed by the person responsible for the performance of the test.



**3.18 Automatic Emergency Recall Test Data**

- .1 After completion of the modernization project and correction of all TSSA deficiencies, arrange with the Owner or Property Manager for a test of the elevator on automatic emergency recall. Carry out this test after normal working hours if requested by the Owner or Property Manager. The Consultant will not carry out a **Final** Inspection until receipt of the completed and signed form. A copy of this completed form must also be included in the O&M manuals.

<b>Recall Test Date</b>		
<b>Elevator Contractor</b>		
<b>Fire Alarm Testing Contractor</b>		
<b>Tests Performed By:</b>		
<b>Devices Activated</b>	<b>B44 Code Requirements</b>	<b>B44Code Compliance</b>
Hoistway Detector	All cars returned to the Designated Level with fire hats flashing in car	Yes / No
Machine Room Detector	All cars returned to the Designated Level with fire hats flashing in car	Yes / No
General Fire Alarm Activation Devices from hall floors	All cars returned to the Designated Level -- fire hats in car did not flash but illuminated	Yes / No
Dedicated Detector at Designated Level	All cars returned to the Alternate floor -- fire hats in car did not flash but illuminated	Yes / No
Recall Switch at Main Floor	Indicator light illuminated when on automatic or manual recall	Yes / No

- .2 This form shall be signed by the person responsible for the performance of the test.





### **MP1 Montant à payer – Généralités**

1.1 Sous réserve de toutes autres dispositions du Contrat, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, aux dates et de la manière énoncées ci-après, le montant par lequel:

1.1.1 l'ensemble des montants prévus à l'article MP2 excède,

1.1.2 l'ensemble des montants prévus à l'article MP3

et l'Entrepreneur accepte le paiement comme paiement final de tout ce qu'il a fourni et fait relativement aux travaux auxquels le paiement se rapporte.

### **MP2 Montants payables à l'Entrepreneur**

2.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.1 sont l'ensemble :

2.1.1 des montants prévus dans les Articles de convention; et

2.1.2 le montant, s'il en est, payable à l'Entrepreneur conformément aux Conditions générales.

### **MP3 Montants payables à Sa Majesté**

3.1 Les montants mentionnés à l'alinéa MP1.1.2 sont l'ensemble des montants, s'il en est, que l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté en vertu du Contrat.

3.2 Dans tout paiement fait à l'Entrepreneur, le fait pour Sa Majesté d'omettre de déduire d'un montant mentionné à l'article MP2 un montant mentionné au paragraphe MP3.1 ne peut constituer un abandon de son droit de faire une telle déduction, ni une reconnaissance de l'absence d'un tel droit lors de tout paiement ultérieur à l'Entrepreneur.

### **MP4 Date de paiement**

4.1 Dans les présentes modalités de paiement :

4.1.1 «période de paiement» signifie un intervalle de 30 jours consécutifs ou tout autre intervalle plus long convenu entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel;

4.1.2 un montant est «dû et payable» lorsqu'il doit être versé à l'Entrepreneur par Sa Majesté selon les paragraphes MP4.4, MP4.7 ou MP4.10;

4.1.3 un montant est en souffrance lorsqu'il demeure impayé le premier jour suivant le jour où il est dû et payable;

4.1.4 «date de paiement» signifie la date du titre négociable d'un montant dû et payable par le Receveur général du Canada et émis aux fins de paiement;

4.1.5 «taux d'escompte» signifie le taux d'intérêt, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à l'ouverture des bureaux à la date de paiement.

4.2 À l'expiration d'une période de paiement, l'Entrepreneur doit remettre au représentant ministériel



une demande d'acompte par écrit et y décrire toute partie achevée des travaux et tous les matériaux livrés aux lieux des travaux, mais non incorporés aux travaux, durant la période de paiement faisant l'objet de la demande d'acompte.

- 4.3 Le représentant ministériel, dans les dix jours suivant réception d'une demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2 :
- 4.3.1 fait l'inspection de la partie des travaux et des matériaux qui y sont décrits, et
  - 4.3.2 présente un rapport sur le progrès des travaux, dont le représentant ministériel envoie une copie à l'Entrepreneur, indiquant la valeur de la partie des travaux et des matériaux décrits dans la demande d'acompte que, selon le représentant ministériel :
    - 4.3.2.1 sont conformes aux dispositions du Contrat, et
    - 4.3.2.2 n'étaient visés par aucun autre rapport concernant des travaux du Contrat.
- 4.4 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.5, Sa Majesté, au plus tard 30 heures après la réception par le représentant ministériel de la demande d'acompte mentionnée au paragraphe MP4.2, paie à l'Entrepreneur :
- 4.4.1 une somme égale à 95% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa MP4.3.2, si l'Entrepreneur a fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, ou
  - 4.4.2 un montant égal à 90% de la valeur indiquée dans le rapport sur le progrès des travaux mentionné à l'alinéa 4.3.2, si l'Entrepreneur n'a pas fourni un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux.
- 4.5 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.4, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.5.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.6, pour les travaux et matériaux visés dans la demande d'acompte prévue au paragraphe MP4.2,
  - 4.5.2 dans le cas de la première demande d'acompte de l'Entrepreneur, un calendrier d'exécution conformément aux parties pertinentes des Devis, et
  - 4.5.3 si un calendrier est exigé, sa mise à jour aux moments précisés dans les parties pertinentes des Devis.
- 4.6 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.5, l'Entrepreneur atteste :
- 4.6.1 qu'au jour de la demande d'acompte de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail, et
  - 4.6.2 qu'au jour de la précédente demande d'acompte, l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce qui concerne les travaux visés par le Contrat.



- 4.7 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.8, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 30 jours suivant la date de délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.7.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4;
  - 4.7.2 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de la correction de toutes déficiences dans les travaux et décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement; et
  - 4.7.3 du montant égal au coût pour Sa Majesté, estimé par le représentant ministériel de l'achèvement de toute partie des travaux décrite dans le Certificat provisoire d'achèvement ne comportant pas la correction des déficiences visées par l'alinéa MP4.7.2.
- 4.8 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.7, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel,
- 4.8.1 une déclaration conforme à celle décrite au paragraphe MP4.9 relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, et
  - 4.8.2 s'il est précisé dans les parties pertinentes des Devis, une mise à jour du calendrier d'exécution mentionné à l'alinéa MP4.5.2 qui, en plus des exigences énoncées, soit suffisamment détaillé concernant l'achèvement des travaux non-terminés et la correction de tous les défauts, le tout à la satisfaction du représentant ministériel.
- 4.9 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.8, l'Entrepreneur atteste qu'au jour de l'émission du Certificat provisoire d'achèvement :
- 4.9.1 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales aux termes des Conditions de travail;
  - 4.9.2 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales envers ses sous-entrepreneurs et ses fournisseurs de matériaux en ce que concerne les travaux visés par le Contrat; et
  - 4.9.3 l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations mentionnées au paragraphe CG14.6.
- 4.10 Sous réserve de l'article MP1 et du paragraphe MP4.11, Sa Majesté verse à l'Entrepreneur, dans les 60 jours suivant la date de délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, la somme mentionnée à l'article MP1, moins l'ensemble :
- 4.10.1 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.4, et
  - 4.10.2 de tous les paiements effectués conformément au paragraphe MP4.7.
- 4.11 Il est essentiel, pour que Sa Majesté s'acquitte de son obligation mentionnée au paragraphe MP4.10, que l'Entrepreneur fasse et remette au représentant ministériel une déclaration conforme



à celle décrite au paragraphe MP4.12.

- 4.12 Dans la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.11, l'Entrepreneur atteste, outre les mentions requises en vertu du paragraphe MP4.9, que l'Entrepreneur s'est acquitté de toutes ses obligations légales et qu'il a satisfait à toutes les réclamations légales formulées contre lui par suite de l'exécution des travaux.

**MP5 Le rapport sur le progrès des travaux et le paiement y afférent ne lient pas Sa Majesté**

- 5.1 Ni le rapport sur le progrès des travaux mentionné au paragraphe MP4.3, ni les paiements effectués par Sa Majesté en conformité des Modalités ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et les matériaux sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes au Contrat.

**MP6 Retard du paiement**

- 6.1 Nonobstant l'article CG7, le retard apporté par Sa Majesté à faire un paiement à sa date d'exigibilité en vertu du présent Contrat, ne constitue pas un bris du Contrat.
- 6.2 Sa Majesté versera, sans que l'Entrepreneur le demande, des intérêts simples au taux d'escompte plus 1 ¼ p. 100 sur les montants en souffrance en vertu de l'alinéa MP4.1.3, intérêts qui s'appliquent à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement, sauf que
- 6.2.1 les intérêts se seront ni exigibles ni versés à moins que le montant dont il est question au paragraphe MP6.2 ait été en souffrance pendant plus de 15 jours suivant :
- 6.2.1.1 la date à laquelle ladite somme est devenue due et payable, ou
- 6.2.1.2 la date de réception par le représentant ministériel de la déclaration conforme à celle décrite aux paragraphes MP4.5, MP4.8 ou MP4.11;
- selon la plus avancée de ces deux dates, et
- 6.2.2 les intérêts ne seront ni exigibles ni versés sur les paiements anticipés en souffrance, le cas échéant.

**MP7 Droit de compensation**

- 7.1 Sans restreindre tout droit de compensation ou de retenue découlant explicitement ou implicitement de la loi ou d'une disposition quelconque du Contrat, Sa Majesté peut opérer compensation de toute somme due par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat ou de tout contrat en cours, à l'encontre des sommes dues par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 7.2 Pour les fins du paragraphe MP7.1, l'expression «contrat en cours» signifie un contrat entre Sa Majesté et l'Entrepreneur :
- 7.2.1 en vertu duquel l'Entrepreneur est légalement obligé d'exécuter ou de fournir du travail,



de la main-œuvre ou des matériaux; ou

- 7.2.2 à l'égard duquel Sa Majesté a, depuis la date à laquelle les présents Articles de convention sont intervenus, exercé le droit de retirer à l'Entrepreneur les travaux faisant l'objet du contrat.

**MP8 Paiement en cas de résiliation**

- 8.1 En cas de résiliation du Contrat conformément à l'article CG41, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le plus tôt possible eu égard aux circonstances, tout montant qui lui est légalement dû et payable.

**MP9 Intérêts sur les réclamations réglées**

- 9.1 Sa Majesté versera à l'Entrepreneur des intérêts simples sur le montant d'une réclamation réglée, au taux d'escompte moyen plus q ¼ p. 100 à compter du premier jour de retard jusqu'au jour précédant la date de paiement.
- 9.2 Aux fins du paragraphe MP9.1:
- 9.2.1 une réclamation est réputée être réglée lorsqu'une entente par écrit est signée par le représentant ministériel et l'Entrepreneur et fait état du montant de la réclamation à verser par Sa Majesté et des travaux pour lesquels ledit montant doit être versé;
- 9.2.2 le «taux d'escompte moyen» signifie le taux d'intérêt moyen, fixé par la Banque du Canada, en vigueur à la fin de chaque mois civil au cours de la période pendant laquelle la réclamation réglée était impayée;
- 9.2.3 une réclamation réglée est réputée être impayée à compter de la journée qui suit immédiatement la date à laquelle la réclamation était due et payable conformément au Contrat, s'il n'y avait pas eu contestation.
- 9.3 Aux fins de l'Article MP9, une réclamation signifie tout montant faisant l'objet d'un litige et assujéti à des négociations entre Sa Majesté et l'Entrepreneur en vertu du Contrat.



Article	Page	Titre
CG1	1	Interpretation
CG2	2	Successeurs et ayants droit
CG3	2	Cession du Contrat
CG4	2	Sous-traitance par l'Entrepreneur
CG5	2	Modifications
CG6	3	Nulle obligation implicite
CG7	3	Caractère essentiel des délais et échéances
CG8	3	Indemnisation par l'Entrepreneur
CG9	3	Indemnisation par Sa Majesté
CG10	3	Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat
CG11	4	Avis
CG12	4	Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté
CG13	5	Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté
CG14	5	Permis et taxes payables
CG15	6	Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel
CG16	6	Coopération avec d'autres Entrepreneurs
CG17	7	Vérification des travaux
CG18	7	Déblaiement de l'emplacement
CG19	8	Surintendant de l'Entrepreneur
CG20	8	Sécurité nationale
CG21	8	Ouvriers inaptes
CG22	9	Augmentation ou diminution des coûts
CG23	9	Main-d'œuvre et matériaux canadiens
CG24	10	Protection des travaux et des documents
CG25	10	Cérémonies publiques et enseignes
CG26	10	Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers
CG27	11	Assurances
CG28	11	Indemnité d'assurance
CG29	12	Garantie du contrat
CG30	13	Modifications aux travaux
CG31	13	Interprétation du Contrat par le représentant ministériel
CG32	14	Garantie et rectification des défauts des travaux
CG33	15	Défaut de l'Entrepreneur
CG34	15	Protestations des décisions du représentant ministériel
CG35	15	Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté
CG36	16	Prolongation de délai
CG37	17	Dédommagement pour retard d'exécution
CG38	17	Travaux retirés à l'Entrepreneur
CG39	18	Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur
CG40	19	Suspension des travaux par le Ministre
CG41	19	Résiliation du Contrat
CG42	20	Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur
CG43	22	Dépôt de garantie – Confiscation ou remise
CG44	22	Certificats du représentant ministériel
CG45	24	Remise du dépôt de garantie
CG46	24	Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50
CG47	24	Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires
CG48	25	Établissement du coût – Tableau des prix unitaires
CG49	25	Établissement du coût – Négociation
CG50	26	Établissement du coût en cas d'échec des négociations
CG51	27	Registres à tenir par l'Entrepreneur
CG52	27	Conflits d'intérêts
CG 53	28	Situation de l'Entrepreneur



## **CG1 Interpretation**

### 1.1 Dans le Contrat:

- 1.1.1 tout renvoi à une autre partie du Contrat désignée par des numéros précédés de lettres est censé renvoyer à la partie du Contrat qui est désignée par cette combinaison de lettres et de chiffres, de même qu'à toute autre partie du Contrat qui y est mentionnée ;
- 1.1.2 « Contrat » signifie les documents mentionnés dans les Articles de convention;
- 1.1.3 « garantie du contrat » signifie toute garantie fournie à Sa Majesté par l'Entrepreneur conformément au Contrat;
- 1.1.4 « le représentant ministériel » signifie l'officier ou l'employé de Sa Majesté désigné aux Articles de convention et toute personne autorisée spécialement par le représentant ministériel à accomplir, en son nom, n'importe laquelle des fonctions qui lui sont confiées en vertu du Contrat, et signalée comme tel par écrit à l'Entrepreneur;
- 1.1.5 « matériaux » comprend toutes les marchandises, articles et choses à être fournies par ou pour l'Entrepreneur en vertu du Contrat, pour être incorporés dans les travaux;
- 1.1.6 « Ministre » comprend une personne agissant pour ou, si la charge est sans titulaire, à la place du Ministre ou des personnes lui succédant, de même que son ou leurs adjoints ou représentants dûment nommés aux fins du Contrat;
- 1.1.7 « personne » comprend, sauf lorsque le contexte exige une interprétation différente, une société, une entreprise, une firme, une co-entreprise, un consortium et une corporation;
- 1.1.8 « outillage » comprend les animaux, outils, instruments, machines, véhicules, bâtiments, ouvrages, équipements et marchandises, articles et choses autres que les matériaux, qui sont nécessaires à l'exécution des travaux;
- 1.1.9 « sous-entrepreneur » signifie une personne à qui l'Entrepreneur a, conformément à l'article CG4, confié l'exécution des travaux en tout ou en partie;
- 1.1.10 « surintendant » signifie l'employé de l'Entrepreneur désigné par ce dernier pour remplir les fonctions décrites à l'article CG19;
- 1.1.11 « travaux » comprend, sous réserve de toute stipulation expressément contraire dans le Contrat, tout ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir, livrer ou accomplir pour l'exécution du Contrat.

1.2 Sauf quant à ceux apparaissant aux Plans et devis, les en-têtes apparaissent dans le Contrat, ne font pas partie du Contrat, mais y sont uniquement pour fin d'utilité pratique.

1.3 Aux fins de l'interprétation du Contrat, en cas de contradiction ou de divergence entre les Plans et devis et les Conditions générales, les Conditions générales prévalent.

1.4 Dans l'interprétation des Plans et devis, en cas de contradiction ou de divergence entre :

- 1.4.1 les Plans et les devis, les devis prévalent;
- 1.4.2 les plans, les plans tracés à l'échelle la plus grande prévalent; et
- 1.4.3 les dimensions exprimées en chiffres et les dimensions à l'échelle, les dimensions exprimées en chiffres prévalent.

## **CG2 Successeurs et ayants droit**

- 2.1 Le Contrat est au bénéfice des parties au Contrat, de même que de leurs héritiers légaux, exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants droit, qui sont tous par ailleurs liés par ses dispositions.

## **CG3 Cession du Contrat**

- 3.1 L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat, en tout ou en partie, sans le consentement écrit du Ministre.

## **CG4 Sous-traitance par l'Entrepreneur**

- 4.1 Sous réserve des Conditions générales, l'Entrepreneur peut sous-traiter une partie quelconque des travaux.
- 4.2 L'Entrepreneur doit aviser le représentant ministériel par écrit de son intention de sous-traiter.
- 4.3 L'avis mentionne au paragraphe CG4.2 doit identifier le sous-entrepreneur de même que la partie des travaux qu'il entend lui confier.
- 4.4 Le représentant ministériel peut s'objecter à la sous-traitance projetée en avisant par écrit l'Entrepreneur dans les six jours suivant la réception par le représentant ministériel de l'avis mentionné au paragraphe CG4.2.
- 4.5 Si le représentant ministériel s'oppose à une sous-traitance en vertu du paragraphe CG4.4, l'Entrepreneur ne peut procéder à la sous-traitance envisagée.
- 4.6 L'Entrepreneur ne peut, sans la permission écrite du représentant ministériel, remplacer un sous-entrepreneur dont il a retenu les services conformément aux Conditions générales.
- 4.7 Tout contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur doit comporter tous les termes et conditions du Contrat qui sont d'application générale.
- 4.8 Nul contrat entre l'Entrepreneur et un sous-entrepreneur ou nul consentement de le représentant ministériel à tel contrat sera interprété comme relevant l'Entrepreneur de quelque obligation en vertu du Contrat ou comme imposant quelque responsabilité à Sa Majesté.

## **CG5 Modifications**

- 5.1 Nulle modification ou changement à quelque disposition du Contrat aura d'effet avant que d'avoir été consignée par écrit.

**CG6 Nulle obligation implicite**

- 6.1 Il ne découlera du Contrat aucune disposition ou obligation implicite de la part de Sa Majesté; seules les dispositions expresses du Contrat, stipulées par Sa Majesté, doivent servir de fondement à tout droit contre Sa Majesté.
- 6.2 Le présent Contrat remplace toutes communications, négociations et ententes, écrites ou verbales, concernant les travaux et qui auraient en lieu avant la date du Contrat.

**CG7 Caractère essentiel des délais et échéances**

- 7.1 Le temps est l'essence même du Contrat.

**CG8 Indemnisation par l'Entrepreneur**

- 8.1 L'Entrepreneur doit tenir Sa Majesté indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures de la part de quiconque, fondés, découlant, reliés, occasionnés ou attribuables aux activités de l'Entrepreneur, de ses employés, agents, sous-entrepreneurs et sous-entrepreneurs de ces derniers dans l'exécution des travaux faisant l'objet du Contrat, incluant toute contrefaçon ou prétendue contrefaçon d'un brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle.
- 8.2 Aux fins du paragraphe CG8.1, le terme « activités » comprend tout acte ou omission, de même que tout retard à accomplir un acte.

**CG9 Indemnisation par Sa Majesté**

- 9.1 Sa Majesté, sous réserve des dispositions de la Loi sur la responsabilité de la Couronne, de la Loi sur les brevets et de toute autre loi affectant les droits, pouvoirs, privilèges ou obligations de Sa Majesté, doit tenir l'Entrepreneur indemne et à couvert de toutes réclamations, demandes, pertes, frais, dommages, actions, poursuites ou procédures découlant de ses activités en vertu du Contrat et directement attribuables à :
- 9.1.1 une absence ou un vice, actuel ou allégué, dans le titre de Sa Majesté concernant l'emplacement des travaux, ou
- 9.1.2 une contrefaçon ou prétendue contrefaçon par l'Entrepreneur de tout brevet d'invention ou de toute autre forme de propriété intellectuelle, dans l'exécution de tout acte aux fins de Contrat, comportant l'utilisation d'un modèle, d'un plan, d'un dessin ou de toute autre chose fournis par Sa Majesté à l'Entrepreneur aux fins des travaux.

**CG10 Interdiction aux députés de la Chambre des communes de tirer profit d'un contrat**

- 10.1 Conformément à la Loi sur le Parlement du Canada, il est expressément interdit à tout membre de la Chambre des communes de posséder quelque part ou intérêt dans le Contrat, ou d'en tirer quelque bénéfice ou profit.

#### **CG11 Avis**

- 11.1 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou communication autre qu'un avis suivant le paragraphe CG11.4, qui peut être donné à l'Entrepreneur conformément au Contrat, peut être donné de quelque manière que ce soit.
- 11.2 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication devant être donné par écrit à une partie ou une autre conformément au Contrat, sera, sous réserve du paragraphe CG11.4, réputé avoir été effectivement donné :
- 11.2.1 à l'Entrepreneur, s'il a été livré personnellement à l'Entrepreneur ou au surintendant de l'Entrepreneur, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur à l'Entrepreneur, à l'adresse indiquée au paragraphe A4.1; ou
- 11.2.2 à Sa Majesté, s'il a été livré personnellement au représentant ministériel, ou s'il a été envoyé par la poste, par télex ou par télécopieur au représentant ministériel, à l'adresse indiquée à l'alinéa A1.2.1.
- 11.3 Tout avis, consentement, ordre, décision, directive ou autre communication donné conformément au paragraphe CG11.2 sera réputé avoir été reçu par l'une ou l'autre des parties :
- 11.3.1 le jour où il a été livré, s'il lui a été livré personnellement; ou
- 11.3.2 le jour de sa réception ou le sixième jour après son envoi par la poste, selon la première de ces deux dates, s'il lui a été envoyé par la poste, et
- 11.3.3 dans les 24 heures suivant sa transmission, s'il lui a été envoyé par télex ou par télécopieur.
- 11.4 S'il est livré personnellement, un avis donné en vertu de l'alinéa CG38.1.1 et des articles CG40 et CG41 sera remis à l'Entrepreneur ou, si l'Entrepreneur est une société, une firme, une co-entreprise ou une corporation, à un agent de l'administration ou à un cadre supérieur.

#### **CG12 Matériaux, outillage et biens immobiliers fournis par Sa Majesté**

- 12.1 Sous réserve du paragraphe CG12.2, l'Entrepreneur est responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage, aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers que Sa Majesté a fournis ou placés sous la garde et le contrôle de l'Entrepreneur aux fins du Contrat, que la perte ou le dommage soit attribuable ou non à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 12.2 L'Entrepreneur n'est pas responsable envers Sa Majesté de toute perte ou dommage aux matériaux, à l'outillage ou aux biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, si

cette perte ou ce dommage est imputable et directement attribuable à l'usure causée par un usage raisonnable.

- 12.3 L'Entrepreneur doit utiliser les matériaux, l'outillage ou les biens immobiliers dont il est question au paragraphe CG12.1, uniquement pour l'exécution du Contrat et pour aucune autre fin.
- 12.4 Lorsqu'après avoir été requis de le faire par le représentant ministériel, l'Entrepreneur n'a pas, dans un délai raisonnable, indemnisé Sa Majesté pour une perte ou un dommage dont il est responsable en vertu du paragraphe CG12.1, le représentant ministériel peut y pouvoir aux frais de l'Entrepreneur, et ce dernier est dès lors responsable envers Sa Majesté des frais en l'occurrence qu'il devra sur demande payer à Sa Majesté.
- 12.5 L'Entrepreneur doit tenir des registres que le représentant ministériel peut de temps à autre exiger des matériaux, de l'outillage et des biens immobiliers visés par le paragraphe CG12.1 et doit, lorsque le représentant ministériel l'exige, établir à la satisfaction de ce dernier que les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers sont à l'endroit et dans l'état dans lequel ils devraient être.

### **CG13 Matériaux, outillage et biens immobiliers devenus propriété de Sa Majesté**

- 13.1 Sous réserve du paragraphe CG14.7, tous les matériaux et l'outillage, de même que tout droit de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges achetés, ou utilisés par l'Entrepreneur pour les travaux deviennent, à compter de l'époque où ils ont été achetés ou utilisés, la propriété de Sa Majesté aux fins des travaux et continuent de l'être :
- 13.1.1 dans le cas des matériaux, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare qu'ils ne sont plus requis pour les travaux; et
- 13.1.2 dans le cas de l'outillage, des biens immobiliers, des permis, des pouvoirs et des privilèges, jusqu'à ce que le représentant ministériel déclare que le droit dévolu à Sa Majesté en l'espèce n'est plus requis pour les travaux.
- 13.2 Les matériaux ou l'outillage appartenant à Sa Majesté en vertu du paragraphe CG13.1 ne doivent pas être enlevés des lieux des travaux, utilisés ou aliénés, sauf pour les travaux, sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 13.3 Sa Majesté n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage aux matériaux ou à l'outillage visés par le paragraphe CG13.1 quelle qu'en soit la cause et l'Entrepreneur est responsable de toute perte ou de tout dommage bien que ces matériaux ou outillage appartiennent à Sa Majesté.

### **CG14 Permis et taxes payables**

- 14.1 L'Entrepreneur doit, dans les 30 jours de la date du Contrat, offrir à l'administration municipale, un montant égal à tous les droits et frais qui seraient payables à l'administration municipale pour les permis de construction, si les travaux étaient exécutés pour une personne autre que Sa Majesté.

- 14.2 Dans les dix jours qui suivent l'offre mentionnée au paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur avise le représentant ministériel de sa démanche et du montant de cette offre et lui fait savoir si elle a été acceptée ou non par l'administration municipale.
- 14.3 Si l'administration municipale n'a pas accepté la somme offerte aux termes du paragraphe CG14.1, l'Entrepreneur remet ce montant à Sa Majesté dans les six jours suivant l'expiration du délai fixe au paragraphe CG14.2.
- 14.4 Aux fins des paragraphes CG14.1 et CG14.3, l'expression « administration municipale » signifie une administration qui aurait compétence pour autoriser la construction de l'ouvrage si le propriétaire n'en était pas Sa Majesté.
- 14.5 Nonobstant le lieu de résidence de l'Entrepreneur, l'Entrepreneur versera toute taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat.
- 14.6 Conformément à la déclaration mentionnée au paragraphe MP4.9, l'Entrepreneur dont ni le lieu de résidence ni la place d'affaires n'est dans la province où sont effectués les travaux visés par le Contrat, fournira à Sa Majesté une preuve d'enregistrement auprès des autorités provinciales responsables de la taxe de vente dans ladite province.
- 14.7 Aux fins du paiement de la taxe applicable ou de la fourniture d'une garantie de paiement de la taxe applicable découlant de l'exécution des travaux visés par le Contrat, l'Entrepreneur doit, malgré le fait que tous les matériaux et outillage, de même que des droits de l'Entrepreneur sur tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges, sont devenus la propriété de Sa Majesté après la date d'achat, payer, en tant qu'utilisateur ou consommateur, toute taxe applicable payable au moment de l'utilisation desdits matériaux, outillage ou droits de l'Entrepreneur à titre d'utilisateur, conformément aux lois pertinentes, ou fournir une garantie de paiement à cet égard.

#### **CG15 Exécution des travaux sous la direction du représentant ministériel**

- 15.1 L'Entrepreneur doit :
- 15.1.1 permettre au représentant ministériel d'avoir accès aux travaux et au chantier en tout temps au cours de l'exécution du Contrat;
  - 15.1.2 communiquer au représentant ministériel tous renseignements qu'il demande concernant l'exécution du Contrat; et
  - 15.1.3 fournir au représentant ministériel toute l'assistance possible dans l'accomplissement de son devoir de veiller à ce que les travaux soient exécutés conformément au Contrat, de même que dans l'accomplissement de tout autre devoir et dans l'exercice de tout pouvoir qui lui incombe ou qui lui est conféré par le Contrat.

#### **CG16 Coopération avec d'autres Entrepreneurs**

- 16.1 Lorsque, de l'avis du représentant ministériel, il est nécessaire d'affecter aux travaux ou au chantier d'autres entrepreneurs ou ouvriers, avec ou sans outillage et matériaux, l'Entrepreneur doit, à la satisfaction du représentant ministériel, leur donner accès aux travaux et coopérer avec

eux dans l'accomplissement de leurs fonctions et obligations.

16.2 Si :

16.2.1 l'affectation aux travaux d'autres entrepreneurs ou ouvriers en vertu du paragraphe CG16.1 ne pouvait être raisonnablement prévue par l'Entrepreneur au moment de la conclusion du Contrat; et

16.2.2 de l'avis du représentant ministériel, l'Entrepreneur a encouru des dépenses additionnelles afin de se conformer au paragraphe CG16.1; et

16.2.3 l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel un avis écrit de sa réclamation avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de l'affectation d'autres entrepreneurs ou ouvriers aux travaux ou au chantier;

Sa Majesté rembourse à l'Entrepreneur les frais encourus, calculés conformément aux articles CG48 à CG50, pour le travail, de l'outillage et des matériaux additionnels requis.

**CG17 Vérification des travaux**

17.1 Si, à un moment quelconque après le début des travaux mais avant l'expiration de la période de garantie, le représentant ministériel a des motifs de croire que les travaux en partie de ceux-ci n'ont pas été exécutés conformément au Contrat, il peut demander qu'une vérification de ces travaux soit effectuée par un expert qu'il désigne.

17.2 Si, par suite d'une vérification conformément au paragraphe CG17.1, il est établi que les travaux n'ont pas été exécutés suivant le Contrat, l'Entrepreneur doit, sur demande, payer à Sa Majesté tous les coûts et toutes les dépenses raisonnables que cette vérification lui aura occasionnés, en plus et sans préjudice aux droits et recours de Sa Majesté sous le Contrat, en droit ou en équité.

**CG18 Déblaiement de l'emplacement**

18.1 L'Entrepreneur garde les travaux et leur emplacement propres, sans rebus, ni débris, et respecte à cet égard toute directive du représentant ministériel.

18.2 Avant l'émission du Certificat provisoire mentionné au paragraphe CG44.2, l'Entrepreneur enlève tout l'outillage et tous les matériaux non requis à l'exécution du reste des travaux. Il enlève également tous rebus et débris et fait en sorte que les travaux et leur emplacement soient propres et convenables pour leur occupation par les employés de Sa Majesté, sauf indication contraire dans le Contrat.

18.3 Avant l'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, l'Entrepreneur retire des travaux et leur emplacement, l'excédant de l'outillage et des matériaux, de même que tous les rebus et débris.

18.4 Les obligations qu'imposent à l'Entrepreneur les paragraphes CG18.1 à CG18.3 ne s'appliquent pas aux rebus et aux débris laissés par les employés de Sa Majesté, ou par les autres entrepreneurs et leurs employés visés au paragraphe CG16.1.

### **CG19 Surintendant de l'Entrepreneur**

- 19.1 L'Entrepreneur désigne sans délai un surintendant après l'adjudication du Contrat.
- 19.2 L'Entrepreneur communique sans délai au représentant ministériel le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1.
- 19.3 Le surintendant désigné en vertu du paragraphe CG19.1 à l'entière responsabilité des opérations de l'Entrepreneur dans l'exécution des travaux et il est en outre autorisé à recevoir au nom de l'Entrepreneur, tous avis, consentement, ordre, directive, décision ou toute autre communication qui peut lui être donné en vertu du Contrat.
- 19.4 Pendant les heures de travail et jusqu'à l'achèvement des travaux, l'Entrepreneur doit garder sur les lieux des travaux un surintendant compétent.
- 19.5 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire tout surintendant qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompetent ou s'est conduit de façon malséante, et il remplace sans délai le surintendant ainsi retiré par un autre surintendant que le représentant ministériel estime acceptable.
- 19.6 Sous réserve du paragraphe CG19.5, l'Entrepreneur ne peut remplacer le surintendant sans le consentement écrit du représentant ministériel.
- 19.7 En cas de contravention par l'Entrepreneur au paragraphe CG19.6, le représentant ministériel peut refuser l'émission de tout Certificat mentionné à l'article CG44 jusqu'à ce que le surintendant ait été réintégré dans ses fonctions ou qu'un autre surintendant acceptable au représentant ministériel l'ait remplacé.

### **CG20 Sécurité nationale**

- 20.1 Si le Ministre estime que la sécurité nationale le requiert, il peut ordonner à l'Entrepreneur :
- 20.1.1 de lui fournir tout renseignement sur des personnes engagées ou devant l'être aux fins du Contrat, et
- 20.1.2 de retirer des travaux et de leur emplacement toute personne dont l'emploi peut en l'occurrence, de l'avis du Ministre, comporter un risque pour la sécurité nationale.
- 20.2 Les contrats que l'Entrepreneur pourra conclure avec les personnes qui seront affectées à l'exécution des travaux, doivent contenir des dispositions qui lui permettront de s'acquitter de toute obligation qui lui incombent en vertu des articles CG19, CG20 et CG21.
- 20.3 L'Entrepreneur doit obéir à tout ordre donné par le Ministre suivant le paragraphe CG20.1.

### **CG21 Ouvriers inaptes**



- 21.1 À la demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur retire des travaux toute personne engagée par l'Entrepreneur aux fins des travaux qui, de l'avis du représentant ministériel, est incompétente ou s'est conduite de façon malséante et l'Entrepreneur refuse l'accès à l'emplacement des travaux à une personne ainsi retirée.

## **CG22 Augmentation ou diminution des coûts**

- 22.1 Le montant établi dans les Articles de convention doit être ni augmenté, ni diminué en raison d'une augmentation ou d'une diminution du coût des travaux résultant d'une augmentation ou d'une diminution du coût du travail, de l'outillage, des matériaux ou des rajustements salariaux énoncés ou prescrits dans les Conditions de travail.
- 22.2 Nonobstant le paragraphe CG22.1 et l'article CG35, le montant énoncé dans les Articles de convention doit faire l'objet d'un redressement de la manière prévue au paragraphe CG22.3, en cas de modification à une taxe imposée en vertu de la Loi sur l'accise, de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur les douanes, du Tarif des douanes ou de toute loi provinciale sur la taxe de vente imposant une taxe de vente au détail sur l'achat de biens personnels corporels incorporés dans les biens immobiliers :
- 22.2.1 survenant après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission pour le Contrat,
- 22.2.2 s'appliquant aux matériaux; et
- 22.2.3 influant sur le coût de ces matériaux pour l'Entrepreneur.
- 22.3 En cas de changement fiscal suivant le paragraphe CG22.2, tout montant pertinent indiqué dans les Articles de convention sera augmenté ou diminué d'un montant égal qui, sur examen des registres mentionnés à l'article CG51, représente l'augmentation ou la diminution, selon le cas, des coûts directement attribuables à ce changement.
- 22.4 Aux fins du paragraphe CG22.2, lorsqu'une taxe fait l'objet d'un changement après la date à laquelle l'Entrepreneur a présenté une soumission mais alors que le ministre des Finances en avait donné avis public avant la date de présentation de la soumission, le changement fiscal est censé être survenu avant la date à laquelle la soumission a été présentée.

## **CG23 Main-d'œuvre et matériaux canadiens**

- 23.1 L'Entrepreneur emploie pour l'exécution des travaux, de la main-d'œuvre et des matériaux canadiens dans toute la mesure où ils sont disponibles, compte tenu des exigences économiques et de la nécessité de poursuivre une exécution diligente des travaux.
- 23.2 Sous réserve du paragraphe CG23.1, l'Entrepreneur emploie, dans la mesure où elle est disponible, la main-d'œuvre de la localité où les travaux sont exécutés, et il recourt aux bureaux des Centres d'emploi du Canada pour recruter les ouvriers, là où la chose est réalisable.
- 23.3 Sous réserve des paragraphes CG23.1 et CG23.2, l'Entrepreneur emploie une proportion raisonnable d'ouvriers qui ont été en service actif dans les Forces armées canadiennes et qui en

ont reçu une libération honorable.

#### **CG24 Protection des travaux et des documents**

- 24.1 L'Entrepreneur garde et protège les travaux, l'emplacement des travaux, le Contrat, les devis, les plans, les dessins, les renseignements, les matériaux, l'outillage et les biens immobiliers, fournis ou non par Sa Majesté à l'Entrepreneur, contre toute perte ou dommage de quelque nature et ne peut les utiliser, donner, démolir ou en disposer sans le consentement écrit du Ministre, sauf si cela est indispensable à l'exécution des travaux.
- 24.2 Si une cote de sécurité est attribuée aux documents ou renseignements donnés ou dévoilés à l'Entrepreneur, l'Entrepreneur prend toutes les mesures que lui enjoint le représentant ministériel pour assurer le degré de sécurité conforme à cette cote.
- 24.3 L'Entrepreneur fournit tous dispositifs de sécurité et aide toute personne à laquelle le Ministre a donné l'autorisation d'inspecter ou de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent à l'égard des travaux et de l'emplacement des travaux.
- 24.4 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire telles choses et d'effectuer tels travaux additionnels qui, de l'avis du représentant ministériel, sont raisonnables et nécessaires pour assurer l'observation des paragraphes CG24.1 à CG24.3, ou pour rectifier une violation de ces paragraphes.

#### **CG25 Cérémonies publiques et enseignes**

- 25.1 L'Entrepreneur ne permet pas de cérémonie publique relativement aux travaux, sans la permission du Ministre.
- 25.2 L'Entrepreneur n'érige pas ou ne permet pas l'érection d'enseignes ou de panneaux publicitaires sur les travaux ou l'emplacement des travaux sans l'approbation du représentant ministériel.

#### **CG26 Précautions contre les dommages, la transgression des droits, les incendies, et les autres dangers**

- 26.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, faire le nécessaire pour s'assurer
- 26.1.1 que nulle personne n'est blessée, nul bien endommagé et nul droit, servitude ou privilège enfreint en raison de l'activité de l'Entrepreneur en vertu du Contrat;
  - 26.1.2 que la circulation à pied ou autrement sur les chemins ou cours d'eau publics ou privés n'est pas indûment entravée, interrompue ou rendue dangereuse par les travaux ou l'outillage;
  - 26.1.3 que les dangers d'incendie sur le chantier ou l'emplacement des travaux sont éliminés et que, sous réserve de tout ordre qui peut être donné par le représentant ministériel, tout incendie est promptement maîtrisé;

- 26.1.4 que la santé et sécurité des personnes occupées aux travaux ne sont pas menacées par les méthodes ou les moyens mis en œuvre;
- 26.1.5 que des services médicaux suffisants sont offerts en tout temps pendant les heures de travail, à toutes personnes occupées aux travaux;
- 26.1.6 que des mesures sanitaires suffisantes sont prises à l'égard des travaux et l'emplacement des travaux; et
- 26.1.7 que tous les jalons, bouées et repères placés sur les travaux ou l'emplacement des travaux par le représentant ministériel ou sur son ordre sont protégés et ne sont pas enlevés, abimés, changés ou détruits.

- 26.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de faire toute chose et de construire tout ouvrage additionnel qui, de l'avis du représentant ministériel, est raisonnable ou nécessaire pour assurer l'observation du paragraphe CG26.1 ou pour rectifier une infraction audit paragraphe.
- 26.3 L'Entrepreneur se conforme, à ses propres frais, à tout ordre que le représentant ministériel émet conformément au paragraphe CG26.2.

#### **CG27 Assurances**

- 27.1 L'Entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, des polices d'assurance relativement aux travaux et en fournit la preuve au représentant ministériel conformément aux exigences des Conditions d'assurance « E ».
- 27.2 Les polices d'assurance mentionnées au paragraphe CG27.1 doivent être :
  - 27.2.1 en la forme et nature, au montant, pour la durée et suivant les termes et conditions prévus aux Conditions d'assurance « E »; et
  - 27.2.2 prévoir le remboursement des demandes de règlement, conformément à l'article CG28.

#### **CG28 Indemnité d'assurance**

- 28.1 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police d'assurance tous risques chantier (y compris les installations) que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, les sommes dues à l'égard d'un sinistre seront remboursées directement à Sa Majesté, et :
  - 28.1.1 les sommes ainsi versées seront retenues par Sa Majesté aux fins du contrat; ou
  - 28.1.2 si Sa Majesté en décide ainsi, seront conservées par Sa Majesté, et le cas échéant, deviendront sa propriété de façon absolue.
- 28.2 Dans le cas d'une demande de règlement en vertu d'une police responsabilité civile générale que maintient l'Entrepreneur conformément à l'article CG27, l'assureur remboursera directement au

demandeur les sommes dues à l'égard d'un sinistre.

- 28.3 Si le Ministre choisit conformément au paragraphe CG28.1 de conserver l'indemnité d'assurance, il peut faire effectuer une vérification de la comptabilité de l'Entrepreneur et de Sa Majesté relativement à la partie des travaux perdue, endommagée ou détruite, afin d'établir la différence, s'il en est, entre
- 28.3.1 l'ensemble du montant des pertes ou dommages subis par Sa Majesté, incluant tous frais encourus pour le déblaiement et le nettoyage des travaux et l'emplacement des travaux et de toute autre somme payable par l'Entrepreneur à Sa Majesté en vertu du Contrat, moins toute somme retenue conformément à l'alinéa CG28.1.2; et
- 28.3.2 l'ensemble des sommes payables par Sa Majesté à l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date où la perte ou les dommages ont été subis.
- 28.4 Toute différence établie conformément au paragraphe CG28.3 doit être payée sans délai par la partie débitrice à la partie créancière.
- 28.5 Suite au paiement prévu au paragraphe CG28.4, Sa Majesté et l'Entrepreneur sont réputés libérés de tous droits et obligations en vertu du Contrat, à l'égard seulement de la partie des travaux qui a fait l'objet d'une vérification mentionnée au paragraphe CG28.3.
- 28.6 S'il n'est pas exercé de choix en vertu du paragraphe CG28.1.2, l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG28.7, déblaie et nettoie les travaux et l'emplacement des travaux et il restaure et remplace à ses frais la partie des travaux qui a été perdue ou endommagée, comme si ces travaux n'avaient pas encore été exécutés.
- 28.7 Lorsque l'Entrepreneur exécute les obligations prévues au paragraphe CG28.6, Sa Majesté lui rembourse, jusqu'à concurrence des sommes mentionnées au paragraphe CG28.1, les frais de déblaiement, nettoyage, restauration et remplacement en question.
- 28.8 Sous réserve du paragraphe CG28.7, tout paiement par Sa Majesté en exécution des obligations prévues au paragraphe CG28.7 est effectué conformément aux dispositions du Contrat, mais chaque paiement doit représenter 100% du montant réclamé, nonobstant les alinéas MP4.4.1 et MP4.4.2.

## **CG29 Garantie du contrat**

- 29.1 L'Entrepreneur obtient et dépose auprès du représentant ministériel une ou des garanties conformément aux conditions de garantie du contrat.
- 29.2 S'il est déposé une garantie auprès du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG29.1 constituant en tout ou en partie en un dépôt de garantie, ce dépôt sera traité conformément aux articles CG43 et CG45 des Conditions générales.
- 29.3 Si la garantie en vertu du paragraphe CG29.1 consiste, en partie, en un cautionnement (bond) pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, l'Entrepreneur affiche une copie de ce cautionnement sur l'emplacement des travaux.

### **CG30 Modifications aux travaux**

- 30.1 Sous réserve de l'article CG5, le représentant ministériel peut, à tout moment avant de délivrer son Certificat définitif d'achèvement :
- 30.1.1 exiger des travaux ou des matériaux en sus de ceux qui ont été prévus dans les Plans et devis; et
  - 30.1.2 supprimer ou modifier les dimensions, le caractère, la quantité, la qualité, la description, la situation ou la position de la totalité ou d'une partie des travaux ou matériaux prévus dans les Plans et devis ou exigés en conformité de l'alinéa CG30.1.1.
- à condition que ces travaux ou matériaux supplémentaires, ou que ces suppressions ou modifications soient, selon lui compatibles avec l'intention du Contrat.
- 30.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux ordres, suppressions et modifications émis de temps à autre par le représentant ministériel en vertu du paragraphe CG30.1, comme s'ils faisaient partie des Plans et devis.
- 30.3 Le représentant ministériel décide si ce que l'Entrepreneur a fait ou omis de faire conformément à un ordre, une suppression ou une modification en vertu du paragraphe CG30.1 a augmenté ou diminué le coût des travaux pour l'Entrepreneur.
- 30.4 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu augmentation du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur le coût accru que l'Entrepreneur a nécessairement encouru pour les travaux supplémentaires, calculé conformément aux articles CG49 ou GB50.
- 30.5 Si le représentant ministériel décide, conformément au paragraphe CG30.3, qu'il y a eu réduction du coût pour l'Entrepreneur, Sa Majesté réduit le montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat d'un montant égal à la réduction du coût occasionné par toute suppression ou modification ordonnée conformément au paragraphe CG30.1.2, calculé conformément à l'article CG49.
- 30.6 Les paragraphes CG30.3 à CG30.5 s'appliquent seulement à un contrat ou partie d'un contrat comportant, suivant le Contrat, une Entente à prix fixe.
- 30.7 Tout ordre, suppression ou modification mentionné au paragraphe CG30.1 doit être par écrit, porter la signature du représentant ministériel et être communiqué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe CG11.

### **CG31 Interprétation du Contrat par le représentant ministériel**

- 31.1 Avant la délivrance par le représentant ministériel du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, le représentant ministériel tranche toute question concernant l'exécution des travaux ou les obligations de l'Entreteneur en vertu du Contrat et en particulier, mais sans limiter la portée générale de ce qui précède, concernant :

- 31.1.1 la signification de quoi que ce soit dans les Plans et devis;
  - 31.1.2 l'Interprétation des Plans et devis au cas d'erreur, omission, obscurité ou divergence dans leur texte ou intention;
  - 31.1.3 le respect des exigences du Contrat quant à la quantité ou la qualité des matériaux ou du travail que l'Entrepreneur fournit ou se propose de fournir;
  - 31.1.4 la suffisance de la main-d'œuvre, de l'outillage ou des matériaux que l'Entrepreneur fournit pour la réalisation des travaux et du Contrat, pour assurer l'exécution des travaux suivant le Contrat et l'exécution du Contrat conformément à ses dispositions;
  - 31.1.5 la qualité de tout genre de travail effectué par l'Entrepreneur; ou
  - 31.1.6 l'échéancier et la programmation des diverses phases de l'exécution des travaux;  
et la décision du représentant ministériel est sans appel, pour ce qui est des travaux.
- 31.2 L'Entrepreneur exécute les travaux conformément aux décisions et directives du représentant ministériel en vertu du paragraphe CG31.1 et conformément à toute décision et directive du représentant ministériel que en découlent.

### **CG32 Garantie et rectification des défauts des travaux**

- 32.1 Sans restreindre les garanties implicites ou explicites de la loi ou du Contrat, l'Entrepreneur doit, à ses propres frais
- 32.1.1 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre quant aux parties du travail acceptées relativement au Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivront la date d'émission du Certificat provisoire d'achèvement.
  - 32.1.2 rectifier toute défectuosité et corriger tout vice qui se manifeste dans les travaux ou qui est signalé au Ministre relativement aux parties des travaux décrites dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 dans les 12 mois qui suivent la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 32.2 Le représentant ministériel peut ordonner à l'Entrepreneur de rectifier ou corriger toute défectuosité ou tout vice mentionné au paragraphe CG32.1 ou couvert par toute autre garantie implicite ou explicite.
- 32.3 L'ordre mentionné au paragraphe CG32.2.1 doit être par écrit; il peut préciser le délai dans lequel l'Entrepreneur doit rectifier ou corriger la défectuosité ou le vice et il doit être donné à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 32.4 L'Entrepreneur doit rectifier la défectuosité ou corriger le vice mentionné dans l'ordre donné en conformité du paragraphe CG32.2 dans le délai qui y est stipulé.

### **CG33 Défaut de l'Entrepreneur**

- 33.1 Si l'Entrepreneur omet de se conformer à une décision ou directive rendue ou émise par le représentant ministériel en vertu des articles CG18, CG24, CG26, CG31 ou CG32, le représentant ministériel peut recourir aux méthodes qui lui semblent opportunes pour exécuter ce que l'Entrepreneur a omis d'exécuter.
- 33.2 L'Entrepreneur paie à Sa Majesté, sur demande, la totalité de tous les frais, dépenses et dommages encourus par Sa Majesté en raison du défaut de l'Entrepreneur de se conformer à toute décision ou directive stipulée au paragraphe CG31.1 et en raison de toute méthode utilisée en l'occurrence par le représentant ministériel conformément au paragraphe CG33.1.

### **CG34 Protestations des décisions du représentant ministériel**

- 34.1 L'Entrepreneur peut contester, dans les dix jours de sa réception, une décision ou directive mentionnée aux paragraphes CG30.3 ou CG33.1.
- 34.2 Toute contestation mentionnée au paragraphe CG34.1 doit être par écrit, indiquer tous les motifs de la contestation, être signée par l'Entrepreneur et communiquée à Sa Majesté par l'entremise du représentant ministériel.
- 34.3 Si l'Entrepreneur proteste conformément au paragraphe CG34.2, le fait pour lui de se conformer à la décision ou à la directive qu'il conteste ne sera pas interprété comme une reconnaissance du bienfondé de cette décision ou de cette directive et ne pourra constituer une fin de non-recevoir quant à toute poursuite qu'il estimera appropriée dans les circonstances.
- 34.4 Tout protêt de l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG34.2 ne le dispense de se conformer à la décision ou directive en question.
- 34.5 Sous réserve du paragraphe CG34.6, l'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 dans les trois mois suivant la date d'émission du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1.
- 34.6 L'Entrepreneur doit, sous peine de déchéance, intenter dans les trois mois suivant la fin d'une période de garantie, toute poursuite judiciaire mentionnée au paragraphe CG34.3 et découlant d'un ordre donné en vertu de l'article CG32.
- 34.7 Sous réserve du paragraphe CG34.8, si Sa Majesté tient la contestation de l'Entrepreneur comme bien fondée, elle doit lui rembourser le coût des travaux, de l'outillage et des matériaux additionnels nécessaires à l'exécution de l'ordre ou de la directive ayant fait l'objet du protêt.
- 34.8 Les couts mentionnés au paragraphe CG34.7 doivent être calculés conformément aux dispositions des articles CG48 à CG50.

### **CG35 Changement des conditions du sol – Négligence ou retard de la part de Sa Majesté**

- 35.1 Sous réserve du paragraphe CG35.2, nul paiement autre qu'un paiement expressément stipulé au Contrat n'est fait par Sa Majesté à l'Entrepreneur en raison de quelque dépense supplémentaire

encourue ou pour quelque perte ou dommage subi par l'Entrepreneur.

35.2 Si l'Entrepreneur encourt des frais supplémentaires ou subit des pertes ou dommages directement attribuables :

35.2.1 à un écart substantiel entre les renseignements sur les conditions du sol à l'emplacement des travaux, dans les Plans et devis ou d'autres documents fournis à l'Entrepreneur pour l'établissement de sa soumission, ou à un écart substantiel entre une présomption raisonnable de l'Entrepreneur fondée sur lesdits renseignements et les conditions réelles rencontrées par l'Entrepreneur à l'emplacement des travaux lors de leur exécution; ou

35.2.2 à la négligence ou à un retard de la part de Sa Majesté après la date du Contrat, à fournir tout renseignement ou à tout acte auquel Sa Majesté est expressément obligée par le Contrat ou que les usages de l'industrie dicteraient ordinairement à tout propriétaire;

il doit dans les dix jours qui suivent la date de la constatation des conditions du sol décrites à l'alinéa CG35.2.1 ou la date de la négligence ou du retard décrit au paragraphe CG35.2.2, en donner avis par écrit au représentant ministériel et lui signifier son intention d'exiger le remboursement des frais supplémentaires encourus ou le coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.3 Lorsque l'Entrepreneur a donné au représentant ministériel l'avis mentionné au paragraphe CG35.3, il doit sous peine de déchéance dans les 30 jours suivant la date de l'émission du Certificat définitif mentionné au paragraphe CG44.1, remettre au représentant ministériel une demande écrite de remboursement des frais supplémentaires ou du coût de toutes pertes ou dommages subis.

35.4 La demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 devra contenir une description suffisante des faits et circonstances qui motivent la demande afin que le représentant ministériel puisse déterminer si cette demande est justifiée ou non, et l'Entrepreneur doit, à cette fin, fournir tout autre renseignement que le représentant ministériel peut exiger.

35.5 Si, de l'avis du représentant ministériel, la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 est bien fondée, Sa Majesté doit verser à l'Entrepreneur un supplément calculé en conformité des articles CG47 à CG49.

35.6 Si, de l'avis du représentant ministériel, le cas décrit à l'alinéa CG35.2.1 se traduit pour l'Entrepreneur par une économie dans l'exécution du Contrat, le montant établi dans les Articles de convention est, sous réserve du paragraphe CG35.7, réduit d'un montant égal à l'économie réalisée.

35.7 Le montant à être déduit en vertu du paragraphe CG35.6 doit être déterminé selon les dispositions des articles CG47 à CG49.

35.8 Si l'Entrepreneur néglige de donner l'avis mentionné au paragraphe CG35.2 et de présenter la demande de remboursement mentionnée au paragraphe CG35.3 dans le délai prescrit, aucun supplément ne doit lui être versé en l'occurrence.

### **CG36 Prolongation de délai**



- 36.1 Sous réserve du paragraphe CG36.2, le représentant ministériel peut, s'il estime que l'achèvement en retard des travaux est attribuable à des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur et sur demande présentée par l'Entrepreneur avant le jour fixe par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux ou avant toute autre date fixée auparavant conformément au présent article, prolonger le délai d'achèvement des travaux.
- 36.2 Toute demande mentionnée au paragraphe CG36.1 doit être accompagnée du consentement écrit de la compagnie dont le cautionnement constitue une partie de la garantie du contrat.

### **CG37 Dédommagement pour retard d'exécution**

- 37.1 Aux fins du présent article :
- 37.1.1 les travaux sont censés être achetés le jour ou le représentant ministériel délivre le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2; et
- 37.1.2 « période de retard » signifie la période commençant le jour fixé par les Articles de convention pour l'achèvement des travaux et se terminant le jour précédant immédiatement le jour de l'achèvement, à l'exclusion cependant de tout jour faisant partie d'une période de prolongation accordée en vertu du paragraphe CG36.1 et de tout autre jour où, de l'avis du représentant ministériel, l'achèvement des travaux a été retardé par des causes indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur.
- 37.2 Si l'Entrepreneur n'achève pas les travaux au jour fixé par les Articles de convention mais achève ces travaux par la suite, l'Entrepreneur paie à Sa Majesté un montant égal à l'ensemble :
- 37.2.1 de tous les salaires, gages et frais de déplacement versés par Sa Majesté aux personnes surveillant les travaux pendant la période de retard;
- 37.2.2 des coûts encourus par Sa Majesté en conséquence de l'impossibilité pour Sa Majesté de faire usage des travaux achevés pendant la période de retard; et
- 37.2.3 de tous les autres frais et dommages encourus ou subis par Sa Majesté pendant la période de retard par suite de l'inachèvement des travaux à la date prévue.
- 37.3 S'il estime que l'intérêt public le commande, le Ministre peut renoncer au droit de Sa Majesté à la totalité ou partie d'un paiement exigible en conformité du paragraphe CG37.2.

### **CG38 Travaux retirés à l'Entrepreneur**

- 38.1 Le Ministre peut dans les cas suivants et à son entière discrétion, en donnant un avis par écrite à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11, retirer à l'Entrepreneur la totalité ou une partie des travaux et recourir aux moyens qui lui semblent appropriés pour achever les travaux si l'Entrepreneur :
- 38.1.1 fait défaut ou retarde à commencer les travaux ou à exécuter les travaux avec diligence et à la satisfaction du représentant ministériel, dans les six jours suivant la réception par

l'Entrepreneur d'un avis par écrite du Ministre ou du représentant ministériel, conformément à l'article CG11 :

- 38.1.2 a néglige d'achever quelque partie des travaux dans le délai imparti par le Contrat;
  - 38.1.3 est devenu insolvable :
  - 31.1.4 a commis un acte de faillite;
  - 31.1.5 a abandonné les travaux;
  - 31.1.6 a fait cession du Contrat sans le consentement requis au paragraphe CG3.1; ou
  - 31.1.7 a de quelque autre façon fait défaut d'observer ou d'accomplir l'une quelconque des dispositions du Contrat.
- 38.2 Si la totalité ou une partie quelconque des travaux a été retirée à l'Entrepreneur en vertu de paragraphe CG38.1.
- 38.2.1 l'Entrepreneur n'a droit, sauf dispositions du paragraphe CG38.4, à aucun autre paiement dû et exigible.
  - 38.2.2 l'Entrepreneur est tenu de payer à Sa Majesté, sur demande, un montant égal à la totalité des pertes et dommages que Sa Majesté aura subis en raison de défaut de l'Entrepreneur d'achever les travaux.
- 38.3 Si la totalité ou partie des travaux retirés à l'Entrepreneur en vertu du paragraphe CG38.1 est achevée par Sa Majesté, le représentant ministériel établit le montant, s'il y en a, de toute retenue ou demande d'acompte de l'Entrepreneur existant au moment où les travaux lui ont été retirés et dont, selon le représentant ministériel, on n'a pas besoin pour assurer exécution des travaux ou pour rembourser à Sa Majesté les pertes ou dommages subis en raison du défaut de l'Entrepreneur.
- 38.4 Sa Majesté peut verser à l'Entrepreneur le montant qu'on jugera non requis suivant le paragraphe CG38.3.

### **CG39 Effet du retrait des travaux à l'Entrepreneur**

- 39.1 La retrait de la totalité ou d'une partie des travaux à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, n'a pas pour effet de libérer l'Entrepreneur d'une obligation quelconque découlant pour lui du Contrat ou de la loi, sauf quant à l'obligation pour lui de continuer l'exécution de la partie des travaux qui lui fut ainsi retirée.
- 39.2 Si la totalité ou partie des travaux est retirée à l'Entrepreneur en conformité de l'article CG38, tous les matériaux et outillage, ainsi que l'intérêt de l'Entrepreneur dans tous les biens immobiliers, permis, pouvoirs et privilèges acquis, utilisés ou fournis par l'Entrepreneur pour les travaux, continuent d'être la propriété de Sa Majesté sans indemnisation de l'Entrepreneur.
- 39.3 Si le représentant ministériel certifie que tout matériau, outillage ou un intérêt quelconque

mentionné au paragraphe CG39.2 n'est plus requis pour les travaux et qu'il n'est plus dans l'intérêt de Sa Majesté de retenir lesdits matériaux, outillage ou intérêt, ils sont remis à l'Entrepreneur.

#### **CG40 Suspension des travaux par le Ministre**

- 40.1 Le Ministre peut, lorsqu'il estime que l'intérêt public le commande, sommer l'Entrepreneur de suspendre l'exécution des travaux pour une durée déterminée ou indéterminée, en lui communiquant par écrit un avis à cet effet, conformément à l'article CG11.
- 40.2 Sur réception suivant l'article CG11 de la sommation mentionnée au paragraphe CG40.1, l'Entrepreneur suspend toutes les opérations sauf celles qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la garde et à la préservation des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.3 Pendant la période de suspension, l'Entrepreneur ne peut enlever de l'emplacement, sans le consentement du représentant ministériel, quelque partie des travaux, de l'outillage et des matériaux.
- 40.4 Si la période de suspension est de 30 jours ou moins, l'Entrepreneur reprend l'exécution des travaux dès l'expiration de la période de suspension et il a droit au paiement des frais, calculés en conformité des articles CG48 à CG50, du travail, de l'outillage et des matériaux nécessairement encourus en conséquence de la suspension des travaux.
- 40.5 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur conviennent que l'exécution des travaux sera continuée par l'Entrepreneur, ce dernier reprend les opérations sous réserve des termes et conditions convenus entre lui et le Ministre.
- 40.6 Si, à l'expiration d'une période de suspension de plus de 30 jours, le Ministre et l'Entrepreneur ne conviennent pas que les travaux seront continués par l'Entrepreneur ou ne s'entendent pas sur les termes et conditions suivant lesquels l'Entrepreneur poursuivra l'exécution des travaux, l'avis de suspension est censé être un avis de résiliation et conformément de l'article CG41.

#### **CG41 Résiliation du Contrat**

- 41.1 Le Ministre peut, à n'importe quel moment, résilier le Contrat en donnant avis par écrit à cet effet à l'Entrepreneur conformément à l'article CG11.
- 41.2 Sur réception suivant l'article CG11 de l'avis mentionné au paragraphe CG41.1, l'Entrepreneur cesse toutes opérations dans l'exécution du Contrat, sous réserve de toutes conditions énoncées dans l'avis.
- 41.3 Si le Contrat est résilié conformément au paragraphe CG41.1, Sa Majesté paie à l'Entrepreneur, sous réserve du paragraphe CG41.4, un montant égal :
  - 41.3.1 au coût de tout le travail, l'outillage et les matériaux qu'aura fournis l'Entrepreneur en vertu du Contrat à la date de résiliation, en exécution d'un contrat ou d'une partie de contrat relativement auquel une Entente à prix unitaire est précisée dans le Contrat; ou

41.3.2 au moins :

41.3.2.1 du montant, calculé conformément aux Modalités de paiement, qui aurait été payable à l'Entrepreneur s'il avait achevé les travaux; et

41.3.2.2 du montant que l'on reconnaît devoir à l'Entreteneur en vertu de l'article CG49, concernant un contrat ou une partie de contrat pour lequel le Contrat prévoit une Entente à prix fixe;

moins l'ensemble de tous les montants qui furent payés à l'Entrepreneur par Sa Majesté et de tous les montants dont l'Entrepreneur est redevable envers Sa Majesté en vertu du Contrat.

41.4 Si Sa Majesté et l'Entrepreneur ne peuvent convenir du montant mentionné au paragraphe CG41.3, ce montant sera déterminé suivant la méthode indiquée à l'article CG50.

#### **CG42 Réclamations contre et obligations de la part de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur**

42.1 Afin d'acquitter toutes obligations légales de l'Entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur ou de satisfaire à toutes réclamations légales contre eux résultant de l'exécution du Contrat, Sa Majesté peut payer tout montant qui est dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, directement aux créanciers de l'Entrepreneur ou du sous-entrepreneur, ou aux réclamants en l'occurrence. Toutefois, ce montant que paie Sa Majesté, le cas échéant, ne doit pas excéder le montant que l'Entrepreneur aurait été tenu de verser au réclamant si les dispositions des lois relatives aux privilèges dans les provinces et territoires ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, avaient été applicables aux travaux. Le réclamant n'a pas à respecter les dispositions des lois relatives aux privilèges qui établissent les démarches à suivre au moyen d'avis, d'enregistrements ou d'autre façon, comme il aurait pu être nécessaire de le faire pour conserver ou valider toute réclamation à l'égard de liens émanant du réclamant.

42.2 Sa Majesté n'effectue pas de paiement tel qu'il est décrit au paragraphe CG42.1 à moins que le réclamant lui remette :

42.2.1 un jugement ou une ordonnance exécutoire d'un tribunal compétent établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux, ou

42.2.2 une sentence arbitrale définitive et exécutoire établissant le montant qu'aurait eu à verser l'Entrepreneur au réclamant en vertu des dispositions de la loi provinciale ou territoriale relative aux privilèges pertinente ou, dans le cas de la province de Québec, de la loi à cet effet dans le Code civil, si ces lois s'appliquaient aux travaux; ou

42.2.3 le consentement de l'Entrepreneur autorisant le paiement.

Pour déterminer les droits du réclamant en vertu des alinéas CG42.2.1 et CG42.2.2, l'avis exigé au paragraphe CG42.8 sera réputé remplacer l'enregistrement ou la prestation d'un avis après l'achèvement des travaux exigé par les lois applicables, et aucune réclamation ne sera réputée être

expirée, annulée ou non exécutoire parce que le réclamant n'a pas intenté de poursuites dans les délais prescrits par la loi applicable.

- 42.3 Lorsqu'il accepte d'exécuter un Contrat, l'Entrepreneur est réputée avoir consenti de soumettre à l'arbitrage obligatoire, à la demande d'un réclamant, toutes les questions auxquelles il faut répondre pour déterminer si le réclamant a droit au paiement conformément aux dispositions du paragraphe CG42.1. Les parties à l'arbitrage seront, entre autres, le sous-traitant à qui le réclamant a fourni des matériaux ou de l'équipement ou pour qui il a effectué du travail, si le sous-traitant le désire. L'État ne constitue pas une partie à l'arbitrage et, à moins d'une entente contraire entre l'Entrepreneur et le réclamant, l'arbitrage se déroulera conformément à la loi provinciale ou territoriale régissant l'arbitrage applicable dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés.
- 42.4 Une paiement effectuée en conformité du paragraphe CG42.1 comporte quittance de l'obligation de Sa Majesté envers l'Entrepreneur sous le contrat, jusqu'à concurrence du montant payé et peut être déduit d'un montant dû à l'Entrepreneur en vertu du Contrat.
- 42.5 Dans la mesure où les circonstances entourant l'exécution des travaux pour le compte de Sa Majesté le permettent, l'Entrepreneur se conforme à toutes les lois en vigueur dans la province ou le territoire où les travaux sont exécutés quant aux périodes de paiement, aux retenus obligatoires, à la création et à la mise en vigueur de lois concernant les privilèges des fournisseurs ou des constructeurs ou de lois semblables ou, s'il s'agit de la province de Québec, aux dispositions de la loi qui concerne les privilèges.
- 42.6 L'Entrepreneur acquitte toutes ses obligations légales et fait droit à toutes les réclamations légales qui lui sont adressées en conséquence de l'exécution des travaux, au moins aussi souvent que le Contrat oblige Sa Majesté à acquitter ses obligations envers l'Entrepreneur.
- 42.7 Sur demande du représentant ministériel, l'Entrepreneur fait une déclaration attestant de l'existence et de l'état de toutes les obligations et réclamations mentionnées au paragraphe CG42.6.
- 42.8 Le paragraphe CG42.1 ne s'applique qu'aux réclamations et aux obligations :
- 42.8.1 pour lesquelles le représentant ministériel a reçu un avis par écrit avant qu'un paiement n'ait été effectué à l'Entrepreneur conformément au paragraphe MP4.10 et dans les 120 jours suivant la date à laquelle le réclamant :
- 42.8.1.1 aurait dû être payé en totalité conformément au contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il s'agit d'une réclamation pour des deniers dont il est légalement requis qu'ils soient retenus du réclamant; ou
- 42.8.1.2 s'est acquitté des derniers services ou travaux ou à fourni les derniers matériaux exigés par le contrat qui le lie à l'Entrepreneur ou à un sous-traitant, s'il ne s'agit pas d'une réclamation mentionnée au sous-alinéa CG42.8.1.1; et
- 42.8.2 pour lesquelles les procédures visant à établir les droits à un paiement, conformément au paragraphe CG42.2, ont commencé dans l'année suivant la date à laquelle l'avis mentionné à l'alinéa CG42.8.1 a été reçu par le représentant ministériel; et

l'avis exige à l'alinéa CG42.8.1 doit faire état du montant réclamé et du principal responsable selon le Contrat.

- 42.9 Sur réception d'un avis de réclamation en vertu de l'alinéa CG42.8.1, Sa Majesté peut retenir de tout montant dû et payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat un partie ou la totalité du montant de la réclamation.
- 42.10 Le représentant ministériel doit aviser l'Entrepreneur par écrit de la réception de toute réclamation mentionné à l'alinéa CG42.8.1 et de l'intention de Sa Majesté de retenir des fonds conformément au paragraphe CG42.9, et l'Entrepreneur peut, à tout moment par la suite et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, déposer, auprès de Sa Majesté, une garantie acceptable par Sa Majesté dont le montant est équivalent à la valeur de la réclamation. L'avis d'un tel dépôt doit être reçu par le représentant ministériel et, sur réception d'une telle garantie, Sa Majesté doit dégager à l'intention de l'Entrepreneur tous les fonds qui auraient été payables autrement à l'Entrepreneur et qui ont été retenus conformément aux dispositions du paragraphe CG42.9 à l'égard de la réclamation d'un réclamant pour laquelle la garantie a été déposée.

#### **CG43 Dépôt de garantie – Confiscation ou remise**

- 43.1 Si :
- 43.1.1 les travaux sont retirés à l'Entrepreneur conformément à l'article CG38;
  - 43.1.2 le Contrat est résilié en vertu de l'article CG41; ou
  - 43.1.3 l'Entrepreneur a violé ou n'a pas rempli ses engagements en vertu du Contrat;
- Sa Majesté peut s'approprier le dépôt de garantie, s'il en est.
- 43.2 Si Sa Majesté s'approprie le dépôt de garantie conformément au paragraphe CG43.1, le montant obtenu en l'occurrence est censé être une dette payable à l'Entrepreneur par Sa Majesté en vertu du Contrat.
- 43.3 Tout solde du montant mentionné au paragraphe CG43.2, s'il en est, après paiement de toutes pertes dommages ou réclamations de Sa Majesté ou quelqu'un autre, sera payé par Sa Majesté à l'Entrepreneur si, dans l'opinion du représentant ministériel, il n'est pas requis pour les fins du Contrat.

#### **CG44 Certificats du représentant ministériel**

- 44.1 Le jour :
- 44.1.1 où les travaux sont achevés; et
  - 44.1.2 où l'Entrepreneur s'est conformé au Contrat et à tous les ordres et directives donnés conformément au Contrat;

à la satisfaction du représentant ministériel, le représentant ministériel délivre à l'Entrepreneur un Certificat définitif d'achèvement.

44.2 Si le représentant ministériel est convaincu que les travaux sont suffisamment achevés, il peut, à tout moment avant la délivrance d'un Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 délivrer à l'Entrepreneur un Certificat provisoire d'achèvement, et :

44.2.1 aux fins du paragraphe CG44.2, les travaux seront jugés suffisamment achevés

44.2.1.1 lorsqu'une partie considérable ou la totalité des travaux visés par le Contrat sont, de l'avis du représentant ministériel, prêts à être utilisés par Sa Majesté ou sont utilisés aux fins prévues; et

44.2.1.2 lorsque les travaux qui restent à effectuer en vertu du Contrat peuvent, de l'avis du représentant ministériel, être achevés ou rectifiés à un coût n'excédant pas

44.2.1.2.1 -3 p. 100 des premiers 500 000 \$; et

44.2.1.2.2 -2 p 100 des prochains 500 000 \$; et

44.2.1.2.3 -1 p. 100 du reste

de la valeur du Contrat au moment du calcul de ce coût.

44.3 Aux fins uniquement du sous-alinéa 44.2.1.2, lorsque les travaux ou une partie considérable des travaux sont prêts à être utilisés ou sont utilisés aux fins prévues et que le reste ou une partie des travaux ne peut être achevé pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Entrepreneur ou, lorsque le représentant ministériel et l'Entrepreneur conviennent de ne pas achever les travaux dans les délais prescrits, le coût de la partie des travaux que l'Entrepreneur n'a pu terminer pour des raisons indépendantes de sa volonté ou que le représentant ministériel et l'Entrepreneur ont convenu de ne pas terminer dans les délais précisés sera déduit de la valeur du contrat mentionnée au sous-alinéa CG44.2.1.2 et ledit coût ne fera pas partie du coût des travaux qui restent à effectuer aux fins de la détermination de l'achèvement réel.

44.4 Le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 doit décrire les parties des travaux qui n'ont pas été achevées à la satisfaction du représentant ministériel et préciser tout ce que l'Entrepreneur doit faire :

44.4.1 avant que le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1 puisse être délivré; et

44.4.2 avant le début de la période de 12 mois mentionnée au paragraphe CG32.1.2 pour lesdites parties et toutes autres choses.

44.5 Le représentant ministériel peut, en plus des points indiqués dans le Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2, obliger l'Entrepreneur à rectifier toutes autres parties des travaux qui n'ont pas été achevées à sa satisfaction et faire effectuer toutes autres choses nécessaires pour l'achèvement satisfaisant des travaux.

- 44.6 Si le Contrat ou l'une de ses parties a fait l'objet d'une Entente à prix unitaire, le représentant ministériel mesure et consigne dans un registre les quantités de travail exécuté d'outillage fourni par l'Entrepreneur et de matériaux utilisés pour l'exécution des travaux, et informe, sur demande, l'Entrepreneur au sujet de ces mesurages.
- 44.7 L'Entrepreneur aide le représentant ministériel et coopère avec lui dans l'exécution des tâches précisées au paragraphe CG44.6 et a le droit de prendre connaissance de tout registre tenu par le représentant ministériel suivant le paragraphe CG44.6.
- 44.8 Une fois que le représentant ministériel a délivré le Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, il doit, si le paragraphe CG44.6 s'applique, délivrer un Certificat définitif de mesurage.
- 44.9 Le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 :
- 44.9.1 indique le total des mesurages des quantités mentionnées au paragraphe CG44.6, et
- 44.9.2 lie de façon péremptoire Sa Majesté et l'Entrepreneur quant aux mesurages des quantités qui y sont consignées.

#### **CG45 Remise du dépôt de garantie**

- 45.1 Après la délivrance du Certificat provisoire d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.2 et à condition que l'Entrepreneur n'ait pas violé ses engagements en vertu du Contrat ou omis de les remplir, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur la totalité ou partie du dépôt de garantie, s'il en est, qui de l'avis du représentant ministériel, n'est pas requise aux fins du Contrat.
- 45.2 Au moment de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, Sa Majesté retourne à l'Entrepreneur tout le solde du dépôt de sécurité, sauf stipulation contraire du Contrat.
- 45.3 Si le dépôt de garantie a été versé au Trésor, Sa Majesté doit payer à l'Entrepreneur l'intérêt sur ledit dépôt à un taux établi de temps à autre en vertu du paragraphe 21(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques.

#### **CG46 Précision du sens des expressions figurant aux articles CG47 à CG50**

- 46.1 Dans les articles CG47 à CG50 :
- 46.1.1 l'expression « Tableau des prix unitaires » signifie le tableau figurant dans les Articles de convention, et
- 46.1.2 l'expression « outillage » ne comprend pas les outils habituellement fournis par les hommes de métier dans l'exercice de leurs fonctions.

#### **CG47 Additions ou modifications au Tableau des prix unitaires**



- 47.1 Le représentant ministériel et l'Entrepreneur peuvent convenir par écrit, lorsqu'une Entente à prix unitaire s'applique au Contrat ou à l'une de ses parties :
- 47.1.1 d'ajouter au Tableau des prix unitaires des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux, des unités de mesurage, de prix par unité et des estimations de quantités lorsque certains travaux, outillage et matériaux devant apparaître dans le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 ne figurent dans aucune des catégories de travail, d'outillage ou de matériaux établies au Tableau des prix unitaires; ou
  - 47.1.2 sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, de modifier le prix par unité établi au Tableau des prix unitaires à l'égard d'une quelconque catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux y figurant, lorsqu'une quantité a été estimée à l'égard de cette catégorie de travail, d'outillage ou de matériaux, et que le Certificat définitif de mesurage mentionné au paragraphe CG44.8 indique ou est susceptible d'indiquer que la quantité totale de cette catégorie de travail exécuté, d'outillage fourni ou de matériaux utilisés par l'Entrepreneur, pour l'exécution des travaux, est :
    - 47.1.2.1 inférieur à 85% de la quantité estimée; ou
    - 47.1.2.2 supérieure à 115% de la quantité estimée.
- 47.2 Le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires qui a été modifié conformément au sous-alinéa 47.1.2.1 ne doit, en aucun cas, excéder le montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale estimative de travail avait été exécutée, la quantité totale estimative d'outillage avait été fournie ou la quantité totale estimative de matériaux, utilisée.
- 47.3 Toute modification rendue nécessaire par le sous-alinéa CG47.1.2.2 ne s'appliquera qu'aux quantités supérieures à 115%.
- 47.4 Si le représentant ministériel et l'Entrepreneur ne s'entendent pas suivant le paragraphe CG47.1, le représentant ministériel détermine la catégorie et l'unité de mesurage du travail, de l'outillage et des matériaux et, sous réserve des paragraphes CG47.2 et CG47.3, le prix par unité est déterminé conformément à l'article CG50.

#### **CG48 Établissement du coût – Tableau des prix unitaires**

- 48.1 Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins du Contrat, d'établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux, on multiplie la quantité de ce travail de cet outillage ou de ces matériaux, exprimée par l'unité énoncée à la colonne 3 du Tableau des prix unitaires, par le prix énoncé en regard de cette unité à la colonne 5 du Tableau des prix unitaires.

#### **CG49 Établissement du coût – Négociation**

- 49.1 Si le mode d'établissement du coût prévu à l'article CG48 ne peut être utilisé parce que le genre ou la catégorie de travail, d'outillage et de matériaux en cause ne figurent pas au Tableau des prix unitaires, le coût du travail, de l'outillage ou des matériaux, aux fins du Contrat est le montant

convenu de temps à autre entre l'Entrepreneur et le représentant ministériel.

- 49.2 Aux fins du paragraphe CG49.1, l'Entrepreneur remet au représentant ministériel lorsque ce dernier le requiert, tout renseignement nécessaire sur ce qu'il lui en coûte en travail, outillage et matériaux mentionnés au paragraphe CG49.1.

#### **CG50 Établissement du coût en cas d'échec des négociations**

- 50.1 Si l'on ne parvient pas à établir le coût du travail, de l'outillage et des matériaux conformément aux méthodes prévues aux articles CG47, CG48 ou CG49, pour les fins mentionnées dans ceux-ci, le coût sera égal à l'ensemble de :
- 50.1.1 tous les montants justes et raisonnables effectivement dépensés ou légalement payables par l'Entrepreneur pour le travail, l'outillage et les matériaux couverts par une des catégories de dépenses prévues au paragraphe CG50.2, qui sont directement attribuables à l'exécution du Contrat;
  - 50.1.2 une somme égale à 10% du total des dépenses de l'Entrepreneur mentionnées à l'alinéa CG50.1.1, représentant une indemnité pour profit et pour tous les autres coûts et dépenses, incluant les frais de financement et les intérêts, les frais généraux, dépenses du siège social, et tous autres frais ou dépenses, mais non les coûts et dépenses mentionnés à l'alinéa CG50.1.1 ou CG50.1.3 ou pour une catégorie mentionnée au paragraphe CG50.2;
  - 50.1.3 l'intérêt sur les coûts déterminés en vertu des alinéas CG50.1.1 et CG50.1.2, intérêt qui sera calculé conformément à l'article MP9,
- pourvu que le coût total d'un article figurant au Tableau des prix unitaires, auquel s'appliquent les dispositions de l'alinéa CG47.1.2.1, n'est pas supérieur au montant qui aurait été payable à l'Entrepreneur si la quantité totale dudit article aurait été effectivement produite, utilisée ou fournie.
- 50.2 Aux fins de l'alinéa CG50.1.1, les catégories de dépenses admissibles dans l'établissement du coût du travail, de l'outillage et des matériaux, sont :
- 50.2.1 les paiements faits aux sous-entrepreneurs;
  - 50.2.2 les traitements, salaires et frais de voyage versés aux employés de l'Entrepreneur affectés, proprement dit, à l'exécution des travaux, à l'exception des traitements, salaires, gratifications, frais de subsistance et de voyage des employés de l'Entrepreneur travaillant généralement au siège social ou à un bureau général de l'Entrepreneur, à moins que lesdits employés ne soient affectés à l'emplacement des travaux avec la approbation du représentant ministériel;
  - 50.2.3 les cotisations exigibles en vertu d'un texte statutaire relativement aux indemnités des accidents du travail, à l'assurance-chômage, au régime de retraite et aux congés rémunérés;
  - 50.2.4 les frais de location d'outillage ou un montant équivalent aux frais de location si l'outillage appartient à l'Entrepreneur qui était nécessaire et qui a été utilisé pour

l'exécution des travaux, à condition que lesdits frais ou la somme équivalente soient raisonnables et que l'utilisation dudit outillage ait été approuvée par le représentant ministériel;

- 50.2.5 les frais d'entretien et de fonctionnement de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux et des frais de réparation à tel outillage qui, de l'avis du représentant ministériel, sont nécessaires à la bonne exécution du Contrat, à l'exclusion de toutes réparations provenant de défauts existant avant l'affectation de l'outillage aux travaux;
- 50.2.6 les paiements relatifs aux matériaux nécessaires et incorporés aux travaux, ou nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.7 les paiements relatifs à la présentation, à la livraison, à l'utilisation, à l'érection, à l'installation, à l'inspection, à la protection et à l'enlèvement de l'outillage et des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat et utilisés à cette fin; et
- 50.2.8 tout autre paiement fait par l'Entrepreneur avec l'approbation du représentant ministériel et nécessaire à l'exécution du Contrat.

#### **CG51 Registres à tenir par l'Entrepreneur**

- 51.1 L'Entrepreneur :
  - 51.1.1 tient des registres complets du coût estimatif et réel des travaux, des appels d'offres, des prix cotés, des contrats, de la correspondance, des factures, des reçus et des pièces justificative s'y rapportant;
  - 51.1.2 met à la disposition du Ministre et du sous-receveur général du Canada ou des personnes qu'ils délèguent pour vérification et inspection tous les documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1;
  - 51.1.3 permet à toutes personnes mentionnées à l'alinéa 51.1.2 de faire des copies ou extraits de tous registres et documents mentionnés à l'alinéa CG51.1.1; et
  - 51.1.4 fournit aux personnes mentionnées à l'alinéa CG51.1.2 tous les renseignements qu'elles peuvent exiger de temps à autre au sujet de ces registres et documents.
- 51.2 Les registres tenus par l'Entrepreneur conformément à l'alinéa CG51.1.1, sont conservés intact pendant deux ans à compter de la date de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement mentionné au paragraphe CG44.1, ou jusqu'à l'expiration de toute autre période que le Ministre peut fixer.
- 51.3 L'Entrepreneur oblige tous sous-entrepreneurs, et toutes autres personnes qu'il contrôle directement ou indirectement ou qui lui sont affiliés, de même que toutes personnes qui contrôlent l'Entrepreneur directement ou indirectement, à se conformer aux paragraphes CG51.1 et CG51.2 comme s'ils étaient l'Entrepreneur.

#### **CG52 Conflits d'intérêts**

- 52.1 Le présent Contrat stipule qu'aucun ancien titulaire de charge publique qui ne se conforme pas au Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat ne peut retirer des avantages directs du présent Contrat.

**CG53 Situation de l'Entrepreneur**

- 53.1 L'Entrepreneur sera retenu en vertu du Contrat à titre d'entrepreneur indépendant.
- 53.2 L'Entrepreneur et tout employé dudit entrepreneur n'est pas retenu en vertu du Contrat à titre d'employé, d'agent ou de mandataire de Sa Majesté.
- 53.3 Aux fins des paragraphes CG53.1 et CG53.2, l'Entrepreneur sera à lui seul responsable de tous les paiements et de toutes les retenues exigées par la loi, y compris ceux exigés par le Régime de pensions du Canada, le Régime des rentes du Québec, l'assurance-chômage, les accidents du travail ou l'impôt sur le revenu.



## **CONDITIONS GÉNÉRALES**

- CA 1 Preuve du contrat d'assurance**
- CA 2 Gestion des risques**
- CA 3 Paiement de franchise**
- CA 4 Assurance d'assurance**

## **EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE**

- EGA 1 Assuré**
- EGA 2 Période d'assurance**
- EGA 3 Preuve du contrat d'assurance**
- EGA 4 Avis**

## **ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES**

- ARC 1 Portée de l'assurance**
- ARC 2 Garanties/Dispositions**
- ARC 3 Risques additionnels**
- ARC 4 Indemnité d'assurance**
- ARC 5 Franchise**

## **ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES**

- AC 1 Portée de l'assurance**
- AC 2 Biens assurés**
- AC 3 Indemnités d'assurance**
- AC 4 Montant d'assurance**
- AC 5 Franchise**
- AC 6 Subrogation**
- AC 7 Exclusion**

## **ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR**



## **CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **CA 1 Preuve du contrat d'assurance (02/12/03)**

Dans un délai de trente (30) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, ce dernier, à moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement, doit remettre à l'agent d'approvisionnement, l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé par l'agent d'approvisionnement, remettre à ce dernier les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux Exigences des garanties d'assurance décrites ci-après.

### **CA 2 Gestion des risques (01/10/94)**

Les dispositions des Exigences des garanties d'assurance des présentes n'ont pas pour but de couvrir toutes les obligations de l'entrepreneur en vertu de l'article CG8 des Conditions générales « C » du marché. L'entrepreneur est libre, à condition d'en assumer le coût, de prendre des mesures additionnelles de gestion des risques ou des garanties d'assurance complémentaires qu'il juge nécessaire pour remplir ses obligations conformément à l'article CG8.

### **CA 3 Paiement de franchise (01/10/94)**

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

### **CA 4 Assurance d'assurance (02/12/03)**

L'entrepreneur a déclaré qu'il détient une assurance de responsabilité civile appropriée et habituelle qui est en vigueur conformément aux présentes Conditions d'assurance et il a garanti qu'il obtiendra, en temps opportune et avant le commencement des travaux, l'assurance de biens appropriée et habituelle conformément aux présentes Conditions d'assurance et qu'en outre il maintiendra en vigueur toutes les polices d'assurance requises conformément aux présentes Conditions d'assurance.

## **EXIGENCES DE GARANTIES D'ASSURANCE**

### **PARTIE I**

## **EXIGENCES GÉNÉRALES D'ASSURANCE (EGA)**

### **EGA 1 Assuré (02/12/03)**

Chaque contrat d'assurance doit assurer l'entrepreneur et doit inclure à titre d'Assuré dénommé additionnel, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Conseil national de recherches Canada.



### **EGA 2 Période d'assurance (02/12/03)**

Moins d'avis contraire par écrit de l'agent d'approvisionnement ou d'indication contraire ailleurs dans les présentes Conditions d'assurance, les contrats d'assurance exigés dans les présentes doivent prendre effet le jour de l'attribution du marché et demeurer en vigueur jusqu'au jour de la délivrance du Certificat définitif d'achèvement du représentant ministériel.

### **EGA 3 Preuve du contrat d'assurance (01/10/94)**

Dans un délai de vingt-cinq (25) jours après l'acceptation de la soumission de l'entrepreneur, l'assureur, à moins d'avis contraire écrit de l'entrepreneur, doit remettre à l'entrepreneur l'Attestation d'assurance d'un assureur dans la forme apparaissant dans le présent document et, si demandé, les originaux ou les copies certifiées conformes de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément aux présentes Exigences de présentes garanties d'assurance.

### **EGA 4 Avis (01/10/94)**

Chaque contrat d'assurance doit renfermer une disposition selon laquelle trente (30) jours avant de procéder à toute modification importante visant la garantie d'assurance, ou à l'annulation de ladite garantie d'assurance, un avis par écrit doit être envoyé par l'assureur à Sa Majesté. Tout avis de cette nature que reçoit l'entrepreneur doit être transmis sans délai à Sa Majesté.

## **PARTIE II ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES**

### **ARC 1 Portée de l'assurance (01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi sur un formulaire similaire à celui connu et désigné dans l'industrie de l'assurance sous l'appellation Assurance de la responsabilité civile des entreprises (base d'événement) – BAC 2100, et doit accorder un montant de garantie d'au moins 2 000 000 \$ (tous dommages confondus) pour des dommages corporels et matériels imputables au même événement ou à une série d'événements ayant la même origine. Les frais de justice ou autres déboursés de défense par suite de sinistre ou de réclamation ne viendront pas en déduction du montant de garantie.

### **ARC 2 Garanties/Dispositions (01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit inclure les garanties/dispositions suivantes sans toutefois nécessairement s'y limiter :

- 2.1 La responsabilité découlant de la propriété, de l'existence de l'entretien ou de l'utilisation de lieux par l'entrepreneur et les activités nécessaires ou connexes à l'exécution du présent contrat.
- 2.2 L'extension de la garantie « Dommages matériels et/ou privation de jouissance ».



- 2.3 L'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support soutenant des bâtiments ou terrains, que ce support soit naturel ou non.
- 2.4 La responsabilité découlant des appareils de levage et des monte-charge (y compris les escaliers roulants).
- 2.5 La responsabilité civile indirecte des entrepreneurs.
- 2.6 Les responsabilités contractuelles et assumées en vertu du présent contrat.
- 2.7 La responsabilité civile découlant des risques après travaux. En regard de la présente garantie, ainsi que toutes les autres garanties de cette Partie II des présentes Conditions d'assurance, l'assurance doit demeurer en vigueur pendant au moins un (1) an à partir de la date de délivrance du Certificat d'achèvement du représentant ministériel.
- 2.8 Responsabilité réciproque – La clause doit être rédigée comme suit :
- Responsabilité réciproque – L'assurance telle que garantie par le présent contrat s'applique à toute demande d'indemnité faite à ou à toute action intentée contre n'importe quel assuré par n'importe quel autre assuré. La garantie d'assurance s'applique de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.
- 2.9 Individualité des intérêts – La clause doit être rédigée comme suit :
- Individualité des intérêts – La présente assurance, sous réserve des montants de garantie, s'applique séparément à chaque assuré de la même façon et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été établi à chacun d'eux. L'inclusion de plus d'un assuré n'augmente pas le montant de garantie de l'assureur.

### **ARC 3 Risques additionnels (02/12/03)**

Le contrat d'assurance doit couvrir ou être amendé pour couvrir les risques suivants, si l'entreprise y est soumise :

- 3.1 Dynamitage;
- 3.2 Battage de pieux et travail par caisson;
- 3.3 Reprise en sous-œuvre;
- 3.4 Risques associés aux activités de l'entrepreneur dans un aéroport en service;
- 3.5 Contamination par radioactivité par suite de l'utilisation d'isotopes commerciaux;
- 3.6 Endommagement à la partie d'un bâtiment existant hors de la portée directe d'un marché de rénovation, d'addition ou d'installation;
- 3.7 Risques maritimes reliés à la construction de jetés, quais et docks.





**ARC 4 Indemnités d'assurance  
(01/10/94)**

Toute indemnité en vertu de la présente assurance est habituellement versée à un tiers réclamant.

**ARC 5 Franchise  
(02/12/03)**

Le contrat d'assurance doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$ événement quant aux sinistres causés par dommages matériels.

**PART III  
ASSURANCE DES CHANTIERS – RISQUES D'INSTALLATION – TOUS RISQUES**

**AC 1 Portée de l'assurance  
(01/10/94)**

Le contrat d'assurance doit être établi pour assurer l'entreprise sur un base « Tous risques » donnant un couverture d'assurance identique à celle qui est fournie par les formulaires connues et désignées dans l'industrie des assurances sous les noms de l' « Assurances des Chantiers – Formule globale » ou « Risques d'installation – Tous Risques ».

**AC 2 Biens assurés  
(01/10/94)**

Les biens assurés doivent comprendre :

- 2.1 les travaux, ainsi que tous les biens, équipement et matériaux devant être incorporés à l'entreprise achevée à l'endroit du projet, avant, durant et après leur installation, érection ou construction, y compris les essais;
- 2.2 les frais de déblaiement du chantier occasionnés par un sinistre couvert y ayant laissé des débris provenant de biens couverts par la présente assurance, y compris la démolition des biens endommagés, l'enlèvement de la glace et l'assèchement.

**AC 3 Indemnité d'assurance  
(01/10/94)**

- 3.1 Toutes indemnités en vertu du contrat d'assurance doit être payées conformément à l'article CG28 des Conditions générales « C » du contrat.
- 3.2 Le contrat d'assurance doit stipuler que toute indemnité en vertu d'icelle doit être payé à Sa Majesté ou selon les directives du Ministre.
- 3.3 L'entrepreneur doit faire toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

**AC 4 Montant d'assurance**



**(01/10/94)**

Le montant de l'assurance doit égalier au moins la somme de la valeur du contrat plus la valeur déclarée (s'il y a lieu) dans les documents du marché de tout le matériel et équipement fourni par Sa Majesté sur le chantier pour être incorporé à l'entreprise achevée et en faire partie.

**AC 5 Franchise**  
**(02/12/94)**

La police doit être établie avec une franchise d'au plus 10 000 \$.

**AC 6 Subrogation**  
**(01/10/94)**

La clause suivante doit être incluse dans le contrat d'assurance :

« Tous droits de subrogation ou transfert de droits sont par les présentes abandonnées contre toutes les personnes physiques ou morales ayant droit au bénéfice de la présente assurance. »

**AC 7 Exclusion**  
**(01/10/94)**

Le contrat d'assurance peut comporter les exclusions normales sous réserve des exceptions suivantes :

- 7.1 Peuvent être exclus les frais inhérents à la bonne exécution des travaux, et rendus nécessaires par des défauts dans les matériaux, la main d'œuvre ou la conception, l'assurance produisant néanmoins ses effets en ce qui concerne les sinistres entraînés par voie de conséquence.
- 7.2 La perte ou les dommages causés par la contamination de matériaux radioactifs, sauf la perte ou les dommages résultant de l'utilisation d'isotopes commerciaux pour la mesure, l'inspection, le contrôle de la qualité, la radiographie ou la photographie industriels.
- 7.3 La mise en service et l'occupation de l'entreprise, en totalité ou en partie, doivent être permis pour les fins auxquels l'entreprise est destiné à son achèvement.



**ATTESTATION D'ASSURANCE DE L'ASSUREUR**  
(À ÊTRE COMPLÈTE PAR L'ASSUREUR (NON PAR LE COURTIER) ET LIVRÉE AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA DANS LES TRENTE JOURS SUIVANT L'ACCEPTATION DE LA SOUMISSION)

**MARCHÉ**

DESCRIPTION DES TRAVAUX	NUMÉRO DE MARCHÉ	DATE D'ADJUDICATION
ENDROIT		

**ASSUREUR**

NOM
ADRESSE

**COURTIER**

NOM
ADRESSE

**ASSURÉ**

NOM DE L'ENTREPRENEUR
ADRESSE

**ASSURÉ ADDITIONNEL**

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA REPRÉSENTÉE PAR LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA
--

LE PRÉSENT DOCUMENT ATTESTE QUE LES POLICES D'ASSURANCE SUIVANTES SONT PRÉSENTEMENT EN VIGUEUR ET COUVRENT TOUTES LES ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ, EN FONCTION DU MARCHÉ DU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA CONCLU ENTRE L'ASSURÉ DÉNOMMÉ ET LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA SELON LES CONDITIONS D'ASSURANCE « E ».

POLICE					
GENDRE	NUMÉRO	DATE D'EFFET	DATE D'EXPIRATION	LIMITES DE GARANTIE	FRANCHISE
RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES					
ASSURANCE DES CHANTIERS « TOUS RISQUES »					
RISQUES D'INSTALLATION « TOUS RISQUES »					

L'ASSUREUR CONVIENT DE DONNER UN PRÉAVIS DE TRENTE JOURS AU CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES CANADA EN CAS DE TOUTE MODIFICATION VISANT LA GARANTIE D'ASSURANCE OU LES CONDITIONS OU DE L'ANNULATION DE N'IMPORTE QUELLE POLICE OU GARANTIE QUI FONT PARTIE INTÉGRANTE DU CONTRAT.

NOM DU CADRE OU DE LA PERSONNE AUTORISÉE	SIGNATURE	DATE :
		NUMÉRO DE TÉLÉPHONE :



### **CGC1 Obligation de fournir une garantie de contrat**

- 1.1 L'Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir une ou plusieurs des garanties de contrat mentionnées à l'article CGC2.
- 1.2 L'Entrepreneur doit fournir au représentant ministériel la garantie de contrat mentionnée au paragraphe CGC1.1 dans les 14 jours suivant la date à laquelle l'Entrepreneur reçoit un avis lui signifiant l'acceptation de sa soumission par Sa Majesté.

### **CGC2 Types et montants acceptables de garanties de contrat**

- 2.1 L'Entrepreneur fournit au représentant ministériel conformément à l'article CGC1 :
  - 2.1.1 un cautionnement d'exécution et un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant chacun au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention; ou
  - 2.1.2 un cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux, représentant au moins 50% du montant payable indiqué dans les Articles de convention, et un dépôt de garantie représentant :
    - 2.1.2.1 au moins 10% du montant indiqué dans les Articles de convention, si ce montant n'excède pas 250 000 \$; ou
    - 2.1.2.2 25 000 \$, plus 5% de la partie du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention qui excède 250 000 \$; ou
  - 2.1.3 un dépôt de garantie représentant le montant prescrit à l'alinéa CGC2.1.2, majoré d'un supplément représentant 10% du montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.2 Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux mentionnés au paragraphe CGC2.1 doivent être dans une forme approuvée et provenir d'une compagnie dont les cautionnements sont acceptés par Sa Majesté.
- 2.3 Le montant maximum du dépôt de garantie requis en vertu de l'alinéa CGC2.1.2 ne doit pas excéder 250 000 \$, quel que soit le montant du Contrat indiqué dans les Articles de convention.
- 2.4 Le dépôt de garantie mentionné aux alinéas CGC2.1.2 et CGC2.1.3 consiste en :
  - 2.4.1 une lettre de change payable à l'ordre du receveur général du Canada et certifiée par une institution financière approuvée ou tirée par une institution financière approuvée sur son propre compte; ou
  - 2.4.2 des obligations du gouvernement du Canada ou des obligations garanties inconditionnellement quant au capital et aux intérêts par le gouvernement du Canada.
- 2.5 Aux fins du paragraphe CGC2.4 :



- 2.5.1 une lettre de change est un ordre inconditionnel donné par écrit par l'Entrepreneur à une institution financière agréée et obligeant ladite institution à verser, sur demande et à une certaine date, une certaine somme au receveur général du Canada ou à l'ordre de ce dernier; et
- 2.5.2 si une lettre de change est certifiée par une institution financière autre qu'une banque à charte, elle doit être accompagnée d'une lettre ou d'une attestation estampillée confirmant que l'institution financière appartient à au moins l'une des catégories mentionnées à l'alinéa CGC2.5.3 ;
- 2.5.3 une institution financière agréée est :
  - 2.5.3.1 une société ou institution qui est membre de l'Association canadienne des paiements,
  - 2.5.3.2 une société qui accepte des dépôts qui sont garantis par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou la Régie de l'assurance-dépôts du Québec jusqu'au maximum permis par la loi,
  - 2.5.3.3 une caisse de crédit au sens de l'alinéa 137(6)(b) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*,
  - 2.5.3.4 une société qui accepte du public des dépôts dont le remboursement est garanti par Sa Majesté du chef d'une province, ou
  - 2.5.3.5 la Société canadienne des postes.
- 2.5.4 les obligations mentionnées à l'alinéa CGC2.4.2 doivent être :
  - 2.5.4.1 payables au porteur ;
  - 2.5.4.2 accompagnées d'un document de transfert dûment exécuté à l'ordre du receveur général du Canada, dûment exécuté et dans la forme prescrite par le Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; ou
  - 2.5.4.3 enregistrées quant au capital ou quant au capital et aux intérêts au nom du receveur général du Canada, conformément au Règlement concernant les obligations intérieures du Canada; et
  - 2.5.4.4 fournies à leur valeur courante sur le marché à la date du Contrat.



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)**

**PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE**

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	National Research Council	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction	ASPM/SAGI
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant		

4. Brief Description of Work / Brève description du travail  
**Building M20, Modernization of the Passenger Elevator, Installation No. 21145**

5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? / Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?  No / Non  Yes / Oui

5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? / Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?  No / Non  Yes / Oui

6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis

6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? / Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) / (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)  No / Non  Yes / Oui

6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. / Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.  No / Non  Yes / Oui

6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? / S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?  No / Non  Yes / Oui

7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès

Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
--	--------------------------------------	---

7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion

No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>		
Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>

7. c) Level of information / Niveau d'information

PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  No  Yes  
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  Non  Oui  
 If Yes, indicate the level of sensitivity:  
 Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  No  Yes  
 Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  Non  Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :  
 Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT        | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |   |  |

Special comments:  
 Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.  
 REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  No  Yes  
 Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  Non  Oui  
 If Yes, will unscreened personnel be escorted?  No  Yes  
 Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?  Non  Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  No  Yes  
 Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  Non  Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  No  Yes  
 Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?  Non  Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  No  Yes  
 Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?  Non  Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  No  Yes  
 Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  Non  Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  No  Yes  
 Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?  Non  Oui



**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
 Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
 Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category / Catégorie	PROTECTED / PROTÉGÉ			CLASSIFIED / CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED / PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET / TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets / Renseignements / Biens / Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
 La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
 Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).





Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

**13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Doug Sanftenberg	Title - Titre Construction Contract Coordinator	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone 613-990-0764	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date May 14, 2014

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) Charlotte Carrier	Title - Titre Controlled Goods and Contracts Security Coordinator	Signature 	
Telephone No. - N° de téléphone (613) 993-8956	Facsimile No. - N° de télécopieur (613) 990-0946	E-mail address - Adresse courriel Charlotte.Carrier@nrc-cnrc.gc.ca	Date 2014/05/14

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached? / Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

No / Non     Yes / Oui

**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées) MARC BEDARD	Title - Titre 	Signature Senior Contracting Officer	
Telephone No. - N° de téléphone 03 993 2274	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date 1/15/5/14

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)	Title - Titre	Signature	
Telephone No. - N° de téléphone	Facsimile No. - N° de télécopieur	E-mail address - Adresse courriel	Date